

L'Exposition universelle de Paris compromise ?

LIRE PAGE 29

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Singapour, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 mt.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 605272 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

IS PAR M. MICHEL MAY

irre Guérin
r M. Jean Lanzi
formation de TF 1

vendredi 1^{er} juillet, aux fonctions de
M. Jean Pierre Guérin, rédacteur
en chef du journal, a été nommé
à la tête de la rédaction de
« Le Monde ».

Le chef de la rédaction, par le P.D.G.,
affecté à la direction du journal, a
été nommé à la tête de la rédaction
de « Le Monde ».

Le chef de la rédaction, par le P.D.G.,
affecté à la direction du journal, a
été nommé à la tête de la rédaction
de « Le Monde ».

Le chef de la rédaction, par le P.D.G.,
affecté à la direction du journal, a
été nommé à la tête de la rédaction
de « Le Monde ».

Le Tour de France cycliste

MAILLOT JAUNE A 21 ANS

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Le Tour de France cycliste
Maillot jaune à 21 ans

Un modeste pas dans le dialogue Nord-Sud

Après avoir examiné pendant quatre semaines les différents manières dont les pays industrialisés pourraient favoriser le développement tout en contribuant à la reprise, la sixième Conférence des Nations unies pour la coopération et le développement (CNUCED) s'est achevée sur un maigre bilan.

Certes, l'on ne peut totalement parler d'échec dans la mesure où il y a eu avancée sur quelques points, de l'avis même du porte-parole des pays en voie de développement. Ceux-ci avaient-ils pas d'ailleurs fixé la barre un peu haut ? Retrouvailles sur les problèmes que leur pose la crise, les pays industrialisés ont généralement gardé la main sur les cordons de la bourse. Ils ont tout de même réaffirmé leurs engagements en matière d'aide publique au développement, en particulier pour les pays les moins avancés.

Créé il y a plus de huit ans, le Fonds pour la régulation des matières premières a en peu de temps chassé l'ancien Fonds de stabilisation des prix. Mais il ne pourra guère fonctionner tant que les États-Unis se tiendront à l'écart. Les pays en voie de développement n'ont pas réussi à obtenir l'assurance d'un accroissement important des liquidités qu'ils réclamaient. Mais ils ont pu trouver un terrain d'entente avec leurs interlocuteurs des pays industrialisés sur les questions monétaires et financières, et même, à l'arrière-plan, sur la protectionnisme et les arrangements de structures.

Ces modestes résultats sont à porter — en partie du moins — au crédit du groupe qu'on appelle celui des « 77 » bien que ses membres soient aujourd'hui au nombre de cent vingt-cinq. D'entrée de jeu, il a choisi la modération, écartant la stratégie de l'affrontement, qui n'aurait vraisemblablement pas été plus payante.

Le tiers-monde a maintenu son unité à Belgrade, en dépit des divergences d'intérêts, entre producteurs traditionnels de matières premières, nouveaux pays industriels, pays très fortement endettés et États les plus pauvres. L'évolution des prix pétroliers ne vient pas alimenter ses revendications et renforcer sa capacité de négociation. L'évolution des rapports Nord-Sud, la situation des pays industrialisés, conduisent le tiers-monde à un certain « réalisme » auquel se soumettent de mauvaise grâce certains États.

Les pays industrialisés se sont montrés plutôt soucieux, de lâcher le moins possible de lest et de ne pas se désolidariser des États-Unis. Jusqu'au bout, les débats auront souligné l'isolement de l'administration américaine, tandis que la Communauté européenne a semblé manquer d'imagination. Aussi la France a-t-elle eu beaucoup de mal à encourager ses partenaires à prendre leurs responsabilités. Quant aux pays de l'Est, ils ont souligné une nouvelle fois qu'ils n'étaient pas partie prenante dans ces discussions Nord-Sud.

Sans doute le mécanisme des grandes négociations sur la coopération économique internationale est-il difficile à utiliser pour favoriser une évolution des rapports Nord-Sud. Il faut tout de même espérer que les prises de conscience et l'élan constaté à Belgrade stimuleront les efforts. A continuer d'ignorer les frustrations du tiers-monde, on risque de les voir alimenter de plus en plus les tensions Est-Ouest.

M. Reagan retrouve sa popularité

Les sondages sont favorables au président des États-Unis mais celui-ci est menacé par les retombées de l'affaire du « Debategate »

De notre correspondant

Washington. — La popularité de M. Reagan est en hausse depuis quelque temps, grâce à la reprise économique, comme le confirme un sondage C.B.S.-New York Times réalisé entre le 26 et le 28 juin. Pour la première fois depuis quinze mois, le président américain recueille plus d'opinions favorables (47 %) que défavorables (39 %), retrouvant ainsi approximativement son score de janvier 1982. On note cependant la fragilité d'une telle remontée. Une majorité d'Américains estiment que le président « n'a pas fait assez » pour conclure un accord nucléaire avec l'U.R.S.S., équilibrer le budget et réduire le chômage. Et à la question de savoir s'il méritait d'être réélu, 51 % des personnes interrogées (contre 42 %) répondent « non ».

Mais une affaire porte atteinte à l'image de franchise et d'intégrité que s'est acquise le président des États-Unis.

Comment appeler l'affaire qui occupe depuis deux semaines les milieux politiques américains ? « Debategate » s'est vite imposé puisque l'il s'agit d'un document confi-

dentiel — rédigé par les collaborateurs de M. Carter en vue du débat télévisé du 28 octobre 1980 et tombé entre les mains de l'équipe Reagan — et que tout scandale potentiel à Washington est systématiquement comparé au Watergate. Pour la Maison Blanche, c'est un « pseudo-Gate ». Traduisez : un épisode sans intérêt, gonflé par la presse et grossièrement exploité par les démocrates à la veille d'une nouvelle campagne présidentielle.

L'affaire a été lancée par un journaliste de Time, Laurence Barrett, dans un livre intitulé *Jouer avec l'histoire*. Il y est question d'une « tache » qui aurait communiqué le document aux collaborateurs de M. Reagan avant que celui-ci n'affronte M. Carter devant les caméras. Dans ce débat télévisé, le candidat républicain avait été meilleur que le président sortant.

Les responsables gouvernementaux ont d'abord réagi à cette affaire avec désinvolture.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 3.)

En dix ans, les entreprises françaises ont perdu leur capacité d'investir

Administration et patronat, en désaccord sur le poids des charges depuis mai 1981, reconnaissent que la situation « est inquiétante »

Il y avait quelque irréalisme à imaginer qu'un groupe d'experts de l'administration et du patronat parviendrait à un accord sur l'évaluation du surcroît de charges supportées par les entreprises depuis mai 1981 (hors les mesures récentes sur l'UNEDIC et le SMIC).

Réduire l'écart entre les 100 milliards de francs annoncés par le C.N.P.F. et les 20 milliards admis par les services de M. Delors était un exercice trop politique.

Le rapport remis le 2 juillet à M. Mauroy — et auquel le premier ministre a fait allusion au cours du « Grand Jury-R.T.T.-le Monde » — se clôt par pour autant le débat. Il s'agit de constater que le patronat est revenu de 100 à 60 milliards pour 1982 (mais il intégrait, il est vrai, dans ses estimations antérieures les entreprises financières et considérait l'effet des mesures gouvernementales en annulation). L'administration, pour sa part, est restée sur ses positions. Peut-être à tort, parfois. Préférer le passage à 39 heures de travail par semaine et que la cinquième semaine de congés payés ne coûte rien n'apparaît pas très convaincant.

Il n'est que de voir les résultats d'une entreprise comme Charbonnages de France où cette réduction de la durée du travail — principale pomme de discorde entre les experts — s'est accompagnée d'une baisse de la productivité assez nette et d'embauches, pour se rendre compte que la thèse gouvernementale n'est pas complètement défendable.

Le C.N.P.F. a beau jeu alors de dire — ce qui n'est pas sans danger — que si les calculs des services de M. Delors sont bons, on s'étonne de ne pas voir se poursuivre plus rapidement la réduction du temps de travail à 38 h, voire 37 heures. L'évaluation d'un tel coût est sans doute impossible tant il varie d'une industrie à l'autre, d'une entreprise à l'autre. Et le calcul théorique auquel s'est livré le patronat n'est guère satisfaisant non plus.

De même, il est un peu artificiel de ne pas comptabiliser l'effet du blocage des prix quand plusieurs experts du gouvernement reconnaissent qu'il avait « coûté » trois points de marge aux constructeurs automobiles nationaux.

La n'est donc pas l'intérêt principal de l'exercice. L'examen de la

comptabilité nationale auquel s'est livré l'administration montre une dégradation rapide et continue de la situation des entreprises depuis le premier choc pétrolier. Si cette tendance ne s'est pas accentuée au cours des deux dernières années, il est juste d'affirmer qu'« un prélèvement supplémentaire sur des ressources financières amoindries est plus lourd qu'en période de prospérité ».

Car s'il est un point d'accord parmi les experts, c'est bien la situation « inquiétante » des entreprises françaises. Ainsi l'administration écrit-elle : « Les charges qui pèsent sur les entreprises se sont accrues de manière alarmante depuis le premier choc pétrolier. Le niveau élevé atteint par ces charges pèse sur la « rentabilité » des entreprises et contribue à expliquer la faiblesse de l'investissement depuis dix ans et le vieillissement de l'appareil productif ».

A faire payer les deux chocs pétroliers par les entreprises, la France s'est mise dans un engrenage dangereux.

BRUNO DETHOMAS

(Lire la suite page 30.)

Brouillards à Moscou

I. — Le coup de frein

Le chancelier Kohl a commencé, le 4 juillet, une visite officielle de quatre jours en Union soviétique. M. Andropov a fait savoir, toutefois, qu'il ne pourrait pas avoir l'entrée pour se lundi matin avec la délégation ouest-allemande « pour des raisons personnelles », a déclaré un porte-parole de la R.F.A.

Nous commençons ci-dessous la publication du reportage de notre envoyé spécial en U.R.S.S. Alain Jacob, dont le premier article est consacré à la situation intérieure soviétique.

Moscou. — Le grand rendez-vous politique du mois de juin aura tout mis en relief deux évidences. La

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

première est qu'une confrontation se poursuit au sommet de la direction soviétique. La seconde est que M. Andropov a été contraint à quel sous-souffle le vent, en s'abstenant prudemment d'initiatives.

Raccontons ? On dit ? Réactions épidémiques ? Au comité central, M. Vadim Zagladine, directeur adjoint du département des relations internationales, balade d'un geste ces interprétations. Tout au plus admet-il que l'on ne pouvait agir qu'avec « prudence », ce qui peut être une manière de dire que la volonté de changement rencontre des résistances. Mais il n'estime pas qu'il y ait matière à étonnement si le bureau politique n'a pas complètement ses effectifs, ceux-ci n'étant pas fixés par les statuts du parti.

Sur le fond, notre interlocuteur indique qu'un « groupe de travail » avait été formé au lendemain du XXVI^e congrès du P.C.U.S. (1981) pour étudier une révision des statuts soviétiques par L. Brejnev. Si M. Andropov a axé sur ce sujet son intervention au dernier plénum, c'est sur la base de ces études qui — contrairement, paraît-il, à des informations recueillies de bonne source — il y a eu moins de truits mais — n'aurait jamais perdu de leur actualité.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Peur

La peur rôde. Un sondage de la *Sofres*, publié par le *Pèlerin*, confirme l'ampleur du sentiment d'insécurité en France. Les deux tiers des personnes interrogées estiment la situation « très préoccupante ».

Mais lorsqu'on demande aux Français quelle est la situation dans leur quartier, ou leur commune, pour la sécurité, ils ne sont plus que 20 % à la trouver « très préoccupante ».

Ainsi, plus de 40 % des Français ne sont inquiets que pour ce qui se passe ailleurs. Ils ont peur pour les autres. Qui les rassurera ?

BRUNO FRAPPAT.

Deuxième série de sanctions contre les policiers

Lire en page 8
l'enquête d'EDWY PLENEL

Une semaine ordinaire aux Minguettes

Lire en page 8
le reportage de NICOLAS BEAU

Nouvelles « Idées »

« Le Monde » souhaite renforcer le lien avec ses lecteurs, un peu plus dispersés durant la période de vacances. Dès aujourd'hui, et de temps à autre, la page « Idées » ouvrira ses colonnes à des extraits groupés de correspondances. En outre, chaque jour, figurera à cette place la critique de livres que nous publions régulièrement sous le titre « Lu ».

AUX RENCONTRES DE LA ROCHELLE

Une région et l'art contemporain

Placées sous le signe de l'urbanisme en ce qui concerne la musique et la danse, les Rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle accueillent jusqu'au 6 juillet de nombreux « auteurs » du cinéma, notamment américains et chinois.

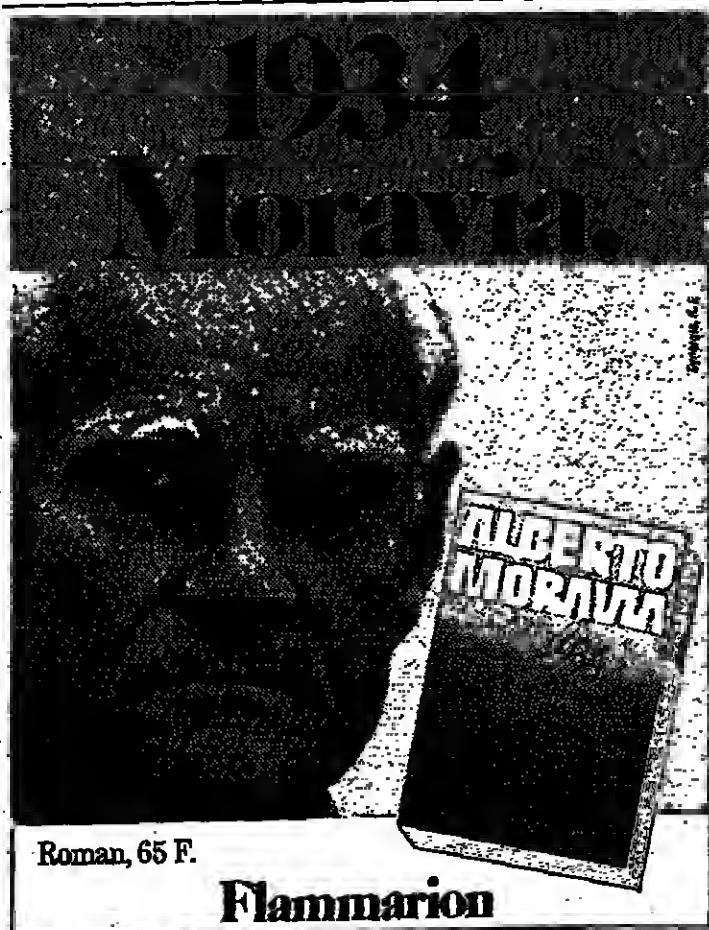
De Poitiers à Avignon (où le théâtre accueille le cinéma depuis 1967), de Nantes à La Rochelle, en passant par Saint-Étienne — où les Rencontres sont aujourd'hui menacées — des festivals défendent et illustrent le septième art international, des œuvres parviennent sur les scènes que le public, autrement, n'aurait jamais connues.

L'originalité de La Rochelle vient d'abord du principe de base adopté par son responsable, Jean-Loup Passek : traiter les cinéastes comme des auteurs à part entière tels des romanciers, des compositeurs, des dramaturges. La notion d'auteur au cinéma, reprenons-le, naquit au milieu des années 50, grâce à l'équipe des Cahiers du cinéma. Celle-ci vit là un moyen de faire connaître des metteurs en scène, qui, par-delà la variété des sujets traités, par une certaine unité formelle, avaient un style de tournage bien défini. La manière prend le pas sur le sujet, devient presque le sujet.

Les Cahiers découvraient ainsi, à côté de Jean Renoir, de Roberto Rossellini et d'Alfred Hitchcock, déjà célèbres, des réalisateurs totalement

LOUIS MARCORRELLES

(Lire la suite page 10.)



Roman, 65 F.

Flammarion

CEPRES
CFPA

En vente en librairie. Ed. ASTRID
47, rue de Cléry - 75002 PARIS

étranger

Le Monde

ASIE

Les dirigeants de Hanoï ont répété au ministre australien des affaires étrangères leur refus de tout compromis sur le Cambodge

De notre correspondant

Bangkok. — M. Bill Hayden, ministre australien des affaires étrangères, qui vient de se rendre en mission de paix à Hanoï et à Phnom Penh, a été reçu avec les honneurs dus au représentant d'un pays qui, selon M. Nguyen Co Thach, son homologue vietnamien, est « le seul à pouvoir jouer un rôle très important dans le règlement des différends régionaux ». En l'absence d'« indications encourageantes », les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) avaient cependant jugé inutile de confier quelque message que ce soit à cet émissaire, qui avait d'ailleurs évité lui-même de se poser en médiateur dans le conflit cambodgien. Les dirigeants vietnamiens ont, semble-t-il, ouvert devant leur hôte aucune perspective que puisse exploiter pour des raisons de politique intérieure le jeune gouvernement travailliste australien.

M. Hayden a cependant indiqué que, pour assurer le succès de « nouvelles approches », dans le conflit cambodgien, il ne fallait pas y associer en tant que tel le gouvernement de coalition présidé par le prince Sihanouk, en raison de la participation des Khmers rouges à ce dernier. Il a, d'autre part, repris à son compte l'idée qu'il n'était pas nécessaire de placer l'éventuelle réunion d'une conférence internationale sur le sujet sous les auspices des Nations unies, dont le Vietnam rejette l'arbitrage.

Les responsables de Hanoï ont rappelé au ministre australien leur souci d'engager une négociation globale sur la création d'une zone de paix en Asie du Sud-Est, au lieu de réduire la portée des discussions au seul règlement de la question cambodgienne. Ils ont souligné, à cet égard, le « rôle-clé » de Pékin qui, selon M. Hayden, « n'a, en aucune manière, modifié son attitude rigide ». M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, l'a indirectement confirmé dans un en-

tre-tien accordé au journal thaïlandais, *The Bangkok Post* : « La Chine ne cherche pas simplement à obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa ; elle veut un changement de régime à Hanoï, peut-être pas un gouvernement amical de son endroit, mais au moins une nouvelle équipe de dirigeants qui ne seraient pas totalement alignés sur Moscou », estime le ministre malaisien.

Le *Nhan Dan*, le quotidien du parti communiste vietnamien, reproche aux ministres des affaires étrangères de l'ASEAN qui se sont récemment réunis à Bangkok de « ne pas avoir soulevé mot de la menace chinoise contre les pays d'Indochine » dans leur communiqué conjoint, dont « les propos négatifs ne servent que les intérêts des milieux dirigeants de Pékin et de Washington ». Au moment où certains nourrissent le timide espoir que la délégitimation de la situation au Cambodge même poussera au compromis les autorités de Hanoï, celles-ci ont répété à M. Hayden leur détermination de ne céder devant aucune pression militaire. « S'il le faut, a insisté M. Thach, nos troupes resteront au Kampuchéa jusqu'à ce qu'il y ait eu en enfer... »

Jacques de Barrin.

M. George Shultz a achevé, ce lundi 4 juillet, une visite de trois jours au Pakistan, la première d'un secrétaire d'Etat américain dans ce pays depuis celle de M. Kissinger, en 1976. Après avoir réaffirmé devant des Afghans réfugiés au Pakistan le soutien des Etats-Unis « à leur juste combat » contre l'« envahisseur soviétique ». Les positions des Etats-Unis et du Pakistan à l'égard du problème afghan et de ses perspectives de règlement « ne représentent pas de différences », estimait-on dans la délégation américaine à l'issue de la visite.

AFRIQUE

Mauritanie

Le colonel Kadhafi s'annonce... puis se décommande

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — En visite au Maroc, le colonel Kadhafi avait annoncé, samedi 2 juillet, les autorités mauritanienne qu'il se rendrait à Nouakchott le lendemain, sans autre précision. Le dispositif d'accueil avait été mis en place la nuit du 3 au 4 juillet et le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Khouna Ould Haidalla, accompagné des membres du gouvernement, s'apprêtait à aller le recevoir quand l'imprévisible s'est produit : le colonel Kadhafi s'est décommandé par l'intermédiaire du bureau populaire libyen (ambassade) en Mauritanie.

Remeniement ministériel

Les dirigeants mauritaniens n'ont guère apprécié, même s'ils s'efforcent de faire bonne figure. Le président Ould Haidalla, qui a joué un rôle majeur avec ses collègues algériens et égyptiens dans la rédaction de la résolution adoptée par la session de l'O.A.U. à Addis-Abeba pour mettre un terme au conflit saharien, aurait manifestement été intéressé de connaître la position du « guide de la révolution » libyenne à ce sujet, après ses entretiens avec le roi Hassan II. Tripoli est, en effet, le principal fournisseur d'armes du Front Polisario. On estime à Nouakchott que le colonel Kadhafi a accédé à son retour à Tripoli à la suite de l'accord conclu entre le Tchad et la Libye sur la réouverture de la frontière et de l'évolution de la situation au Tchad.

Alors que Nouakchott s'apprête à célébrer avec ferveur le cinquième anniversaire de l'accession au pouvoir du nouveau régime, le 10 juillet 1978, le chef de l'Etat a procédé samedi, sur proposition du premier ministre, à un remaniement ministériel. M. Ahmed Ould Zein, gouverneur de la Banque centrale, devient ministre du plan et de l'aménagement du territoire en remplacement du lieutenant-colonel Anne Amadou Babahy, qui est nommé ministre de l'industrie et du commerce. Ce portefeuille était dévolu par le lieutenant de vaisseau Diop, qui retrouve une fonction dans l'armée. Enfin, le commandant Adhi Hamah est nommé ministre des mines et de l'énergie en remplacement de M. Diang Boubou Farba, qui retrouve les fonctions de gouverneur de la Banque centrale qu'il avait regagnées précédemment.

PAUL BALTA.

Maroc

Le dirigeant libyen estime que l'organisation d'un référendum sur l'avenir du Sahara « n'a pas de sens »

Le colonel Kadhafi a quitté, dimanche 3 juillet, Rabat à l'issue d'une visite d'amitié et de travail de quatre jours au Maroc (*Le Monde* du 1^{er} juillet). Le chef de l'Etat libyen a été salué à son départ par le roi Hassan II avec lequel il avait eu trois entretiens. Dans un message adressé au souverain égyptien au moment où il quittait le Maroc pour regagner la Libye, le colonel Kadhafi a exprimé sa volonté d'ouvrir en faveur d'un « développement sans limite » de la coopération entre les deux pays, en vue de « réaliser l'unité à laquelle les deux peuples aspirent ».

Le colonel Kadhafi estime, selon des membres de son entourage, qu'il faudrait trouver une « solution de compromis » pour résoudre la question du Sahara occidental, qui a occupé la majeure partie des conversations du « guide » de la révolution libyenne pendant son séjour au Maroc. En effet, pour le dirigeant libyen, l'organisation du référendum préconisé par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et accepté par Rabat « n'a pas de sens », car, a-t-il affirmé aux dirigeants des

six grandes formations politiques marocaines qu'il a rencontrées vendredi 1^{er} juillet, « le Polisario continuera à lutter jusqu'à l'indépendance ».

L'une des surprises du voyage du colonel a été l'accueil attendu qu'il a réservé, samedi 2 juillet, à Rabat, à une délégation de citoyens marocains originaires du Sahara occidental et ayant des liens de parenté avec des membres du Polisario. Cette délégation comprenait M. Reguibti Khalil, père de M. Mohamed Abdelaziz (« président de la République sahraoui »), M. Homad Douhli, père de M. Ali Belba (« premier ministre sahraoui »), M. El-Batal Belal, père d'Ahmed El-Batal (un responsable du Polisario) et M. Mohamed Salem Elileili, oncle de M. Ahmed Mohamed, dit Mohamed Lamine (ancien « premier ministre sahraoui »). La délégation, qui considère les membres du Polisario comme des « égarés », a prié le colonel Kadhafi de « cesser toute aide et tout soutien à ceux-ci, dont elle désapprouve les menées subversives et séparatistes ». — (A.F.P., A.P.)

LA SITUATION AU TCHAD

Un contingent de 250 parachutistes zairois est arrivé à N'Djamena

Le gouvernement du président Hissène Habré a reçu, dimanche 3 juillet, un contingent de la part du Zaïre, qui a envoyé à N'Djamena un contingent de deux cent cinquante parachutistes, ainsi que trois avions d'appui tactique et deux gros transporteurs aériens pour la logistique.

Les troupes zairoises font partie du 31^e bataillon de la 31^e brigade de parachutistes, régiment d'élite formé par les Français. Ces troupes, équipées de fusils M-16 et de lance-roquettes antichars, sont commandées par le colonel Amela Lokima, qui dirigeait déjà, en novembre 1981, le contingent zairois de la force interafricaine de paix mise en place à N'Djamena sous le gouvernement d'union nationale tchadien (GUNT).

dans la palmeraie du Nord, où la vie reprend peu à peu. Le journaliste Bernard Loh signale toutefois l'omniprésence de la Libye tout au long de son voyage et de son séjour à Faya-Largean.

Sur le plan diplomatique, de retour dimanche 3 juillet à N'Djamena, en provenance d'Abuja, au Nigeria, où il a signé avec le président Sheho Shagari l'accord mettant fin à la crise entre les deux pays, le président Hissène Habré a confirmé l'ouverture de la frontière pour le 11 juillet prochain.

Le chef d'Etat tchadien a déclaré que « le Nigeria est aux côtés du Tchad dans l'épreuve qu'il traverse en ce moment ».

Le président Hissène Habré a indiqué que les deux parties ont prouvé la volonté et le souci de mettre fin aux incidents frontaliers qu'elles considéraient comme regrettables et malencontreux.

En outre, alors que le ministre camerounais des affaires étrangères est arrivé dimanche à N'Djamena pour un message du président Biya à M. Habré, la Guinée a demandé la « tenue rapide » d'un réunion du bureau de l'O.U.A. sur le Tchad. Le président Menguisa, président ex officio de l'O.U.A., a pour sa part, indiqué qu'il attendait le feu vert du président tchadien pour envoyer une commission d'enquête au Tchad. L'Egypte a annoncé qu'elle allait accréditer son aide militaire au gouvernement de M. Hissène Habré, tout en excluant l'envoi de troupes. — (A.F.P., Reuters.)

L'appui aérien zairois sera fourni par trois Aermacchi (avions d'observation et d'attaque au sol) et deux gros transporteurs Hercules, destinés au soutien logistique.

Selon l'ambassadeur du Zaïre à N'Djamena, le colonel Leogha Leogha, ex colonel congolais, qui est « opérationnel tout de suite », est mis à la disposition du haut commandement tchadien. L'ambassadeur a précisé qu'il s'agissait là d'une « contribution purement zairoise », et que ces premiers éléments « pourraient être suivis d'autres, s'il le fallait ».

Selon l'envoyé spécial de l'A.F.P. à Faya-Largean, une dizaine de conseillers libyens assisteraient les troupes de l'ex-président tchadien

En fait, à la lecture du document, et à la relecture du débat télévisé, on arrive à toutes les conclusions que l'on veut. M. Reagan a fait d'ignorer les fiches préparées par ses collaborateurs. Ceux-ci lui avaient d'ailleurs donné des conseils n'ayant rien à voir avec le document provenant du camp Carter — conseils qu'il ne retrouve dans le document de préparation de l'équipe républicaine (publié lui aussi) : « Notre avantage tient au fait que nous étions le meilleur candidat de l'histoire des médias électroniques... utilisez plus fréquemment M. Carter que président Carter... Le regard en face dans ces cas-là peut être très efficace... »

Etats-Unis

M. Reagan retrouve sa popularité

(Suite de la première page.)

Le document démocrate ? « *Aucun souvenir* », s'est contenté de dire M. William Casey, directeur de la C.I.A., qui dirigeait à l'époque la campagne républicaine. Or M. James Baker, chef de l'état-major de la Maison Blanche, affirme qu'il lui en a remis un exemplaire. Et l'actuel directeur du budget, M. David Stockman, a reconnu avoir utilisé un document « chapardé » pour préparer un débat « blanc » dans lequel il jouait, face à M. Reagan, le rôle du président Carter. Quant à M. David Gergen, responsable de la communication à la Maison Blanche, il a commencé par nier être en possession d'un tel texte. Puis il a retrouvé dans ses archives plusieurs centaines de pages, aussitôt publiées avec des excuses.

Devant les remous provoqués, l'administration Reagan a rectifié le tir. Elle ne se montre plus désinvolte, mais très préoccupée de faire toute la lumière sur cette affaire. Son enquête interne a cédé la place à une investigation en bonne et due forme du département de la justice avec l'aide du F.B.I. Toutes les personnes ayant participé à la campagne républicaine de 1980 ont été solennellement invitées à communiquer ce qu'elles savent aux autorités.

Il ne faudrait davantage pour satisfaire certains démocrates, qui ont lancé une enquête parallèle par le biais d'une sous-commission de la Chambre des représentants. Ils demandent la désignation d'un procureur spécial — c'est-à-dire indépendant du pouvoir — puisque l'attorney général (ministre de la justice), M. Smith, est un allié politique et un ami intime du président Reagan.

L'opposition démocrate pose des questions troublantes. S'agit-il d'une seule fuite, ou d'un véritable flux d'informations en provenance de la Maison Blanche ? Et étaient-elles limitées à la campagne électorale ? Selon certains, les documents rendus publics la semaine dernière provenaient de trois sources : la présidence, la vice-présidence et le Conseil national de sécurité. Un trait unique ne pouvait les avoir tous fournis à l'adversaire.

L'ensemble du « *Debategate* » n'est qu'une demi-surprise. Toutes les campagnes présidentielles américaines ont été marquées par une circulation plus ou moins licite d'informations. Washington est une ville où les secrets sont vite évanescents.

Battu de toute façon

Le débat du 28 octobre 1980 n'a pas « fait » l'élection du 4 novembre suivant, même s'il a certainement aidé M. Reagan à garder des électeurs sympathisants mais inquiets. Les dirigeants démocrates reconnaissent que le président sortant aurait été battu de toute façon.

« Document ou pas document, nous n'avons pas un candidat en mesure de vaincre », a affirmé le démocrate de la Chambre, qui ne porte pourtant pas M. Reagan dans son cœur.

Des responsables républicains regrettent que le président ait réagi si lentement et si mollement. Il devait, selon eux, se séparer au plus vite de certains de ses collaborateurs. Le Watergate, qui les obéissait, avait démontré qu'un épisode mineur en apparence peut dégénérer et que les atterrissements sont bien dangereux.

Comme il est plus réservé que le *Washington Post*, dans cette affaire : « *Cambriolage de troisième catégorie, le Watergate devient vite un iceberg de première catégorie. Le coup des papiers de Carter — pour lequel aucun crime fédéral n'a même été présumé — n'est probablement pas plus qu'un iceberg de troisième catégorie. Il est néanmoins devenu un iceberg et, comme tel, mérite une sérieuse attention.* »

Les collaborateurs de M. Reagan n'ont toujours pas expliqué comment ils s'étaient procuré le fameux document. L'affaire prendrait une autre dimension s'il apparaissait qu'un ou plusieurs fonctionnaires démocrates avaient été sollicités, voire rétribués, par l'équipe républicaine ou récompensés par la suite.

ROBERT SOLÉ.

AMÉRIQUES

RÉUNIE POUR LE BICENTENAIRE DE BOLIVAR

Une assemblée représentative de l'Amérique latine réclame un moratoire global de la dette extérieure

De notre envoyé spécial

Caracas. — Organisée par le Congrès vénézien à l'occasion du bicentenaire de la naissance du libérateur Simon Bolivar, la conférence sur la « pensée politique en Amérique latine » s'est terminée le 2 juillet par la publication d'une « déclaration de Caracas ». Ce document, qui s'inspire des grands principes « bolivariens » — unité, intégration, humanisme, — demande aux gouvernements de la région de favoriser la création d'une communauté latino-américaine de nations, visant à l'intégration. Il rejette « l'intervention étrangère dans les problèmes du continent » et affirme que « la situation critique en Amérique centrale doit être résolue par les peuples de cette région ».

quelque bord qu'ils se réclament, pour condamner l'« incompréhension » des nations industrialisées, et particulièrement les Etats-Unis. « Nous ne pouvons plus faire face aux obligations de nos dettes extérieures », cette mise en garde a été exprimée par tous les délégués tout au long de la semaine. Il est vrai que le montant global de la dette extérieure latino-américaine dépasse aujourd'hui les 300 milliards de dollars (avec trois pays en pointe : le Mexique, le Brésil et l'Argentine ; mais le Venezuela est plus très loin). La moitié environ de la valeur des exportations du sous-continent est consacrée au seul paiement des intérêts de cette dette.


Cette situation absurde et dangereuse a été dénoncée avec virulence, et une résolution spéciale a même été adoptée par la conférence de Caracas sur le problème de la dette. Elle affirme que les « conditions inégales des échanges ruinent nos pays et sont une cause importante de misère pour nos peuples ». « Les pressions pour un ajustement économique exigées par les banques internationales sont inacceptables et inapplicables », affirme ce texte, qui recommande une « action coordonnée de tous les pays latino-américains ». La résolution demande encore que la renégociation des dettes soit « globale » et que tous les paiements « soient différés ».

Plusieurs pays d'Amérique latine, et non des moindres, sont déjà dans une situation de « moratoire de fait ». Mais c'est la première fois qu'une assemblée latino-américaine aussi représentative exprime publiquement le vœu d'un moratoire global. Cette question, ajoutée à la rançon persistante suscitée par la guerre des Malouines et à la politique « dynamique » de l'administration Reagan en Amérique centrale, explique que le chœur des critiques anti-américaines se soit singulièrement renforcé et étendu à tous les courants politiques depuis un an en Amérique latine.

MARCEL NIEDERGANG.

Il y a eu consensus à Caracas entre tous les Latino-Américains, de

PRIX DU GRAND ROMAN D'ÉVASION ULYSSE 1983



C. HERMARY-VIEILLE

L'épiphanie des dieux

ROMAN

GALLIMARD

ROBERT SOLÉ.

EUROPE

R.F.A.

Le chancelier Kohl se rend à Moscou non en négociateur, mais en « modérateur »

De notre correspondant

Bonn. — Jusqu'à un dernier moment, l'incertitude aura plané sur le voyage que le chancelier Kohl entreprend ce lundi 4 juillet en U.R.S.S. Irail-il, d'après la presse allemande, qu'il se rendait à Moscou pour des raisons purement diplomatiques ? Finalement, la visite a été décommandée, les Soviétiques invoquant la difficulté qu'ils auraient à héberger sur place le chancelier et sa suite. Du coup, M. Kohl passera presque deux jours à Kiev. Mais on ne voit pas très bien ce qu'il va faire dans la capitale de l'Ukraine, sinon du tourisme politique.

C'est à Moscou qu'auront lieu les principaux entretiens. M. Kohl rencontrera trois fois M. Andropov, avec lequel il aura, mardi matin, une conversation en tête-à-tête. Ce lundi soir, il devra avoir un grand banquet à l'hôtel d'Etat. Mercredi matin, le chancelier Kohl donnera une conférence de presse au ministère des Affaires étrangères. Il est possible que, jeudi après-midi, le chancelier ne fasse que changer d' avion à Moscou, pour rentrer dans la soirée à Bonn, à moins qu'il ne s'en aille directement à Kiev.

Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'il n'y aura pas de communiqué commun à l'issue des entretiens. M. Kohl ne vient pas négocier et n'a pas pour but de signer une petite déclaration de principes. De même pour M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères, qui l'accompagne.

La question est de savoir si les dirigeants soviétiques se lanceront dans une nouvelle charge vaine contre le déploiement des fusées américaines en Allemagne, ou s'ils consentiront à y voir un obstacle temporaire sur la voie de bonnes relations germano-soviétiques. En tout cas, le chancelier Kohl a quitté Bonn décidé à se présenter non en

médiateur entre l'Ouest et l'Est, mais en modérateur de la course aux armements. Il cherchera à convaincre ses interlocuteurs du profond désir de paix qui habite le peuple allemand et de la volonté du gouvernement de Bonn de faire les premiers pas vers une détente possible. Ne vient-il pas de garantir un emprunt de 1 milliard de marks souscrit par la R.D.A. auprès d'un consortium de banques allemandes ? N'a-t-il pas plaidé, à Williamsburg, la cause du commerce Est-Ouest ?

La R.F.A. ne demande qu'à étendre et à approfondir ses rapports avec l'U.R.S.S., mais la double décision de l'O.T.A.N. ne saurait être mise en question par cette pétition de principe. Bonn entend respecter à la lettre ses engagements atlantiques, et, pour éviter d'avoir à approuver l'implantation des missiles américains, multiplie les arguments susceptibles d'inciter le Kremlin à conclure un compromis à Genève. On en est fort éloigné pour l'instant.

Avant son départ pour Moscou, le chancelier a reçu M. Nitze, chef de la délégation américaine aux pourparlers de Genève sur les armes nucléaires, qui s'est montré pessimiste. M. Andropov confirmera-t-il ce sombre pronostic ? Le chancelier Kohl n'en serait pas surpris, mais il ne désespère pas pour autant. Il pense que, même si le désaccord subsiste sur les fusées, il aura été important que M. Andropov sache désormais à quel point il a fait, pour le chancelier, les fusées américaines destinées à jamais servir — ne sont qu'une perpétuité. Il faut savoir regarder au-delà, embrasser le vaste champ ouvert à la coopération économique germano-soviétique, notamment par les perspectives de mise en valeur de la sidérurgie.

ALAIN CLÉMENT.

U.R.S.S.

Brouillards à Moscou

(Suite de la première page.)

Quant à la politique économique, M. Zagladine rappelle que l'objectif est effectivement de changer les méthodes de direction pour mieux lier l'usage des stimulants — matériels et moraux — à la recherche de l'efficacité et surtout de passer d'un mode de développement « quantitatif » à un mode « qualitatif ». Mais les difficultés dans ce domaine sont d'autant plus grandes que la situation, dit-il, varie d'un secteur à un autre de l'activité et qu'il convient donc d'agir — comme le suggère la structure même du discours de M. Andropov — « branche par branche ».

Comme il se doit, le représentant du comité central souligne l'unité d'inspiration des différentes interventions entendues au plénum, l'in d'y voir de quelque chose de contradictoire, il invite à en discerner le caractère complémentaire.

Certains divergences sont pourtant plus visibles dans la situation, dit-il, varie d'un secteur à un autre de l'activité et qu'il convient donc d'agir — comme le suggère la structure même du discours de M. Andropov — « branche par branche ».

Comme il se doit, le représentant du comité central souligne l'unité d'inspiration des différentes interventions entendues au plénum, l'in d'y voir de quelque chose de contradictoire, il invite à en discerner le caractère complémentaire.

Certains divergences sont pourtant plus visibles dans la situation, dit-il, varie d'un secteur à un autre de l'activité et qu'il convient donc d'agir — comme le suggère la structure même du discours de M. Andropov — « branche par branche ».

avec un certain succès pour intéresser le personnel à la marche de leurs unités de travail, limiter un gaspillage multiforme, donner un peu plus de dynamisme au système de production. Un article de la revue *Kommunist* paru en mai montrait bien toutes les ambitions de l'opération. Il demandait que les collectifs de travailleurs disposent d'un véritable pouvoir de décision et ne soient pas cantonnés dans un rôle de « conseillers ». A cette seule condition, expliquait le substantiel auteur de l'article, les objectifs définis pourraient être considérés et compris par le collectif « comme les siens ».

Desecouds d'un échelon. Si tout le monde est d'accord sur un renforcement de la discipline, sur l'encouragement à l'initiative et au sens des responsabilités, d'autres divergences sont sensibles sur les moyens d'atteindre ces objectifs. La manière dont a été présenté et discuté le projet de loi sur la participation des collectifs de travailleurs à la gestion des entreprises donne une indication assez fiable sur l'un des enjeux au moins de la controverse.

Il s'agit d'une affaire d'importance pour plusieurs raisons. D'abord parce que c'est la principale initiative législative, selon la seule, qui ait été lancée depuis l'arrivée au pouvoir de M. Andropov, suite parce que les collectifs de travailleurs ont été décrits par M. Aliev dans son rapport sur le projet de loi devant le Soviet suprême comme les « cellules de base » de la société soviétique, appelés à jouer un rôle déterminant dans le nécessaire changement des « relations de production », à contribuer de façon majeure à des tâches définies comme prioritaires : élévation de la productivité du travail, meilleure utilisation des ressources, accélération du progrès technique. Enfin, la loi donne, au moins formellement, des pouvoirs non négligeables aux collectifs, notamment en ce qui concerne l'utilisation des fonds de l'entreprise, la répartition des primes individuelles et avantages sociaux, les mouvements de cadres.

On peut se demander — y voit un développement d'expériences déjà tentées dans certaines régions, à Kaluga par exemple, avec un certain succès pour intéresser le personnel à la marche de leurs unités de travail, limiter un gaspillage multiforme, donner un peu plus de dynamisme au système de production. Un article de la revue *Kommunist* paru en mai montrait bien toutes les ambitions de l'opération. Il demandait que les collectifs de travailleurs disposent d'un véritable pouvoir de décision et ne soient pas cantonnés dans un rôle de « conseillers ». A cette seule condition, expliquait le substantiel auteur de l'article, les objectifs définis pourraient être considérés et compris par le collectif « comme les siens ».

La même formule ne s'en retrouve pas moins le 12 avril à l'article premier du projet de loi publié par la presse. M. Griche, membre du bureau politique et premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, révélera plus tard dans un article de la *Pravda* (le 9 juin) que les communistes de la capitale avaient été satisfaits de voir que la notion de « direction » des organisations de base du P.C. avait été ainsi clairement affirmée. On ne saurait mieux souligner que la question avait été prêtée à discussion.

Le débat n'est pas nouveau, mais il est fondamental : il consiste à savoir si une institution quelconque, à quelque niveau que ce soit, peut jouer dans l'exercice de ses pouvoirs d'un certain degré d'indépendance vis-à-vis du parti et de ses représentants au même niveau, à tout le moins si une distinction des fonctions peut être nettement opérée entre les uns et les autres. M. Andropov lui-même y a fait allusion dans son discours au comité central, tout en regrettant — vingt-cinq heures avant de cumuler la fonction de chef de l'Etat avec celle de secrétaire général du parti — que la « duplication » des organes « ne puisse toujours être évitée ».

Il y a là, vraisemblablement, l'une des lignes de crasse les plus profondes à l'heure actuelle au sein du système soviétique. Cela n'a rien à voir, faut-il le répéter, avec un quelconque courant de « libéralisme », dont il n'est pas question. Ce qui est en cause, c'est à quel prix une meilleure efficacité de système, tant sur le plan des performances économiques que de la cohésion sociale, peut être obtenue. Depuis des décennies — et les dix-huit années de brejnevisme ont fortement contribué à rendre rigides ces structures, l'appareil omnipotent du parti exerce pratiquement la seule réalité du pouvoir. Ce n'est pas un succès. Pourrait-on y changer quelque chose ?

Des méthodes anciennes

M. Zagladine, interrogé sur ce point, ne nie pas que le problème de la répartition des tâches soit posé de longue date mais veut souligner que la notion de « direction » n'implique pas de la part des représentants du parti qu'ils empiètent sur les responsabilités d'autres organismes. Dans la perspective actuelle, il juge que c'est « d'abord aux communistes » qu'il revient d'agir pour créer et entretenir dans les unités de travail le « micro-climat » propice à une meilleure discipline et à plus d'initiative. Ce n'est pas toujours le cas, car tous les membres du P.C. soviétique ne se valent pas. Mais on sera désormais, paraît-il, « plus exigeant ».

Dont acte. Tout cela, joint à l'extrême modestie des changements de personnes dans la direction du parti — donc dans le gouvernement — où une douzaine de ministères ont changé de titulaires depuis six mois — n'en donne pas moins l'impression que cette « restructuration » souhaitée par M. Andropov ne va s'opérer que lentement et surtout par des méthodes plus ou moins anciennes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont pas fait leurs preuves et dont on espère seulement qu'elles seront appliquées avec plus de rigueur que dans le passé.

Personne ne s'aventure à Moscou à expliquer les événements qui ont pu être à l'origine de ce coup de frein. Les observateurs les plus attentifs notent seulement que M. Andropov paraît avoir joué d'une relative liberté d'action quelques semaines encore avant la session plénière du comité central. Ils citent en exemple le rappel de Brejnev — connu à la mi-mai — de M. Abrassimov, personnage de premier plan non seulement de la diplomatie mais aussi du P.C. soviétique. L'hypothèse la plus couramment retenue, qui n'en exclut pas d'autres, est que l'appareil du parti s'est senti menacé trop directement par un vent de changement qui commençait à se lever et qu'il a trouvé au sommet des alliés nécessaires pour faire front.

Il reste que le cap paraît à beaucoup moins clairement défini qu'en printemps et que la volonté de continuité affirmée après des années d'immobilité est plutôt génératrice d'incertitude pour l'avenir que de confiance. Ce n'est pas, de loin, le climat intérieur le plus favorable à de quelconques avancées ou innovations à l'extérieur.

ALAIN JACOB.

Prochain article :

LE RETOUR A L'ESPRIT DE FORTERESSE

DIPLOMATIE

La deuxième réunion interministérielle franco-espagnole a « permis de dissiper certains fantasmes »

Ségovie. — Il y a eu une longue période de méfiance et de silence entre nous, mais elle représente peu face à tout ce qui nous a opposés à l'Allemagne fédérale durant un siècle. Et c'est pourtant avec ces deux voisins que nous avons pu aujourd'hui établir les meilleures relations d'intimité. Le ministre français des relations extérieures, M. Cheysson, n'a pas reculé devant une certaine emphase pour décrire le climat de la rencontre interministérielle qui a réuni le samedi 2 et le dimanche 3 juillet, au palais de la Granja, près de Ségovie, six ministres français (dont M. Cheysson, M. Cresson, commerce extérieur ; MM. Delors, économie ; Rocard, agriculture ; et Chanderogor, affaires européennes, et Laug, culture) et leurs collègues espagnols. Cette réunion, la deuxième du genre (la première avait eu lieu à La Celle-Saint-Cloud en janvier), a permis aux deux délégations d'analyser en profondeur les thèmes économiques bilatéraux et la problématique liée à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne.

Le paradoxe des relations franco-espagnoles persiste : autant les rapports bilatéraux sont difficiles, autant la vision des problèmes internationaux est convergente. Les ministères des affaires étrangères l'ont une fois encore constaté. Ils ont consacré une large part de leurs entretiens au Proche-Orient, à l'Afrique et aux relations Nord-Sud dans le cadre de la conférence de Belgrade. « Nous avons souligné la nécessité de maintenir des relations positives avec le Sud, une notion sur laquelle nous sommes d'accord, mais qui nous sépare de certains de

De notre envoyé spécial

nos alliés comme les Etats-Unis », a affirmé M. Cheysson. La France et l'Espagne ont par ailleurs exprimé leur optimisme quant à une fin rapide de la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui permettra la convocation d'une conférence sur le désarmement vivement souhaitée par les deux pays.

Les ministres de l'économie, MM. Delors et Boyer, ont analysé en termes assez proches l'évolution de la conjoncture internationale. Ils ont exprimé leurs craintes que la relance économique qui s'ébauche dans certains pays ne soit éphémère et surtout que la politique des taux d'intérêt élevés pratiquée par les Etats-Unis ou que la persistance de pratiques commerciales restrictives n'empêchent d'autres pays d'en profiter.

Une liste de projets de coopération industrielle a été élaborée en prévision de la visite que M. Fontas, ministre de l'Industrie et de la recherche, fera à Madrid en septembre. Elle concerne notamment l'automobile, l'électronique et les télécommunications. Des idées convergentes ont également été échangées par les deux ministres de la culture : une conférence européenne consacrée au cinéma aura lieu à l'automne 1983 à Madrid et abordera notamment les problèmes de coproduction et de diffusion, afin de créer « un espace audiovisuel européen ». D'autre part, « une université méditerranéenne d'été » innovera et consacrée à la création artistique dans cette région pourra voir le jour en 1984.

Un univers de peur

La rencontre, pour la première fois depuis des années, entre les ministres de l'agriculture des deux pays a permis de « dissiper certains fantasmes », suivant les termes de l'un d'eux. Le déséquilibre des échanges agricoles franco-espagnols devient inquiétant, on fait valoir M. Rocard : en dix ans, le taux de couverture pour ce secteur est passé, du côté français, de 53 % à 27 % à

peine. Une telle dégradation ne peut s'expliquer uniquement par une différence de compétitivité, a précisé le ministre français de l'Agriculture à son collègue espagnol, M. Romero. Elle est due également à certaines pratiques protectionnistes déguisées par le système actuel de licences ou sous couvert de contrôles sanitaires et de qualité traditionnels. Toutes les organisations agricoles françaises sont aujourd'hui opposées à l'adhésion espagnole, même celles qui pourraient en tirer profit, a ajouté M. Rocard en affirmant : « Nous sommes à cet égard dans un univers de peur, et la peur est mauvaise conseillère ».

Après avoir rappelé que les pratiques protectionnistes n'étaient pas unilatérales, M. Romero a expliqué à M. Rocard que l'adhésion espagnole à la Communauté se traduirait à la fois par des bénéfices et des sacrifices pour les agriculteurs des deux pays. Si les vitiiculteurs ou les producteurs de fruits et légumes peuvent se sentir inquiétés du côté français, ce sont, au-delà des Pyrénées, les producteurs de céréales, de lait et de viande qui risquent d'être en difficulté. Si la Communauté n'avait pas tant tardé à affronter certains de ces problèmes récurrents, comme les accidents agricoles ou les différences de prix, l'adhésion espagnole serait aujourd'hui moins difficile, a ajouté M. Romero.

Le thème européen a d'ailleurs dominé la réunion de la Granja, d'autant que des dissensions étaient apparues entre l'Espagne et la France à propos du dernier conseil européen de Stuttgart, la première reprochant à la seconde son refus de fixer une date pour l'adhésion espagnole. La date ne pose pas un problème fondamental, a fait valoir le ministre français chargé des affaires européennes, M. Chanderogor : si la Communauté résout ses difficultés budgétaires avant le prochain conseil européen à Athènes, en décembre, l'intégration de l'Espagne sera assurée avec ou sans date fixe ; si elle échoue dans sa tentative, le problème espagnol deviendra sans objet, car la Communauté risquera alors tout simplement de cesser d'exister.

THERRY MALINAK.

SCIENCE-PO
préparation d'état ou sur mesure sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e années - 2 centres : Quimper (en du Nautil)
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 72234.94/745.32.10
enseignement supérieur privé

Quatre académiciens mettent en cause l'« indulgence » du gouvernement envers M. Sakharov

Moscou (A.F.P., Tass). — Quatre académiciens soviétiques, dont M. Alexandre Prokhorov, prix Nobel de physique (1964), se sont réunis, samedi 2 juillet, dans les *Izvestia*, à une très violente attaque contre M. André Sakharov, leur collègue de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., actuellement exilé à Gorki, à l'est de Moscou. Ils s'en prennent notamment à un article écrit par M. Sakharov dans le dernier numéro de *Foreign Affairs* (été 1983) et dans lequel l'auteur, selon des sources proches de l'Académie, « conclure la dégradation de Washington de pouvoir leur politique militaire de confrontation avec l'Union soviétique » et « approuver ouvertement, sans se gêner, les projets des Etats-Unis et de l'O.T.A.N. de déploiement en Europe occidentale de Pershing-2 et de missiles de croisière, armes de première frappe qu'on veut pointer sur notre pays et les autres pays socialistes ».

Les auteurs ajoutent qu'ils ne peuvent plus considérer comme un avant un homme qui « est subordonné à un tel point de dégradation morale, de haine envers son propre pays et son peuple ». « Notre Etat, notre peuple sont plus qu'indignes de cet homme qui vit tranquillement à Gorki, d'où il diffuse ses écrits misanthropiques », concluent-ils, avant d'évoquer le sort des « savants Eichel et Julius Rosenberg, exécutés il y a tout juste trente ans par les autorités d'Amérique » (1).

Ces menaces sont interprétées de deux manières différentes. Par les observateurs à Moscou, elles pourraient soit annoncer de nouvelles sanctions contre Sakharov, allant de la déchéance de sa qualité d'académicien à un éventuel procès, soit préparer le terrain à une éventuelle expulsion vers l'Ouest du « coupable ». En mai dernier, l'agence Tass avait rejeté catégoriquement cette dernière hypothèse, arguant que Sakharov détiendrait « des secrets politiques et militaires ». Mais le ministre soviétique de la justice, M. Tcherbilov, avait laissé entendre un mois plus tôt à Stockholm que l'académicien obtiendrait un visa de sortie s'il en faisait la demande. Or M. Sakharov s'est rendu en Autriche à l'invitation de l'université de Vienne. Il souffre par ailleurs de troubles chroniques d'origine cardiaque et rénales et refuse de se faire soigner à Gorki, où les médecins sont, selon lui, « sous les ordres d'autorités extramédicales ».

(1) Malgré une intense campagne d'opinion en leur faveur, les époux Rosenberg ont été exécutés en 1953 sous l'accusation d'avoir livré à l'U.R.S.S. les secrets de la bombe atomique, à laquelle travaillaient alors M. Sakharov.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine Etats-Unis

UN DESSINATEUR DE RENOM, disparu depuis son enlèvement à Buenos-Aires, en 1977, Hector German Osterheld, vient d'être fait officier des arts et lettres par le ministre de la culture français, M. Jack Lang. Cette mesure vise, en particulier, à attirer l'attention sur le sort d'une personnalité persécutée par le régime militaire (ses quatre filles ont été assassinées ou enlevées) et dont certains indices permettent de croire qu'il est encore en vie.

PLUS DE SEPT MILLE PERSONNES ont manifesté, samedi 2 juillet, dans les rues de Washington pour protester contre ce qu'elles appellent « la guerre américaine en Amérique centrale et dans les Caraïbes ». Les drapeaux français, M. Jack Lang, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à la guerre et à la présence de conseillers militaires au Salvador, et se sont rendus en cortège du monument érigé à la mémoire des soldats tombés au Vietnam jusqu'à la Maison Blanche. — (A.F.P.)

Le Monde

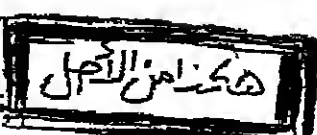
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
C.F.P.A.
Centre de Formation Professionnelle d'Adultes
■ Préparation complète Septembre
■ Places limitées
Centre AUTEUIL E. Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tel. : 224.10.72
Centre TOULBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. : 555.59.35



Le Monde

politique

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE AU « GRAND JURY R.T.L.- LE MONDE »

« A une période de rigueur doit nécessairement correspondre une période d'une certaine fermeté »
souligne M. Pierre Mauroy

Radicalisation préventive

Radicalisation ? Oui ! M. Pierre Mauroy ne récusait pas le mot, bien que l'idée ne soit pas de nature à décourager le débat politique.

Comme le président de la République l'avait fait cinq jours auparavant, le premier ministre a d'ailleurs choisi un registre presque exclusivement politique, dimanche soir, devant le « Grand Jury R.T.L.-Le Monde ». Pas seulement parce qu'il est personnellement plus à l'aise sur ce terrain que dans le domaine économique. Il l'a fait surtout parce que, à ses yeux, les considérations de pure politique sont redevenues prioritaires et qu'elles dominent le débat.

Quand on lui parla des difficultés économiques, M. Mauroy affiche une sérénité plus grande que l'an dernier, au risque de paraître à nouveau excessivement optimiste. Pour le chef du gouvernement, l'essentiel est aujourd'hui, en attendant que le « choc d'assainissement » produise ses effets - au moment de la « moisson des réformes » en 1985 - d'enrayer, si possible, la désaffection de l'électorat de gauche, en réduisant l'affrontement entre la majorité et l'opposition à un combat entre les forces de progrès et la courante « bonapartiste », voire « orléaniste », bref réactionnaire. La chef de l'État, descendu dans le milieu mais se livrant avec la retenue imposée par sa fonction, avait donné raison à son premier ministre d'avoir dénoncé la montée des intolérances.

Fort de ce soutien, M. Mauroy revient à la charge contre les outrances verbales de l'opposition, la jour même où M. Michel Poniatowski lui fournit de nouveaux arguments. Son avertissement est clair : ceux des opposants « qui ne respectent pas la règle de la démocratie » et se situent donc « hors jeu » subissent une riposte d'autant plus ferme que la confrontation prend, selon le premier ministre, un caractère idéologique de plus en plus accentué.

La nécessité de cette radicalisation - défensive selon le premier ministre, totalitaire selon les plus fervents détracteurs de l'opposition - oblige donc M. Mauroy à ménager le parti communiste. Ainsi se refuse-t-il à tout ce qui pourrait apparaître comme un désavantage de MM. Charles Fiterman et Jack Ralite, mis en cause par l'opposition et par la juridiction administrative à propos du contentieux électoral après les municipales. Selon M. Mauroy, l'attitude du ministre des transports et du ministre chargé de l'emploi ne pouvait être interprétée comme une « manifestation contre les juges administratifs ». Force est de souligner que ces juges l'ont interprétée de façon exactement inverse, les deux membres du gouvernement ayant pris à leur aise avec le principe de la séparation des pouvoirs.

C'est aussi, notamment, à l'intention des communistes - lesquels continuent de contester certaines des orientations gouvernementales, M. Marchais l'a encore fait dimanche dans la Gard - que le premier ministre souligne fortement que le rigueur demeure compatible avec la justice sociale.

Ce besoin de radicaliser sa riposte pour tenter de mieux mobiliser un électorat de gauche dont le mécontentement ne lui paraît pas aussi profond que le disent les sondages conduit aussi M. Mauroy à présenter comme périphériques et « ragrattables », certes, mais banales, les divergences internes à la majorité. Là encore, l'interprétation du premier ministre paraît singulièrement en retrait par rapport au sentiment généralement répandu.

M. Mauroy ne semble d'ailleurs pas complètement convaincu lui-même par ce qu'il affirme à ce sujet. Il espère que les socialistes se prononceront sur une matinée unique, au congrès de Bourg-en-Bresse, mais, par précaution, il se propose d'exhorter à nouveau les vertus du rassemblement à la rentrée, sans doute dans un nouvel article. A destination de la majorité, cette opération « radicalisation » traduit ainsi un souci préventif.

Reste à savoir si, au niveau national, une telle stratégie ne comporte pas autant, sinon plus, d'inconvénients que d'avantages.

ALAIN ROLLAT.

Invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », dimanche 3 juillet, M. Pierre Mauroy se déclare d'abord « beaucoup plus serein et beaucoup plus tranquille que l'an dernier ». Il s'en explique : « L'an dernier, c'était le passage de l'état de grâce à l'état de rigueur, la nécessité pour la gauche de faire le choix de la rigueur, qui n'était prévue dans aucun de ses programmes, qui était par conséquent une politique qui n'était pas annoncée, qui était commandée par l'environnement. Les interrogations étaient alors nombreuses et le choix d'une politique ne pouvait se faire qu'au milieu des interrogations. Tandis qu'aujourd'hui, après deux ans, au moment où les Français vont partir en vacances et vont se retrouver en octobre, la stratégie du gouvernement est tout à fait claire ».

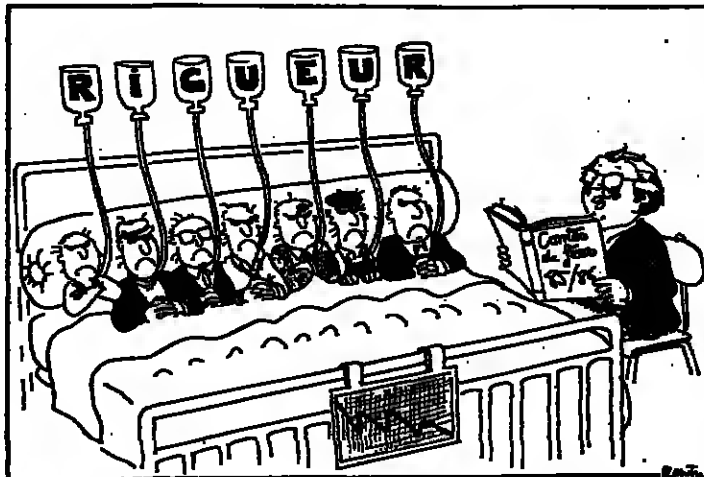
Le premier ministre estime que le septennat de M. François Mitterrand « se partagera en trois périodes ». Il y a eu « l'état de grâce », il y a maintenant - en 1983 et 1984 - la « période de rigueur ». Après la « cure d'assainissement », M. Mauroy estime que « en 1985, ayant assaini l'économie, et la reprise aidant (...) nous connaissons une période caractérisée par la croissance et la moisson des réformes (...) ». « Cette troisième période, dit-il, sera caractérisée par la justice sociale. Quelle que soit la période, la justice sociale reste toujours au centre de nos préoccupations, conformément au souhait du président de la République. La justice sociale quand c'est facile, la justice sociale quand c'est difficile, toujours la justice sociale ! »

Le chef du gouvernement estime, au demeurant, que les sondages actuels « traduisent un mécontentement mais un mécontentement qui n'est pas en profondeur. (...) Les Français pensent que nous avons raison de mener cette politique de rigueur mais, naturellement, ils ne sont pas contents de cette politique », indique-t-il.

A propos de son article paru dans le Monde du 24 juin et de ses mises en garde adressées à l'opposition, M. Mauroy déclare notamment : « Pour moi, il ne s'agit pas de régenter les pouvoirs de l'opposition mais il s'agit de dire qu'il existe des hommes qui font de la politique tout en étant hors jeu. M. Poniatowski parle de « charlots » et de « super-charlots », d'un « gouvernement de tocards et de ringards », il ose dire que jamais, depuis le régime de Vichy, un gouvernement n'a porté atteinte aussi dangereusement aux libertés individuelles que le gouvernement de la gauche. Il a par ailleurs affirmé que si des élections législatives anticipées ne rendaient pas le pouvoir à la droite, nous entrions dans la nuit et le brouillard. Vous connaissez bien cette expression ! »

« Jamais de telles expressions n'ont été utilisées par les hommes ou les femmes de gauche ».

« Les propos auxquels je viens de me référer sont à rapprocher de ceux que j'ai tenus M. Jean-Marie Le Pen, qui a affirmé que le gouvernement préparait le fascisme en France. (...) M. Jacques Médecin a parlé, quant à lui, de « Tartarres irresponsables » et a comparé l'action du P.C.F. à celle de bandes nazies qui se sont emparées du pouvoir dans les années 30. M. Jean Fayer, en ce qui le concerne, a déclaré : « Lorsque l'opposition »



(Dessin de PLANTU.)

« reviendra aux affaires, il faudra nettoyer la chancellerie, c'est-à-dire enlever le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé ». Quant au Centre national des indépendants et paysans, qui vient de bénéficier de la double caution de MM. Barre et Chirac : « Une politique incohérente menée par des incapables faillit congénitaux. (...) J'en terminerai avec M. Peyrefitte qui a parlé de « dictature molle » et qui a déclaré, lors d'un meeting à Compiègne : « L'opposition doit respecter la légalité, mais si vous décidez, par exemple, de faire la grève de l'impôt, ce s'est pas moi qui vous le reprocherai. Il y a là une contradiction, car un ancien garde des sceaux encourage, en fait, une action illégale (...) ».

« Ce sont des illustrations. On demande des élections anticipées, on essaie de provoquer une situation de choc à partir d'une politique de rigueur (...) ».

« Je suis tout à fait conscient de ce qu'est la politique de rigueur et de ce qu'elle exige d'efforts. Dans ces conditions, j'ai le devoir de dénoncer ceux qui sont hors jeu, ceux qui ne respectent pas la règle de la démocratie, ceux qui ne respectent pas la règle du débat démocratique. Je n'en ai pas dit davantage. (...) J'ai bien souligné qu'à côté de ceux qui ne demandaient pas d'élections anticipées et qui demeurent donc dans le cadre démocratique, il y avait les autres ».

« Au fond, l'histoire de France n'a pas changé : c'est toujours ce courant bonapartiste, ce courant orléaniste qui marque l'histoire de notre pays et ce qui se passe aujourd'hui en est le prolongement (...) ». A une période de rigueur doit nécessairement correspondre une période d'une certaine fermeté (...) ».

« D'excellents ministres communistes »

Interrogé sur l'attitude du parti communiste, le premier ministre répond : « Il n'a jamais été écrit que dès lors qu'on est dans le camp du gouvernement on doit se taire. Le gouvernement n'en demande pas tant (...) ». Que les parlementaires ou que les responsables politiques « s'immergent », cela fait partie du jeu. Ce qui serait anormal, une fois cette politique mise en place, serait d'assister à une mise en cause permanente ; cela signifierait qu'il y aurait dans la majorité une opposition permanente. Nous n'en sommes pas là ».

sant au gouvernement. Je n'ai jamais interprété la démarche de M. Ralite et de M. Fiterman comme une manifestation contre les juges administratifs. S'il en avait été ainsi, j'aurais eu l'occasion de le dire (...) ».

M. Mauroy ajoute, d'autre part, que, à ses yeux, à terme, « il n'y a pas de fatalité de la rupture avec le parti communiste ».

Commentant la préparation du congrès du P.S., le chef du gouvernement indique : « Je pense qu'il y aura une seule motion. Les péripéties d'un parti amènent l'apparition de courants à l'occasion d'un congrès. Je suis persuadé que la majorité des militants des courants A et B ont la volonté de se rassembler pour former un seul courant. D'ailleurs, le rassemblement sera peut-être encore plus large ».

Les charges des entreprises : une « faute commise en 1974-1975 »

Après avoir déclaré, à propos des élections européennes de 1984, qu'il ne concevait pas son rôle de premier ministre « comme tête de liste mais comme participant au combat politique », et souligné, à propos du projet de budget pour 1984, que « il faudra certainement faire un effort supplémentaire en 1984, sur le plan fiscal, d'une manière au d'une autre, un effort raisonnable », M. Mauroy conclut en évoquant le déficit de l'UNEDIC et les charges patronales : « J'ai toujours dit au président du patronat que nous »

n'aggraverions pas les charges sociales des entreprises au cours de l'année 1983, sauf en ce qui concerne l'UNEDIC (...). Cela pose la question des charges des entreprises. Une polémique très vive, et quelquefois violente, a opposé sur ce sujet les représentants du gouvernement aux représentants du C.N.P.F. Il avait été décidé que des experts de l'administration et trois représentants du C.N.P.F. se réuniraient pour établir un rapport. Ce rapport va être diffusé lundi. Je ne veux pas en dévoiler le contenu, mais je peux tout de même dire trois choses.

« Premièrement, on avait parlé de 100 milliards supplémentaires. Les experts de l'administration sont arrivés à une estimation de 20 milliards et ceux du patronat à une estimation de 40 milliards.

« Deuxièmement, les charges des entreprises, qui avaient augmenté à partir de 1970, ont vu leur croissance se ralentir sensiblement en 1981-1982.

« J'ajoute que la situation difficile que connaissent les entreprises n'est que très marginalement imputable à la croissance des charges enregistrées depuis deux ans ; elle est le résultat d'une faute de politique économique commise en 1974-1975 et répétée en 1979-1980, qui a consisté à faire payer aux entreprises françaises les deux chocs pétroliers.

« Cela est lourd de conséquences (...). Autrement dit, ce qui a été fait à partir de 1981 n'a pas les conséquences que l'on veut bien souligner quelquefois. »

Une sérénité bien étrange

« Vous me voyez beaucoup plus serein à beaucoup plus tranquille que je ne l'étais l'an dernier », affirme M. Mauroy, voulant dire par là que le choix d'une politique de rigueur étant effectué, il n'est plus à faire, et qu'il suffit d'étendre les effets de cette politique.

A la place du premier ministre, on serait moins rassuré. Telles que se présentent les choses, on se déçoit d'être, la France risque de connaître sa première vraie récession depuis 1966-1967, avec une montée du chômage que tous les palliatifs actuels ne suffiront pas à enrayer.

Aux effets, à retardement, du plan de rigueur de juin 1982, s'ajoutent, maintenant, ceux du plan de mars dernier, avec un coup d'accélérateur et psychologique : beaucoup plus puissant qu'on ne l'avait imaginé en haut lieu.

Si la première indication sur la chute des achats dans les chaînes commerciales en juin et sur le mauvais remplissage des stations estivales se confirme, ce sera le signe que le coup de frein attendu pour l'automne aura été donné avec deux mois d'avance. Les indications en provenance des banques et de l'INSEE mon-

trant que les prévisions des chefs d'entreprise sont de plus en plus pessimistes, et, selon toute vraisemblance, la crise de l'économie française va se prolonger pendant toute l'année 1984, et peut-être au-delà, au lieu de prendre fin en 1983 : M. Mauroy l'a reconnu d'ailleurs.

Dans ces conditions, il est très probable que les problèmes économiques vont peser d'un poids de plus en plus lourd dans la vie politique française, contrairement à la conviction du premier ministre, selon lequel « on insiste trop sur ces problèmes ».

Certains avancent même que la gravité de la crise, dont les pouvoirs publics, et les Français, commencent seulement à mesurer l'ampleur, pourrait provoquer d'énormes tensions au sein du parti socialiste, où la tendance Chivànamant, celle d'une « autre politique », n'a pas désarmé et risque de recevoir l'appui grandissant du mécontentement de la base, touchée dans sa vie quotidienne. Dans un tel paysage, la « sérénité » et la « fermeté » affichées par M. Mauroy paraissent bien étranges, pour ne pas dire plus.

FRANÇOIS RENARD.

DÉFENSE

« Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, s'est rendu, lundi 4 juillet, au Danemark pour une visite de quarante-huit heures. Il doit rencontrer son homologue danois, M. Hans Engell, pour évoquer les perspectives de coopération des industries d'armement des deux pays. Un accord-cadre pourrait être signé à cet effet par les deux ministres.

« Le général de corps d'armée Georges Fricaud-Chagnaud a été élu, vendredi 1^{er} juillet, président de la Fondation pour les études de défense nationale. Depuis plusieurs années, le général Fricaud-Chagnaud, qui a été conseiller de M. Scagher et attaché militaire aux États-Unis, était chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef Centre-Europe (OTAN).

Le Monde
LES NOUVEAUX
DROITS DES
TRAVAILLEURS

SPÉCIAL JUIN 1983
10 PAGES 10 F

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA SAN FRANCISCO

Master of Business Administration*

spécialisé en Management International

en 14 mois à compter du

6 septembre 1983

Clôture des inscriptions le 10 juillet 1983

American Management Studies

Finance, Marketing, Information Systems, Economics, International Business,

Visites d'entreprises et de sites culturels

Niveau requis : 2^e cycle universitaire

programmes spécifiques de 8 semaines

pour l'obtention du

Diploma of Graduate Studies in Management

Sessions 1983

du 6 septembre au 28 octobre ou du 31 octobre au 23 décembre

clôture des inscriptions au 31 juillet 1983 ou sans préavis en fonction des places disponibles.

* En cours d'homologation

European University of America, 650 Pina St. San Francisco, CA. 94108 USA
Renseignements et Inscriptions : Centre d'Information Pour l'Europe
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

ABONNEMENTS VACANCES

France	15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
	3 semaines	99 F	2 mois	241 F
	1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour
du au Versement joint

كتاب النحل

IONDE »
certaine fermeté

Propos et débats

M. Mermaz: pas d'histoires

M. Louis Mermaz s'est félicité, dimanche 3 juillet, des propos tenus par M. Pierre Mauroy selon lesquels la politique de rigueur continuera tout au long de l'année 1984. « C'est le langage qu'il faut tenir », a-t-il dit au « Club de la presse d'Europe 1 ». Il faut dire la vérité aux Français. On les mobilisera d'autant mieux qu'on ne leur racontera pas d'histoires. M. Mermaz a également déclaré: « La gauche, dans son expression multiple, a presque toujours été au pouvoir depuis cent cinquante ans, hormis pendant la période de Vichy ou pendant ces vingt-trois dernières années (...). Nous faisons partie d'un ordre tout à fait normal. »

M. Poperen: bonnes manières

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré, dimanche 3 juillet, à Brive (Corrèze): « Est-ce que la liberté est en cause lorsqu'un gouvernement gouverne? Est-il normal que notre adversaire trépigne, qu'il essaie de changer de visage, qu'il s'insulte de bonnes manières et qu'il parle de référendum? Nous respectons, pour notre part, la règle du jeu. »

M. Marchais: union sans faille

M. Georges Marchais, qui participait, dimanche 3 juillet, à Nîmes, à la fête du quotidien *Le Marseillais*, a déclaré, à mots couverts, aux socialistes la responsabilité de la défaite de la gauche aux élections municipales de mars dernier dans cette ville. Le secrétaire général du P.C.F. a souligné qu'une union sans faille des partis de gauche (...) est indispensable pour atteindre les objectifs que les Français ont choisis par leur vote en 1981 et pour permettre à chacun de ces partis « de défendre ses positions et d'élargir son influence ».

M. Marchais a déclaré, ensuite, qu'une croissance zéro en 1983 et une croissance de 1 % en 1984 « ne pouvaient que compromettre l'œuvre d'assainissement de notre économie », et que cet assainissement « ne peut passer par la dégradation du pouvoir d'achat ».

M. Poniowski: garrot sur les libertés

M. Michel Poniowski, ancien ministre, a déclaré dimanche 3 juillet à l'émission « Sept sur sept » de TF 1, à propos de la justice, de l'enseignement, de l'audiovisuel et de la liberté de voyager: « C'est le système du garrot espagnol. On met le corde autour du cou et on serre progressivement, tout doucement. C'est le garrot sur les libertés. », M. Poniowski a également affirmé: « Comme M. Carlier, M. Mitterrand n'a pas de chance. Et même, de temps en temps, il nous apporte la poisse. »

M. Stasi: M. Barre ferait un bon président

M. Bernard Stasi (C.D.S.), député de la Meuse, a estimé, dimanche 3 juillet à Radio-Monte-Carlo: « M. Raymond Barre ferait un bon président de la République. » Selon lui, « les toris sont partagés » dans la dégradation du débat politique. Il regrette les manifestations de policiers « qui ont injurié le garde des sceaux » et considère qu'il « n'est pas sain de mettre en cause la légitimité du président de la République ».

M. Léotard: les grandes familles

M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, qui considère que les élections européennes de 1984 offrent l'occasion de rappeler que l'opposition comprend « deux grandes familles », a estimé, samedi 2 juillet, que cette consultation ne doit pas se résumer à « un référendum franco-français ». Il ne s'agit pas, a-t-il dit, de faire de ce débat « l'expression de l'exaspération des Français vis-à-vis de François Mitterrand ».

Une « armée de libération de la Corse » revendique ses premiers attentats

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — L'Armée de libération nationale de la Corse (A.L.N.C.) a revendiqué, samedi 2 juillet, les attentats commis l'île la semaine passée: les explosions de trois magasins appartenant à Porte-Vecchio (Corse-du-Sud), à des proches de Jean-Marie Leccia, que l'enquête sur l'affaire Orsini présente comme le commanditaire (en fuite) de l'enlèvement du militant nationaliste. Cette organisation revendique aussi les deux charges non amorcées retrouvées devant la villa du maire bonapartiste d'Ajaccio, M. Charles Orsini.

L'A.L.N.C. s'attribue surtout les attentats commis dans la nuit du 29 au 30 juin contre une vedette des affaires maritimes dans le vieux port de Bastia, contre une voiture de gendarmerie et le mitraillage de la gendarmerie d'Omessa.

Dans le sud de l'île, cette mystérieuse organisation aurait visé la sous-préfecture de Sartène, la gendarmerie d'Omessa, ainsi que des voitures, un tennis-club et des Méhari « destinées à la promenade des clients du Club Méditerranée ».

L'A.L.N.C., dans son premier communiqué, a promis de se présenter.

Selon des sources sérieuses, ce sigle abrévié tout au parti de l'A.L.N.C. et montrant qu'un sein de l'organisation séparatiste les éléments « les plus durs » — certains disent « droitistes » — auraient emporté, après des mois de rivalités, sur les « modérés », plus ouverts à une « solution politique du problème corse ».

Le mouvement nationaliste, sous la poussée de ses « ultras », semble en tout cas décidé à accélérer sa pression et privilégier déjà des cibles nettement plus marquées: les symboles de l'État dans l'île et les forces de l'ordre.

Ph. Bg.

Deux élections cantonales...

OISE: canton de Chaumont-en-Vexin (2^e tour).

Inscr., 9455; vot., 5555; suff. expr., 5321. M.M. Renaud, R.P.R., 3280; E.L.U.; Méric, P.C., 2041.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jacques Blondin, R.P.R., décédé.]

M. Renaud est élu conseiller général, avec 61,64 % des suffrages exprimés. Il était arrivé au tête du ballottage le 26 juin avec 2279 voix, contre 1660 à M. Méric. 891 à M. Coudé, U.D.F., maire de Chaumont-en-Vexin, 594 à M. Melchior, P.S., 315 à M. Hourdeau, extr. g., et 136 à M. Imbombo, div. d., pour 5275 suffrages exprimés et 5412 votants. Il y avait 9456 électeurs inscrits. Par rapport au second tour de scrutin de mars 1979, le R.P.R. gagne plus de sept points: Jacques Blondin avait été réélu avec 3289 voix (54,5 % des suffrages exprimés) contre 2748 à M. Méric (45,5 %).

SAONE-ET-LOIRE: canton de Montpont-en-Bresse (1^{er} tour).

Inscr., 2264; vot., 1857; suff. expr., 1818. M.M. Curau, div. d., 815; Paquetier, P.S., 575; Vivant, M.R.G., 351; Souteyrand, P.C., 77. Il y a ballottage.

[Cette élection partielle fait suite à l'annulation du scrutin de mars 1982, qui avait vu M. Paquetier, P.S., remporter au second tour avec 605 voix contre 530 à M. Jeannot, U.D.F.-P.R., pour 1895 suffrages exprimés et 1943 votants. Il y avait 2701 électeurs inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants: Inscr., 2701; vot., 1871; suff. expr., 1825. M.M. Jeannot, 662; Paquetier, 525; Vivant, M.R.G., 505; Souteyrand, P.C., 133.]

Par rapport au premier tour des élections de mars 1982, le candidat socialiste améliore son score de 2,65 points et celui de l'opposition de 6,55 points. Le candidat communiste, en revanche, perd 3,05 points à celui du Mouvement des radicaux de gauche (8,37 points).

... et deux municipales

LOT-ET-GARONNE: Villeneuve-sur-Lot (2^e tour).

Inscr., 16663; vot., 11522; suff. expr., 11049. Opp. (M. Lapeyronie, U.D.F.), 4781 (43,27 %), 25 sièges; un. g. (M. Descazac, P.S.), 3729 (33,75 %), 6 sièges; div. d. (M. Raphaël-Leygues, m.s.), 2539 (22,98 %), 4 sièges.

[Cette élection partielle avait été provoquée par la démission de vingt conseillers municipaux qui contestaient

l'élection du maire, M. Raphaël-Leygues, acquiesçant au lendemain du scrutin de mars dernier avec les voix des cinq conseillers socialistes. Le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants: Inscr., 16672; vot., 12277; suff. expr., 12386. Un. opp. (M. Lapeyronie, U.D.F., m.s.), 5971; un. g. (M. Descazac, P.S.), 3971; div. d. (M. Raphaël-Leygues, R.P.R.), 3150; mod. (M. Pasquet), 1405; P.S.U. (M. Lerich), 503. Les deux listes d'opposition avaient fusionné pour le second tour et l'accord conclu entre les deux listes de liste prévoyait que M. Lapeyronie serait réélu maire et que M. Raphaël-Leygues serait premier adjoint. Le 13 mars, la liste d'opposition conduite par M. Lapeyronie remportait 7462 voix et 28 sièges, celle de la majorité 5112 voix et 7 sièges pour 12574 suffrages exprimés et 13153 votants. Il y avait 16672 électeurs inscrits.

[L'élection triangulaire de dimanche a fait perdre un siège à la majorité.]

YVELINES: Trappes (1^{er} tour).

Inscr., 13149; vot., 7821; suff. expr., 7690. Un. opp. (M. CAYET, U.D.F.-P.R.), 3829 (49,79 %); un. g. (M. HUGO, P.C., m.s.), 3715 (48,30 %); cent. (M. STALIN, L.C.R.), 146 (1,89 %). Il y a ballottage.

[Cette élection partielle faisait suite à l'annulation du scrutin de mars dernier et à la suspension de tous les élus, prononcée par le tribunal administratif de Versailles, le 19 mai.]

Trois bureaux de vote étaient présidés par des membres de la délégation spéciale mise en place pour expédier les affaires courantes et huit par des personnes nommées par le tribunal de grande instance de Versailles. Le scrutin avait été déclaré nul le 19 mai.

Le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants: Inscr., 13598; vot., 4148; suff. expr., 7712. Un. g. (M. HUGO, P.C., m.s.), 3634 (47,12 %); un. opp. (M. CAYET, U.D.F.-P.R.), 3617 (46,36 %); cent. (M. STALIN, L.C.R.), 461 (5,97 %).

Par rapport à ce premier tour de scrutin, la liste de la majorité gagne 1,18 point et celle de l'opposition 2,80 points. La liste d'extrême gauche (liste ouvrière - Ligue communiste révolutionnaire), en revanche, en perd 4,08. M. Cayet, à qui il n'a manqué que seize voix pour être élu, arrive cette fois en tête, devançant M. Hugo de 114 voix. Le calcul arithmétique de ce scrutin de ballottage donne toutefois l'avantage au maire sortant puisque l'ensemble des voix de gauche représente 50,20 % des suffrages exprimés. La liste de la majorité avait recueilli le 13 mars 4447 voix (50,73 %) et 27 sièges, celle de l'opposition 4318 voix (49,26 %) et 8 sièges, sur 8745 suffrages exprimés et 9393 votants. Il y avait 13597 électeurs inscrits.]

Quarante-trois libraires groupés au sein de l'organisation **LES LIBRAIRES L** ont sélectionné **23 OUVRAGES** qu'ils proposent au public comme lecture de vacances: « LES SUCCÈS DE L'ÉTÉ »

Il appuie leur initiative par un important effort promotionnel et notamment par un concours littéraire, sans obligation d'achat, doté de nombreux prix, dont un voyage de huit jours à la Martinique.

Règlement du concours, qui sera clos le 12 août, et liste des libraires au siège des LIBRAIRES L, 13, rue Edmond-Vaillant, 93100 Montreuil-sous-Bois.

BAC-SCIENCES PO
Donnez-vous les meilleurs atouts!
de la seconde aux terminales
Institut Privé APOLLINAIRE
45, rue du Fbg Montmartre
75009 PARIS - Tél. 770 63 12

Lisez **LE MONDE** diplomatique

Pour les vacances ou pour la vie... Mais vite!

Apprendre l'anglais très vite en parlant à zéro ?
Se remettre dans le bain avant les vacances à Londres ou la prochaine réunion du staff à New York ?
C'est possible, c'est facile, c'est pratique avec **FAST ENGLISH**.
FAST ENGLISH est la nouvelle méthode progressive d'Adrienne, le célèbre auteur des « Gimnick ».

FAST ENGLISH by Adrienne 55 F.

J.C. LATES

Jean Hamburger.

Le Journal d'Harvey.

« Journal imaginaire du plus grand médecin anglais, certes, mais aussi miroir devant lequel l'auteur s'interroge... Quand l'art de l'écrivain se marie au talent du mémorialiste, cela donne une œuvre accomplie, un livre superbe. »

Associated Press

« Ce voyage dans l'Europe baroque, en compagnie d'un esprit aussi profond et attachant est un très beau moment de littérature. »

Laurent Théis, *Le Point*

« Un livre qui, je dois le dire, m'a subjugué. »

Henri-François Rey, *Manière Littéraire*

« Cela se lit passionnément. »

Enigma Jones

« Avoir mis dans moins de trois cents pages un homme, une découverte, un peuple, une culture, et non pas comme une floscule mais comme le battement même d'un cœur de vivant, voilà un prodigieuse réussite! »

Georges Vedel

« Insensiblement, on se substitue à l'auteur au point d'avoir l'illusion de vivre soi-même en plein XVII^e siècle... Ce qui éclat, c'est que Hamburger est un écrivain authentique. »

S.B. Simon, *Le Nouvel Observateur*

Flammarion

Pour 20 francs, faites-vous bronzer le cerveau!

LITTÉRAIRES
les nouvelles
numéro spécial

«l'été mode d'emploi»

Jour par jour, tous les rendez-vous de l'été. TV, cinéma, théâtre, spectacles à ne pas manquer dans toutes les villes de France pour bronzer intelligemment! En vente dans tous les kiosques, musique, danse, livres, variétés, sports, fêtes, 20 francs seulement.

Le Monde
LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS
1983-1984

OF AMERICA
CO

stration

onal

(M)

idre

Interpretation

Interpretation

Interpretation

Interpretation

Interpretation

Interpretation

Interpretation

Interpretation

Interpretation

UNE SEMAINE ORDINAIRE AUX MINGUETTES

« L'arme à l'œil »

Vénissieux. — Deux policiers en civil procèdent, dans cette soirée de juin aux Minguettes, à un contrôle de routine, après un cambriolage. Leur voiture est bousculée. Les ordres, après les récents incidents, sont formels : la présence policière sur la ZUP doit être discrète. L'un des deux hommes, pourtant, sera touché à la jambe par une balle de plomb. Huit jours d'arrêt de travail.

Plus tard, dans la soirée, la pharmacie et le bureau de tabac du quartier Démocratie sont dévalisés. Les deux commerçants sont Français, les seuls du quartier avec le boulanger, qui, lui, après quatre mois à main armée, part, fin juillet, sans avoir trouvé d'acheteur.

C'est le vingt-troisième cambriolage en sept ans pour le buraliste, M. Gilles Bied, qui entreprend la nuit même une grève de la faim. Aucune assurance, en effet, n'accepte depuis deux ans de le couvrir.

C'est le syndrome Minguettes, celui qui a brisé, à six mois de ses derniers remboursements, tout espoir chez ce chauffeur-livreur, âgé de quarante-deux ans, qui payait avec son salaire de 4 400 francs les agios de son magasin.

Jeu, l'escalade : une bagarre pour une balançoire oppose des enfants arabes aux jeunes du quartier Europe, essentiellement habités par des Français. Les grands frères interviennent : un Portugais de dix-sept ans est blessé à la tête, avenue des Martyrs-de-la-Résistance.

Jeu, également, le centre commercial des Pyramides, au cœur des Minguettes, est dévalisé par une bande. Les mêmes ou d'autres défontent le soir, à coups de hache, l'entrée de plusieurs magasins de Saint-François, la ville qui jouxte Vénissieux. Titre de Lyon-Matin, le lendemain : « Un commerçant est attaqué à la hache ». La démolition des tours du quartier Maalmousseau en voie de rénovation est reportée.

Vendredi, troisième journée de grève de la faim du buraliste. L'atmosphère, quarante personnes l'ont accompagné, la veille, à la préfecture. Le premier adjoint commu-

De notre envoyé spécial niste et le deuxième adjoint socialiste du conseil municipal de Vénissieux rendent visite dans l'après-midi au gréviste, qui, pourtant, était aux dernières élections sur la liste R.P.R. Tous s'accordent pour ne pas pallier l'affaire. Propos d'ailleurs des élus : « La situation n'est ni blanche ni noire. Il faut agir de façon souple, sinon c'est l'affrontement ». Le commerçant à bout : « Vous parlez d'élargir le débat, et de ceci et de cela. Mais où est ma liberté, à moi, aux Minguettes ? ».

On pouvait entendre le même jour, à travers la ZUP : « On va être attaqués ce soir, il ne faut pas rester les bras croisés ». C'est M. Guillaumaud, un boulanger porte-parole des commerçants, qui parle. « Les plans vacances, pour importants qu'ils soient, ne résolvent pas tous les problèmes. C'est devenu une poudrière de tous les côtés », affirme un éducateur de Vénissieux.

« Ça va éclater entre la police et nous, la deuxième guerre, c'était les juifs, la troisième ce sera les Arabes », selon un des quinze jeunes Maghrébins recrutés pour les camps de l'été comme animateur. Et encore : « Trop d'étrangers, c'est trop. Un point c'est tout. C'est une affaire de race », lance une retraitée aux conseillers municipaux à court d'arguments face à ce racisme brut.

Le soir même, les habitants du quartier Max-Barel, toujours à Vénissieux, sortaient de chez eux tard dans la nuit, avec des manches de bois et des barres de fer pour chasser les jeunes d'un de ces rodéos en voiture qui ont fait, l'été 1981, la mauvaise réputation de l'est lyonnais.

Le lendemain samedi, la rumeur dit qu'une milice de commerçants de Vaux-en-Valen veut prêter main forte « aux honnêtes gens » de Vénissieux. Visité à nouveau des élus, visiblement inquiets, auprès du gréviste de la faim. A l'extérieur du magasin, dont les rideaux de fer ont été baissés, le préparateur en pharmacie, M. Barthélemy, se joue une version de son western favori : « Eux,

dit-il, emploient une technique de guérilla : moi je prépare la guerre. Si vous voulez, c'est Fort-Alamo. Nous, les assésés, on va réagir ». Un peu plus loin, quelques gamins traînent. L'un d'eux aspire à pleines narines, dans l'indifférence générale, un sac de plastique contenant de... la colle.

Une ZUP et son cancer

Les jeunes de la ZUP apprennent que Toumi Djaidja, président de leur association S.O.S. Avenir Minguettes, gravement blessé, il y a dix jours, par un policier, a été inopé pour une autre affaire, remontant à l'hiver 1982, de tentative d'homicide volontaire. Accablés, ils ne comprennent pas cet acharnement contre celui qui symbolise à leurs yeux, la modération et la négociation. « Ne faites pas de conneries », leur conseille pourtant Toumi à qui ils étaient allés rendre visite à l'hôpital.

Parmi eux, ce samedi, comme souvent, se trouve Christian Delorme, un prêtre de la Cimade (association chrétienne) qui leur prêche la modération. Quelque deux mille tee-shirts sont distribués grâce à lui, cet après-midi là, pour annoncer un spectacle sur l'apartheid en Afrique du Sud qui doit se jouer à la maison des jeunes et de la culture de Saint-François. Le titre de la pièce, L'arme à l'œil, résume bien l'état d'esprit de l'après-midi. Sur le tee-shirt ont été inscrits ces mots : « Droit de réponse ; devoir de paix ».

La paix, pour un soir, règnera aux Minguettes. Rien à signaler samedi, si ce n'est quelques agressions verbales contre M. Claude Diles, le deuxième adjoint socialiste, et supplanté de M. Marie-Joséphine Sublet (P.S.), qui tente maladroitement (jusqu'à une heure avancée de la nuit) le dialogue au quartier Montmousseau, ce cancer d'une ZUP de quarante mille habitants qui, par ailleurs, est moins dégradée qu'on ne le dit : « Tu es zéro, lui lance un jeune. Tire-toi ».

« On vient vous sauver, on y croit », essaye d'argumenter le conseiller municipal.

« Avec la droite, les bateaux vous attendraient à Marseille », réchirait sa femme.

« J'en ai rien à foutre de vous, répond Kamel. Toumi a failli être tué. Les flics commandent et vous, vous êtes des moutons. »

NICOLAS BEAU.

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

Le devoir de réserve des candidats à la magistrature

Un mois avant l'ouverture, en septembre 1977, des concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature, deux candidats à ce concours, MM. Guillaume Mulsant et Christian Raoult, se virent refuser par le ministre de la justice (1) le droit de prendre part aux épreuves. Les raisons données par le ministre pour leur écartement de la liste des candidats admis à concourir étaient les suivantes : M. Mulsant, en jouant un rôle actif dans des incidents qui eurent lieu en 1974 et 1975 à l'université de Nantes, avait été condamné, en participant au début de 1976, alors qu'il faisait son service national à la base aérienne de Villacoublay, à la réclusion et à la diffusion, deux ans de prison. M. Raoult, en participant au début de 1976, alors qu'il faisait son service national à la base aérienne de Villacoublay, à la réclusion et à la diffusion, deux ans de prison. M. Raoult, en participant au début de 1976, alors qu'il faisait son service national à la base aérienne de Villacoublay, à la réclusion et à la diffusion, deux ans de prison.

Les deux candidats écartés attaquèrent ces décisions du garde des sceaux devant le tribunal administratif de Paris, qui leur donna tort par deux jugements du 10 avril 1981. Le Conseil d'Etat, qui vient d'examiner les appels formés par les intéressés contre ces deux jugements, ne leur a pas réservé le même sort.

M. Mulsant a obtenu l'annulation du refus d'admission à concourir qui lui avait été opposé : le Conseil d'Etat a considéré que les manifestations d'étudiants auxquelles il avait participé plusieurs années avant le début de sa candidature avaient, certes, été « véhémente », puisqu'elles s'étaient traduites par l'occupation des locaux universitaires au cours de laquelle des enseignants avaient été retenus quelques heures par les manifestants, mais ne s'étaient accompagnées d'aucune violence. Et il a refusé de considérer que le comportement de M. Mulsant au cours de ces incidents révélait son inaptitude à exercer les fonctions judiciaires avec la réserve et la pondé-

POLICE

APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 3 JUIN

Deuxième série de sanctions dans la police nationale

Une seconde série de sanctions disciplinaires devrait atteindre la police nationale ces prochains jours. Elles visent des policiers ayant incité leurs collègues à participer aux manifestations du 3 juin, ou d'autres ayant commis des « turbulences excessives », ou encore laissé leurs subordonnés s'y rendre alors qu'ils étaient en service. Plusieurs dizaines de policiers parisiens devraient donc recevoir un blâme ou un avertissement, tandis que d'autres — « un dizaine », précise-t-on — seraient déferés en conseil de discipline.

L'enquête sur les manifestations policières du 3 juin aura été menée en deux temps. Une première phase fut dirigée par le lieutenant-colonel David, sous-directeur de l'Inspection générale de l'Administration. Elle conduisit, dès le 7 juin, à l'annonce, par le ministre de l'Intérieur, de dix sanctions, dont la majorité — huit — visaient les responsables du maintien de l'ordre, auxquels l'administration reprochait de n'avoir su empêcher la fratrie et les débordements divers, notamment la prolongation de la manifestation de l'après-midi jusqu'aux grilles du ministère de l'Intérieur.

Pour la seconde phase, l'Inspection générale des services (I.G.S.) de la préfecture de police de Paris a été mise à contribution. Près de deux cents policiers de tous grades ont été directement entendus. Il s'agissait cette fois d'enquêter sur les plus actifs et les plus déterminés des participants aux défilés jugés « séditieux » par les pouvoirs publics.

Transmis au ministre de l'Intérieur la semaine dernière, le rapport final proposerait « plusieurs dizaines » de blâmes et d'avertissements — sanctions qui ne nécessitent pas le passage en conseil de discipline — et réclamerait, pour « une dizaine » de cas, la comparution en conseil de discipline. Trois syndicalistes seraient visés en raison de leur participation active à la manifestation du 3 juin, pour laquelle M. Rémy Halbwax, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.) a déjà été révoqué : MM. Antoine Alessandrini, secrétaire général du syndicat C.F.T.C. de la police, Paul Forcetz, secrétaire général du Syndicat des commandants et officiers (S.C.O.), membre

de l'U.S.C., et Roger Flattet, président du S.C.O.

Mme Nadine Joly, commissaire en charge du service de protection de la compagnie du métro (S.P.C.M.), serait également déferée en conseil de discipline. On lui reprocherait de ne pas avoir entravé la participation en uniforme des gardiens de la paix de son service à la manifestation de l'après-midi, organisée par la Fédération professionnelle indépendante des policiers (F.P.I.P.). Plus généralement, la compagnie du métro est considérée, à Paris, comme l'un des bastions de ce syndicat classé à l'extrême droite. Un officier de paix principal — M. Charles Letellier — et un commandant — M. Millot — de ce même service seraient également visés, ainsi qu'un autre officier, du commissariat du seizième arrondissement, M. Dominique Bastien. A ces sept cas s'ajouteraient trois gardiens de la paix responsables de violences contre les barrages du service d'ordre.

L'annonce de ce second volet disciplinaire coïncidera avec la fin de la première phase. Bien qu'il ait réglementairement un mois pour prendre sa décision, M. Defferre devrait, en effet, faire connaître les sanctions retenues après les conseils de discipline des 22, 23 et 29 juin. Son entourage laisse entendre qu'elles seraient « très proches » de celles qui ont été proposées par les conseils. M. André Begué, directeur de la sécurité publique à la préfecture de police, ayant été mis à la retraite d'office, sept fonctionnaires avaient été suspendus, le 7 juin, dans l'attente de leur comparution. Deux étaient mis en cause pour leur comportement place Vendôme, le matin du 3 juin, face à la première manifestation qui se dispersa devant la ministère de la justice.

Commandés par l'officier de paix Jacques Heitz, les gardiens de la sixième compagnie de district mirent képi bas à l'approche du défilé sans que le « patron » du secteur, le contrôleur général René Doucet, chef du premier district, s'y oppose.

Cinq autres policiers, en charge du maintien de l'ordre l'après-midi, étaient mis en cause pour la prolongation — sans abaissement jusqu'à la place Beauvau, face au ministère de l'Intérieur et à quelques dizaines de mètres de l'Élysée : le contrôleur général Pierre Derousseau, chef du deuxième district, les commissaires Roger Dray, Jean-Luc Kerrien et Raymond Loeiz, et le commandant Roger Moïse, commandant la C.R.S. 7 de Deuil-la-Barre (Val-d'Oise).

« Des têtes »

Les conseils de discipline, qui sont les commissions administratives paritaires des corps concernés, n'ont rien retenu contre deux fonctionnaires, les commissaires Kerrien et Loeiz. Ils n'en ont tenu que l'avertissement pour le commandant Maurice et l'officier de paix Heitz. Pour le commissaire divisionnaire Dray, il y a une rétrogradation d'un an. Rétrogradé, M. Pierre Derousseau perdrait, pour sa part, la fonction de contrôleur général et retrouverait son grade de commissaire divisionnaire. A ces deux fonctionnaires, l'on reprocherait en fait une certaine « mollesse », un « manque d'initiative et de contrôle » dans la constitution des barrages sur le chemin de la place Beauvau. Cependant, la sanction la plus sévère touche le contrôleur général René Doucet, à qui l'on reproche essentiellement de ne s'être pas opposé au geste des gardiens de la paix qui, place Vendôme, le matin, étaient leur képi en signe de solidarité avec les manifestants : le conseil de discipline propose une mise à la retraite d'office.

Le syndicat des commissaires de police s'élève notamment contre cette conclusion et en appelle à la « sagesse » du ministre de l'Intérieur. « Le gouvernement voulait des têtes. Encore fallait-il bien les choisir. Et là, on est très mal tombé : c'est le règne des bons commissaires », explique son secrétaire général, M. Robert Naud.

EDWY PLENEL.

MÉDECINE

La fin des urgences fantômes d'Alençon

De notre envoyé spécial

Une modernisation tardive qui n'en finit pas de s'achever, faute de postes, des espoirs déçus après l'arrivée de la gauche au pouvoir : ceux qui ont tout fait pour sortir l'hôpital d'Alençon du dix-neuvième siècle en ont assez. Ils ont décidé de mettre fin à partir du 4 juillet à l'activité de services qui officiellement... n'existent pas.

Alençon. — Des « débus du socialisme » ? Peut-être bien. En tout cas, des gens de gauche qui ne comprennent plus, qui estiment avoir été floués, être les victimes d'une injustice administrative autant que politique. L'hôpital d'Alençon (Orne) : environ six cents lits, six cents agents, une trentaine de médecins, dont près de la moitié exercent à temps partiel. Un hôtel-Dieu hérité du dix-neuvième siècle qui — tout le monde en était d'accord depuis des années — devait être rénové, équipé. Ce n'est qu'après l'arrivée de la nouvelle municipalité d'union de la gauche, en 1977, que les travaux commencent. Une première tranche est assurée. Vient l'époque de la rigueur. On divise alors la deuxième tranche en deux phases. Un nouveau service est péniblement mis en chantier : il s'agit de créer une unité de réanimation de huit lits, un service d'accueil des malades en urgence et une stérilisation centrale.

Des médecins sont nommés : les docteurs Asst Merouani et Pierre-Marie Deguire, qui, au début de 1980, commencent à travailler dans de vieux locaux exigus. Avec les moyens du bord, sans création de postes, ils s'organisent. Fort bien, semble-t-il, puisqu'ils voient aujourd'hui près de dix mille personnes chaque année. Ils doivent néanmoins faire patienter le personnel — dont une dizaine d'infirmières — « qui supporte de plus en plus mal, explique-t-il, les conditions de travail difficiles et a priori temporaires ».

En juin 1982, les nouveaux bâtiments sont sortis de terre. L'hôpital demande la création de quatre-vingt-quatre postes. Silence du ministère de la santé jusqu'en novembre. A cette date, précise le docteur Merouani, nous sommes allés avec M. Pierre Mauger, maire allié avec M. Pierre Mauger, maire d'Alençon et président du conseil d'administration de l'hôpital, voir M. Jean de Kervasdoué, directeur général des hôpitaux, qui nous a montré la dotation générale à venir pour les établissements hospitaliers

de France. Alençon y figurait avec quarante-trois postes.

En janvier de cette année, pourtant, aucune trace des quarante-trois postes d'Alençon. « Une surprise d'autant plus désagréable, souligne le docteur Merouani, que la municipalité communiste du Mans obtenait cent vingt postes pour un simple transfert de services qui ne sera effectué qu'en janvier 1984 ! ».

En février, un télégramme du ministère de la santé fait savoir que l'attribution des quarante-trois postes ne sera envisagée que « dans l'hypothèse où l'équilibre de la Sécurité sociale sera préservé ». Nouveau voyage à Paris et rencontre du nouveau secrétaire d'Etat à la santé, M. Edmond Hervé, socialiste, qui a remplacé M. Jack Ralite, ministre communiste. « Nos vœux assurés », dit M. Hervé, dit un jour à M. Mauger, nous a semblé avoir parfaitement compris l'injustice dont nous étions victimes. Pourtant, aujourd'hui, nous avons toutes les raisons de penser que nos postes sont à nouveau remis en cause. De fait, les nouvelles créations prévues pour le 1er juillet ne sont aucune-ment confirmées.

A l'hôpital, on comprend de moins en moins. « Du matériel a été acheté, expliqué-on, pour un montant de 200 000 francs. Il n'a jamais servi et les garanties sont déjà périmées. »

Las d'attendre, on a pris une décision : à partir de ce lundi 4 juillet, la réanimation ne sera plus assurée et les malades seront transférés vers Caen ou Le Mans. Quant aux personnes vues en urgence, elles arriveront directement dans les services. « Nous ne pourrions pas être accusés de non-assistance à personne en danger, expliquent les docteurs Merouani et Deguire, puisque nos services n'existent pas officiellement. Tout simplement, nous revenons trois ans en arrière. » Je ne peux pas soutenir l'action de ces médecins, déclare, souriant, M. Maurice Biré, attaché de direction, faisant fonction de directeur, mais je ne peux rien faire pour les empêcher.

Gauches piégées ? « Je remarque, conclut M. Mauger, maire socialiste réélu au premier tour des dernières municipales, que la C.G.T. qui n'avait rien dit tant que M. Ralite était au ministère de la santé, adopte maintenant la même attitude que l'opposition de droite. »

JEAN-YVES NAU.

« Jimmy » des Fougères

Cette photographie restera. En jargon professionnel, le photographe Ly Bihl Bergès, vingt-sept ans, a fait la « plaque » de sa vie la 24 juin. Une photo dure, sèche. Du noir et blanc où l'on voit un jeune ajuster un fusil à pompe, une cartouche de recharge entre les dents, l'air impitoyable. Une seconde après, un autre jeune, Michel Moisa, sera tué net. Ly Bihl Bergès a transformé sans le vouloir un fait divers — l'affrontement sanglant de deux bandes entre la banlieue et Paris — en un événement national (le Monde du 28 juin).

Le jeune de la photo, c'est Jimmy, c'est un mec très sympa disent ceux de la bande des Fougères. Cette bande avait rendez-vous avec les Bad Boys pour régler une minable histoire de poste de radio volé et, accessoirement, une affaire de cœur. Mais la bande des Fougères prenait peur de cette rencontre prévue et organisée sans juge de paix. Elle se sentait trop vulnérable. Un môme de la bande raconte : « On est venu chercher Jimmy. Il était pas de la bande. On lui a dit : « viens ! on va se battre ». Il croyait que c'était avec les poings. Il a hésité ».

Pas trap, quand même. Jimmy est un gosse du quartier. Il parle l'espagnol, il est gitan, il a une image à défendre. « Il a hésité. Il était blesé à la jambe (un accident du moto) ». Et puis, Jimmy le grand, la fort, est venu. C'est la nuit, c'est le résultat de la peur », résume Ly Bihl Bergès. La peur da la peur, c'est Jimmy ne pouvait pas courir. Il a vu le Black arriver. Il ne voulait pas tirer. Aucun des Fougères ne voulait tirer. C'est un petit de quatorze ans qui parle. Il faut en prendre et en laisser. Il n'a tout vu, mais il réorganise ce qu'il a vu. Jimmy était son copain, alors il le défend. Mais un témoin essentiel renverse tout. « Jimmy était très sûr de lui. C'est s'est passé très vite, dans un silence absolu. Le coup a été tiré avec beaucoup de haine ».

Ce 24 juin, il y a donc eu un mort. Michel Moisa, vingt ans, Antillais. Jimmy a vite compris. Il a quitté la cité des Fougères, dans le vingtième arrondissement de Paris, pris le pont qui franchit le périphérique et s'est retrouvé en banlieue, aux Lilas, chez lui. Juste quelques cen-

taines de mètres. Il a poussé la porte d'un petit pavillon très modeste, marqué par de grands panneaux publicitaires. Et Jimmy est redevenu Carlos Cristo, dix-neuf ans. Pas un dur, pas un tendre, un adolescent avec père, mère, six frères et sœurs. Une famille de gitans d'origine espagnole.

Jimmy n'a pas dormi tranquille. Et la révélation fut rude. Il s'est vu dans France-Soir, à la « une », comme dans un méchant miroir. Une photographie nette, terrible. Jimmy s'est enfui avant d'être identifié par les policiers. En quittant sa famille, il a quitté un quartier qu'il habitait depuis dix ans. Quelques heures plus tard, sa famille est également partie, fermant la maison, abandonnant un tricycle dans la cour et un paquet de saucisses emballées devant un appartement en perpalings.

Pas méchant

M. Cristo père veut épargner les siens. Tant pis pour la récente sécularisation écornée. Le malheur vient les frapper, lui et son gamin. Un fils que les Cristo estiment incapable d'avoir tiré. C'est presque l'avis des voisins. L'un d'eux, qui n'est pas gitan, dit : « C'est une famille bien. Le jeune était un garçon bien. La presse a fait du mauvais travail. Il a été entraîné ». Jimmy forcé, Jimmy entraîné, embarqué dans cette très sale affaire, tous le disent. Les policiers du quartier, aussi, à leur manière : « Un gosse pas méchant ».

Jimmy n'était pas un terror. Il travaillait comme mécanicien. Il a même été employé dans une petite entreprise des Lilas. Il aidait les uns et les autres, dans la rue, et son père lorsqu'il était émeutier. « Un gosse pas méchant » — comme ceux des Fougères, dit les commerçants. Mais le 24 juin, les gosses s'étaient armés : deux fusils, des manches de pioche.

Aujourd'hui, Jimmy a la tête dans le seau. Il est recherché, il se sait. Sa cavale sera brève, pensent les policiers. Qu'il se livre ou qu'il soit pris, il devra expliquer tout ce qui n'est passé avant et après la photo.

LAURENT GRELSAMER.

Le Monde

sports

TENNIS

AU TOURNOI DE WIMBLEDON

La victoire de McEnroe

Wimbledon. — Franchement, on s'est surpris à bayer aux cornes comme un cancre au coin du poteau, dimanche, pendant cette finale masculine des Internationaux de Grande-Bretagne. Ah ! qu'elles avaient été belles, ces dernières années, les finales au couteau de Borg contre Connors, Tatum et McEnroe. Quelle manivelle de soufflet cette rencontre

entre McEnroe et Lewis ! Dans l'atmosphère raréfiée de l'Everest du tennis, le vainqueur est toujours le joueur qui est accablé à la fin sur les plus hauts sommets », écrit justement David Gray, le secrétaire général de la Fédération internationale de tennis avant le match. Un supplément d'oxygène aurait bien été nécessaire à Lewis.

Pot de terre contre pot de fer

On avait espéré jusqu'au coup d'envoi que le Néo-Zélandais pourrait faire mieux que de la figuration. Tatum, auquel les bookmakers n'avaient pas accordé une chance sur cent, n'avait-il pas égalé Borg à cinq sets en 1979 ? On aurait bien aimé raconter par le menu la folle aventure de ce guerrier des courts venus des antipodes, le front coiffé d'un bandeau apaisé pour faire trembler le gaocher le plus prodigieux de la décennie. Elle n'était pas banale l'odyssée de ce joueur aux yeux en amande et aux pommettes saillantes qu'une noie de cœur et une tendinite avaient précipité en quelques mois de la 30^e place à la 91^e place mondiale et auquel l'entraîneur australien, Tony Roche, avait fait boire la potion magique de la Coupe Davis. On la gardera pour une autre occasion. On rêvait d'un beau drame en cinq actes, on eut une leçon magistrale de services-volés en trois parties. Le suspense ne dura en effet que quelques minutes.

Après que Lewis eut gagné le premier jeu, McEnroe enleva les trois suivants sans que le Néo-Zélandais marquât le moindre point. Tout était dit. Les trois manches se déroulèrent en une heure vingt-cinq minutes, selon un scénario identique. « Je me suis toujours ennuyé les patates à la volée et m'importe peu si j'ai servi ou non aujourd'hui, car John a frappé des points gagnants. Quand j'arrivais à toucher la balle, j'avais le sentiment que je ne pouvais pas faire grand-chose en retour. Je n'arrivais pas non plus à voir com-

me McEnroe et Lewis ! » Dans l'atmosphère raréfiée de l'Everest du tennis, le vainqueur est toujours le joueur qui est accablé à la fin sur les plus hauts sommets », écrit justement David Gray, le secrétaire général de la Fédération internationale de tennis avant le match. Un supplément d'oxygène aurait bien été nécessaire à Lewis.

McEnroe, cependant, fut sur le point de bouillir dans deux ou trois occasions, mais il se calma en se grattant énergiquement la tête. « Je suis très énervé, mais je voudrais bien arriver à être moi-même sans heurter les sentiments des gens », a noté le jeune champion, qui a refait le plein d'ambition pour regagner une première place mondiale. Il a adopté de nouvelles chaussures et une raquette à tamis agrandi. Cette année, où, après l'embellie de 1982, Connors accuse à trente ans une baisse de régime, et où, en dépit des millions de dollars accumulés, Lendl, à vingt-trois ans, n'arrive pas à passer la vitesse supérieure dans les grands tournois, McEnroe semble bien en mesure d'atteindre son objectif qui se jouera en septembre à New-York. Il aura cette fois sur sa route le Suédois Wilander et le Français Yannick Noah.

ALAIN GIRAUDO.

SIMPLE MESSIEURS (finale)
McEnroe (E.-U.) b. C. Lewis (N.-Z.), 6-2, 6-2, 6-2.

SIMPLE DAMES (finale)
M. Navratilova (E.-U.) b. A. JAGGER (E.-U.), 6-3, 6-3.

DOUBLE MESSIEURS (finale)
Flemming-McEnroe (E.-U.) b. Tim et Tom Gullikson (E.-U.), 6-4, 6-3, 6-4.

DOUBLE DAMES (finale)
Navratilova-Shriver (E.-U.) b. Casals-Turnbull (E.-U., Austr.), 6-2, 6-2.

JUNIORS GARÇONS (finale)
Edberg (Suède) b. J. Frawley (Austral.), 6-3, 7-6.

JUNIORS FILLES (finale)
F. Jaeger (E.-U.) b. P. Hy (Hong-Kong), 6-2, 6-1.

Entre parenthèses, le classement A.T.P. des joueurs et W.T.A. des joueuses.

La gauchère la plus athlétique

De notre envoyé spécial

Wimbledon. — « Je ne pense pas qu'on puisse dire que Martina Navratilova est la plus grande joueuse après ce tournoi de Wimbledon, parce qu'elle a eu un tableau terriblement favorable. Dans ces conditions, c'est dur de la juger. » Décidément, l'Américaine Andrea Jaeger, qui a tenu ses propos, n'a aucune tendresse particulière pour sa nouvelle compatriote. L'an dernier, après la finale de Roland-Garros, elle avait reproché à Navratilova d'avoir été aidée pendant le match par Nancy Lieberman et Renée Richards. Cette année, elle a contesté à Navratilova la suprématie sur le tennis féminin.

Pourtant, Andrea Jaeger — troisième joueuse mondiale — venait de subir une défaite écrasante. En cinquante-quatre minutes, elle s'est inclinée (6-0, 6-3) à l'occasion d'une des plus brèves finales du tournoi. La première manche dura à peine quinze minutes, et l'Américaine de dix-huit ans ne totalisa pas plus de sept points, tous sur des fautes non forcées de Navratilova. La seconde, manche fut un peu plus serrée. Jaeger s'assura le break au premier jeu en réussissant notamment un revers ramené sur une amortie et un retour de service gagnant. Elle fut sur le point de mener 2-0, mais Navratilova égala après cinq points de 40-40. Les grands coups en profondeur de Jaeger avaient alors retrouvé la précision et la puissance qui leur firent cruellement défaut au premier set. A ce moment, on put se demander si la gauchère slave n'allait pas perdre rythme et confiance comme lors de la finale des Internationaux d'Amérique en 1981. Tracy Austin l'avait emporté en gagnant les tie breaks des deux dernières manches alors qu'elle avait encaissé 6-1 au premier set. Mais, samedi, le doute n'a pas miné plus longtemps Navratilova. Elle fit à nouveau le break au sixième jeu après avoir obtenu l'égalité à 40-40 sur une balle litigieuse, puis elle coœula un neuvième jeu par deux services gagnants à la quatrième balle de match.

C'était la quarante-neuvième victoire de Navratilova en cinquante rencontres depuis le début de l'année. L'ex-Tchécoslovaque obtenait ainsi son quatrième titre pour sa quatrième finale (1978, 1979, 1982, 1983), titre auquel elle ajouta peu après celui du double : associée à Pam Shriver, elle a battu la paire Casals-Turnbull (6-2, 6-2) avec la même aisance.

« J'ai passé plus de temps à m'entraîner qu'à gagner mes mat-

ches », a reconnu Navratilova qui a remporté le championnat féminin au moins de six heures. Cela n'enlevait rien à son mérite. Sans avoir le palmarès de Billie Jean King, qui n'a pas encore décidé de prendre sa retraite des courts à quarante ans, Navratilova est, sans conteste, la meilleure joueuse à l'heure actuelle. En cent quarante matchs depuis 1982, elle n'a subi que quatre défaites contre Silvia Hanika, Pam Shriver, Chris Evert-Lloyd et Kathy Horvath. Pour arriver à un pareil résultat, l'ex-épaulée, qui a trouvé une plus grande stabilité émotionnelle auprès de l'ancienne basketballeuse Nancy Lieberman, se soumet à un entraînement physique et à un régime diététique déterminés par ordinateur.

En réponse à une question que suggère son anatomie aux muscles saillants, elle a répondu : « Si je m'aligne dans les tournois masculins, je pense que je pourrais me qualifier pour quelques-uns. Ce serait difficile de gagner des matches, parce que les hommes ont sur leur premier service davantage de puissance très difficile à retourner et qu'ils sont beaucoup plus forts physiquement. » — A. G.

ATHLÉTISME

Deux sprints fantastiques

A Colorado Springs (États-Unis), dimanche soir 3 juillet, deux exploits hors série ont été réalisés dans le cadre de Festival d'athlétisme.

Le fameux record mondial de 100 m plat qui détenait le Noir américain Jim Hines depuis les Jeux de Mexico de 1968 (9 sec. 96) a été abasourdi par son compatriote de couleur Calvin Smith (9 sec. 93). Agé de vingt-deux ans, né à Bolton (Mississippi), Smith est un apte de gabarit léger (17 m, 65 kg) par rapport au grand Carl Lewis, qu'il est le seul à avoir battu l'an dernier.

Le record du monde féminin de 100 m plat a été également battu, cette fois par la petite Noire sud-africaine Evelyn Ashford (vingt-sept ans, 1,65 m, 54 kg), qui a battu en 18 sec. 79 le record de l'Allemande de l'Est Marlies Göhr (10 sec. 81).

Ces deux extraordinaires performances ont été réalisées sur une piste synthétique située à 2 200 m d'altitude.

CYCLISME

LE TOUR DE FRANCE

Le coup de force de l'équipe Mercier

Fontaine-au-Pire. — Un an après, le Tour de France est enfin arrivé à Fontaine-au-Pire. Privé du spectacle, l'été dernier, à la suite d'une manifestation qui avait bloqué la course et provoqué l'annulation de l'étape, la petite ville du Cambrésis (1 217 habitants) a cette fois, non seulement découvert le Tour, mais a pu assister à un événement exceptionnel.

Le Français Jean-Louis Gauthier, un outsider que l'on n'avait pas vu à 200 contre 1, s'est emparé au terme de la deuxième étape du Tour de France du maillot jaune, abandonné par le Belge Vanderhaeghe, le vieux Joop Zoetemelk n'ayant pu résister à la deuxième place à deux secondes, tandis que d'excellents grimpeurs comme Andersen, Michel Laurent ou Raymond Martin se sont installés dans le haut du tableau.

Les hommes de Jean-Pierre Danguillaume ont réalisé une remarquable opération, d'autant qu'ils ont bénéficié de bonifications supérieures aux écarts qu'ils avaient créés sur leurs suivants immédiats. Or, dans ce genre d'exercice, seules les bonifications sont comptabilisées, et le règlement qui avait pour but de ne pas pénaliser trop fortement les équipes modestes s'est ainsi écarté de son objectif. Battu de dix-sept secondes par les « Mercier », le groupe Peugeot concédait en réalité quarante-cinq secondes, et la formation de Vanderhaeghe, qui a hérité de la deuxième place pour quarante centimes de seconde seulement, accuse, sur le même groupe Peugeot, un passif d'une demi-minute. C'est arbitraire, mais les bonifications

fontaine-au-Pire. — Un an après, le Tour de France est enfin arrivé à Fontaine-au-Pire. Privé du spectacle, l'été dernier, à la suite d'une manifestation qui avait bloqué la course et provoqué l'annulation de l'étape, la petite ville du Cambrésis (1 217 habitants) a cette fois, non seulement découvert le Tour, mais a pu assister à un événement exceptionnel.

De notre envoyé spécial
sont illogiques puisqu'elles modifient le temps réel.
En revanche, le système a favorisé les amateurs colombiens, qui ont laissé dans l'affaire la bagatelle de onze minutes, soit près de sept secondes par kilomètre, et qui voient leur retard ramené à moins de quatre minutes. Les Sud-Américains biment ainsi l'ampleur de leur défaite ; ils vont cependant se trouver confrontés à de nouvelles difficultés avant d'aborder la montagne, car la sélection colombienne représente à elle seule le cyclisme amateur opposé aux autres équipes professionnelles. Difficile dans ces conditions de parler d'un Tour de France « open ». Quinze coureurs — voire davantage — paraissent en mesure de gagner la « grande boucle », en l'absence de Bernard Hinault. La preuve est faite : le Tour est surtout ouvert !

Reste que Floren, Jimenez et leurs compatriotes colombiens ont préparé ce Tour avec beaucoup de soin. Ils ont consciencieusement reconnu les cols pyrénéens et ils peuvent spéculer sur leur talent de grimpeur. Toutefois, leur infériorité numérique face à cent trente professionnels naturellement solidaires constitue un lourd handicap, au quel s'ajoutent le dépaysement et l'insécurité.

En annonçant l'an dernier sa décision d'accueillir les amateurs, on parlait alors de la participation probable des Soviétiques et des Allemands de l'Est. — M. Félix Léviat avait mis l'accent sur la nécessité de veiller à la proportion équilibrée des effectifs. La règle, qui s'impose en pareille circonstance, n'a pas été respectée. C'est regrettable.

JACQUES AUGENDRE
PREMIÈRE ÉTAPE
Nogent-sur-Meuse - Crétail (163 km)
1. Frits Pirard (P.-B.), en 3 h 49 m 38 s (moyenne 42,59 km/h), avec bonif. 3 h 49 m 28 s. 2. Jean-Louis Gauthier (Fr.), m. t., avec bonif. 3 h 49 m 18 s. 3. Pascal Jais (Fin.), m. t., avec bonif. 3 h 49 m 28 s.

DEUXIÈME ÉTAPE
Soleuvre - Fontaine-au-Pire (160 km contre la montre par équipes)
1. Mercier-Coop-Macie, 2 h 18 m 59 s. 2. Peugeot-Schell-Michelin, à 17 s. 3. Aeraud-Hoemvot, m. t.

CLASSEMENT GÉNÉRAL
1. Jean-Louis Gauthier (Fr.), 3 h 52 m 38 s. 2. Joop Zoetemelk (P.-B.), à 2 s. 3. Pierre Le Bigot (Fr.), à 4 s. 4. Kim Andersen (Dan.), à 6 s. 5. Régis Cléry (Fr.), à 6 s.

MOTOCYCLISME

Au Grand Prix de Belgique

Roberts ou Spencer : deux pour un titre

Spa. — La course au titre de champion du monde des 500 centimètres cubes prend un nouvel intérêt après la victoire de l'Américain Kenny Roberts (Yamaha) dans le Grand Prix de Belgique, qui a eu lieu dimanche 3 juillet sur le circuit de Spa-Francorchamps. L'Américain a gagné son quatrième grand prix et talonne désormais son compatriote Freddie Spencer (Honda), dont le début de saison — cinq victoires — a été tonitruant. La maîtrise et

l'expérience de Roberts ont, cette fois, prévalu sur la fougue du jeune Américain dans une course qui s'est terminée à un duel entre les deux hommes.

Même scénario dans la catégorie des 250 centimètres cubes où le Belge Didier de Radgones (Chevrolet) s'est imposé devant le Français Christian Sartre et le Vénézien Carlos Lavado. L'Italien Eugenio Lazzarini a gagné, de son côté, l'épreuve des 125 centimètres cubes, devant l'Espagnol Angel Nieto.

Leur influence sur les 250 centimètres cubes, qu'elles ont jusqu'ici négligées.

GILLES MARTINEAU.

Pascale Paradis, la bien nommée

De notre envoyé spécial
Wimbledon. — Une Française de dix-sept ans, Pascale Paradis, a succédé à une Française de dix-huit ans, Catherine Tatum, au palmarès junior de Wimbledon. Elle a battu en finale la Chinoise, Ty.

Pascale Paradis, qui avait gagné le titre junior de Roland-Garros il y a un mois, est désormais en position de remporter le titre mondial. Brune à la silhouette forte, elle possède, selon ses entraîneurs, des qualités de vitesse et de détente exceptionnelles, mais doit travailler son endurance. Ancienne championne de France miniatures et cadettes, Pascale Paradis, qui a reçu une bourse fédérale pour s'entraîner à Troyes avant de s'inscrire deux années à l'Institut national du sport et d'éducation physique, est désormais pensionnaire à Roland-Garros. Elle a décidé d'arrêter ses études pour se consacrer entièrement au tennis. Mais précoce que les Américaines Jaeger, Austin, Rinaldi, la Canadienne Bessette ou la Hongroise Temesvári, qui, à son âge, opèrent déjà sur le circuit professionnel avec un certain succès, la jeune Française, qui est une adepte du jeu d'attaque, estime qu'elle doit prendre son temps avant de se risquer parmi ses aînées. Elle occupe actuellement la cent seizième place au classement mondial des joueuses professionnelles (W.T.A.).

A. G.

ment arrivait le service de McEnroe, à décoller Lewis, résumant parfaitement la situation.

La Néo-Zélandaise, qui avait brutalement fait les gros titres de l'actualité tennisistique en se qualifiant pour la finale contre tout pronostic, n'avait pas commis le même erreur que l'outsider Christopher Roger-Vasselle à Roland-Garros. « Depuis ma victoire psychologique pour la finale, j'avais notamment refusé toutes les interviews et je n'avais pas lu les journaux », a-t-il déclaré. L'enjeu était néanmoins colossal pour ce joueur qui n'avait pas passé un tour dans les six tournois sur douze disputés depuis le début de l'année. Le premier ministre néo-zélandais ne lui avait-il pas téléphoné personnellement, et n'avait-il pas reçu une montagne de télégrammes ? Comment, dans ces conditions, Lewis aurait-il pu garder la tête froide ? Tout le tennis est dans cette bagarre psychologique préliminaire où le joueur doit vaincre ses démons, surmonter ses inhibitions avant de pénétrer sur le court. C'est un sport où la tête compte autant que les jambes.

Mais, champion du sprint et du plongeon pendant ces deux

ALAIN GIRAUDO

PROFESSION CHAMPION

TENNIS

Pour en savoir plus sur
NOAH, Mc ENROE,
WILANDER
et les autres...

« Rien n'échappe à son observation. En quelques minutes, il fait le tour du monde du tennis. »
André Laurens, Le Monde.

« Il ne s'est pas trompé, l'animal, car son livre fourmille de faits intéressants. »
Christian Montaigne, l'Équipe.

« Un bouquin sympathique, bien écrit, précis, dans la même collection à d'autres ouvrages aux sports susceptibles de créer quelques vocations précieuses. »
Bernard Heimermann, Le Matin de Paris.

« Une formidable parade à la fois érudite et grandiose. »
Christian Valla, Le Tennis.

IENT DE PARAÎTRE
en vente chez votre libraire

68 F

LES ÉDITIONS ROCHEVOISNES
21 rue Royale 75008 PARIS



FESTIVALS

RENCONTRES DE LA ROCHELLE

L'ordinateur bien ordonné

Sans entrer dans les détails, tous les festivals, des conditions dans lesquelles sont nées, il y a dix ans, les Rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle, on peut au moins résumer cette genèse particulière en rappelant qu'elle est née d'un projet de Claude Samel comme une riposte, avouée ou non, légitime ou machiavélique, au désenchantement qu'il avait éprouvé de la part des organisateurs du Festival de Royan, après en avoir assuré la direction artistique depuis sa fondation en 1963. Ainsi, le premier programme des Rencontres de La Rochelle était, dans ses grandes lignes, celui prévu à l'origine pour le Festival de Royan. Sous l'impulsion vigoureuse de Harry Halbreich, le Festival de Royan devait sortir renforcé de cette rencontre inopinée, jusqu'à ce que des circonstances tout à fait étrangères à sa réussite artistique interrompent brutalement la carrière en 1977. Peut-être, d'ailleurs, la formule avait-elle vécu d'un festival de professionnels isolé du contexte de la vie musicale.

Implantées au cœur d'une ville beaucoup plus importante, les Rencontres de La Rochelle devaient susciter un auditoire local ou régional non spécialisé et réceptif. Tel était sans doute le dessein de Claude Samel et que ses successeurs ont poursuivi : cependant, malgré le traitement de choc, dans le meilleur sens, qu'Alain Duret, fort de sa réussite à Aix-en-Provence (« Musique dans la rue »), puis à Toulouse, est venu appliquer aux Rencontres en 1980 et 1981, malgré la mise à disposition d'un local neuf et attractif, la Maison de la culture, inaugurée l'an dernier, on éprouve le sentiment que la musique contemporaine n'a pas encore vraiment trouvé le chemin du cœur des Rochellais.

Plutôt que de rejeter la responsabilité de ce demi-succès, chronique (qu'il faut cependant se garder de mésestimer, car la réussite ne se mesure pas seulement au nombre des auditeurs mais aussi à la qualité de ce qu'on leur propose) sur les organisateurs des Rencontres, on doit se demander si La Rochelle connaît tout au long de l'année une activité musicale suffisamment riche pour que le public, habitué à fréquenter régulièrement des concerts classiques, éprouve le besoin d'ouvrir son horizon musical en découvrant, quinze jours par an, le domaine particulier, à la fois fondamental et complémentaire, de la création contemporaine.

LA DANSE S'Y MET AUSSI

Voici l'ordinateur associé à la création chorégraphique, mais que l'on se rassure : l'innovation et l'invention n'en sont pas affectées. Au contraire.

Steve Lacy aime beaucoup improviser avec des danseurs. « Musique et danse, dit-il, doivent procéder d'un même souffle partagé. » Il n'a travaillé avec Viola Farber et le Centre d'Angers, puis avec Pierre Droulers. A La Rochelle, il a associé Dominique Petit et Pierre Dousselet d'un spectacle de théâtre-danse. Il leur a fait traverser le corps des rythmes de jazz, lisses, coulants, pour Dominique Petit, plus rugueux, plus dangereux pour Pierre Dousselet.

Le chorégraphe Jean-Marc Matos, qui expérimente depuis quelques années une utilisation créative de l'ordinateur, a composé un ballet, *Plaisir synthétique*, sur une musique de Don Slepian diffusée en térahertz. Le spectacle est double : il y a le ballet proprement dit, dansé par cinq interprètes, et sa retransmission sur un écran géant placé au-dessus de la scène, l'image étant traitée (modifiée, colorisée, mélangée à des éléments graphiques) par ordinateur.

Brigitte Lefèvre, directrice du Théâtre du Silence, s'est choisie un nouveau partenaire, un système multiphonique. Seule en scène, elle réagit, avec cette intuition du geste féminin qui lui est propre, aux bruits, aux sons, aux ambiances que suggère le film sonore conçu par Louis Dandrel.

M. M. * Maison de la culture, de La Rochelle jusqu'au 6 juillet.

■ PRÉCISION : A la suite de notre article sur la réunion qui s'est tenue le 29 juin au Théâtre national de Châtelet (le Monde du 1^{er} juillet), M. Paul Jumeau, ancien directeur du Festival d'Avignon, nous a écrit qu'il n'est pas l'auteur de la déclaration suivante : « Rendez-vous à Avignon pour une journée nationale d'étude, de débats et de spectacles de programmation. »

Les choses, assure-t-on, seraient en train de changer, notamment avec la nomination à la tête de l'école de musique de Philippe Nahon, qui a déjà en l'occasion de diriger l'Ensemble instrumental de La Rochelle, dont l'activité, en s'intensifiant, donnerait à la vie musicale locale un centre dynamique qui lui manque encore.

Peut-être le thème choisi pour cette année, « L'ordinateur et la musique », est-il de ceux qui suscitent une curiosité ambiguë et un peu superficielle, toujours est-il (pour autant qu'on puisse tirer des enseignements d'une telle visite nécessairement limitée) que ce programme, où figuraient judicieusement de nombreuses reprises d'œuvres ayant déjà fait leurs preuves, n'a pas toujours obtenu, en quantité, le public qu'il méritait. On peut cependant s'en consoler en invoquant les nombreuses diffusions en direct assurées par France-Culture.

Parmi les créations, on retiendra un quatuor à cordes de Pascal Dusapin, d'une écriture inimitable, fugitive, assez représentative de la maîtrise de ce jeune compositeur. Instantanés de Philippe Manoury, pour dix-huit instruments, dont la relative simplicité forme un curieux contraste après la riche texture de Zeilauer (*Le Monde* du 22 février), qu'on a réentendu par ailleurs avec un vif intérêt, ou la complexité du Quatuor (1977) dont le Quatuor

Artisti a donné une belle exécution.

Si les *Symmetries* pour six cors de Steve Lacy se révélèrent un peu trop à l'image de leur titre, *Piano transit*, de Denis Levailant, pour piano et bande magnétique constituée de sons de piano traités, rassemblée à une libre improvisation où se dévoile l'influence du jazz, procédant par vagues et immergeant l'auditeur dans le flot des fréquences graves de l'instrument. Tout à l'opposé, l'évolution insensible d'*Inconscience* de Horacio Radulescu, invite à une écoute contemplative à laquelle il n'est pas aisé d'accéder, faute peut-être de percevoir clairement l'enjeu. Parmi les reprises importantes, on signale encore *Fanta*, de Xenakis avec Alain Neveu, le quatuor de Luigi Nono *Fragmente*, *Stille in Distantia* et *Bhakti*, de Jonathan Harvey.

L'ordinateur était présent dans les concerts, dans les ateliers et dans les échanges de points de vue, parfois vifs, entre les compositeurs on-entre les simples auditeurs pris au piège des débats d'idées, mais il n'était pas omniprésent, et l'un des mérites de ces dix-huit Rencontres aura été de montrer qu'on peut composer de belles œuvres avec lui et d'aussi bonnes sans avoir recours à ses services : « Les compositeurs rochelais, la suite, nous l'ont prouvé. » Les Rochellais assidus l'ont bien compris.

GÉRARD CONDÉ.

Une région et l'art contemporain

(Suite de la première page)

Le mal est trop vaste, toute une société doit changer : cette morale de vosseux pieux sera stigmatisée en 1986.

Un film plus récent de Xie Tiel, *Renaissance* (1981), également connu sous le titre de *Amis intimes*, illustre la nouvelle ligne politique des années 80. L'histoire devient un grand western, « Je travaille pour montrer quelles choses sont utiles pour le public, nous explique Xie Tiel. Après avoir vu mon film, les spectateurs peuvent comprendre beaucoup de choses. »

La notion d'« auteur » acquiert ici un tout autre sens. Le cinéma sert en quelque sorte de baromètre aux accès de fièvre d'une société. S'il refuse de trop s'attarder sur les ennemis qu'il connaît personnellement au moment de la révolution culturelle, Xie Tiel tient néanmoins à rendre hommage à « un ami français » qu'il connaît à Pékin en 1965, Abel Gance.

LICENCIEMENT DE LA DÉLÉGUÉE DES RENCONTRES DE SAINT-ÉTIENNE

M^{me} Nella Banfi-Brousson, déléguée générale des Rencontres cinématographiques de Saint-Etienne, a reçu le 29 juin, de la nouvelle municipalité, dont le maire est M. François Dubouché (U.D.F.-C.D.S.), son lettre de licenciement, avec deux mois de préavis. Ce licenciement fait suite à celui de M. Max Serreau, directeur de la maison de la culture (*le Monde* du 17 juin), maintenant remplacé par M. Jean-Louis Pichon, agent communal.

M^{me} Nella Banfi-Brousson dépendait en effet de la mairie précédemment tenue par M. Joseph Sanguedolce (P.C.), comme « chef de mission pour la coordination et l'animation cinématographique de Saint-Etienne ». Elle se trouve écartée, sans entretien préalable contrairement à ce qu'elle avait souhaité, et a décidé d'intenter une action en justice contre l'actuelle municipalité, car elle refuse les motifs invoqués pour retirer son soutien aux Rencontres : l'orientation trop « élitiste », déficit constant depuis la création en 1979 — alors que la seule année 1982 consacrée au cinéma polonais avait été déficitaire de 140 000 francs.

La subvention votée par la municipalité sortante pour les VI^{es} Rencontres (1984) n'a pas été reconduite. La séparation d'avec l'Association a été inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal du lundi 4 juillet. Si les Rencontres cinématographiques ne sont pas supprimées de fait, leur existence et leur fonctionnement vont se trouver compromis, sinon rendus impossibles par le retrait associatif de la mairie et de la subvention.

Tous ceux qui ont suivi ce festival local, dont les entrées n'avaient cessé de progresser, le considéreraient comme une réussite culturelle et populaire. Selon M^{me} Nella Banfi-Brousson, son licenciement et l'attitude portée aux Rencontres ont des motifs purement politiques. — J.S.

ils partent ensemble, Gance le défend, dit que *Printemps précoce* est un bon film. « Très touché par la mort de M. Gance », nous précisa-t-il, Xie Tiel tient à aller mettre des fleurs sur la tombe du réalisateur de *Napoleon*.

La Rochelle rend également hommage à Shyam Benegal (Inde), à Michal Devila (France), à Zarnesi (Pologne) et à Pavlovic (Yougoslavie). Avec la collaboration de Dominique Pétri, animateur du Studio 43, Jean-Loup Passek montre un choix de films français réalisés par des cinéastes d'Europe centrale, de pays de l'Est, de la zone des 30^e ayant le sens, avant de signer les États-Unis. Dans les années (1933) de Victor Trivas et Lifon (1934), de Fritz Lang, inspiré de Fernand Molnar, ont en commun d'être photographiés par deux opérateurs célèbres : Rudi Matis et Louis Né. La *Tendre Ennemie* (1935), de Max Ophüls révèle déjà l'univers intimiste et cruel de *La Ronde* et du *Plaisir* tournés en France après-guerre.

Pour Jean-Loup Passek, par ailleurs responsable du cinéma au Centre Georges-Pompidou, l'expérience qui consiste à mettre le patrimoine cinématographique à la portée de la province doit être poursuivie et amplifiée : « C'est la Rochelle qui nous montre des films chinois à La Rochelle : l'an prochain, nous aurons cent films chinois à Bonbourg. »

« Je crois à la décentralisation. Ici, elle est réussie. 92 % de notre public est constitué de gens de la région. En fait, c'est nous, les cinéastes, qui sommes allés dans les régions et cinquante hommes. Nous continuerons cette ligne pure et dure. Les festivals pourraient constituer un troisième circuit. La télévision a un rôle capital à jouer pour faire connaître les cinéastes du monde entier, comme elle le fit autrefois pour le cinéma américain. »

LOUIS MARCORELLES.

■ L'Académie d'architecture a décerné un médaille de vermeil, à titre posthume, à l'architecte Jean Bossu, mort brutalement le 18 mai dernier.

■ Le 17 mai 1912 à Nesles-la-Valle (Val-d'Oise), Jean Bossu avait déposé à l'école Boule et à l'école des arts décoratifs avant de travailler, de 1923 à 1932, avec Le Corbusier, puis, de 1933 à 1935, avec Auguste Perret et André Lurçat.

Après la guerre, il participe à la reconstruction du village du Boquet (Somme) avec Le Corbusier, puis travaille beaucoup à Madagascar, à la Réunion et, de 1953 à 1962, en Algérie. Il participe à la reconstruction d'Orléansville (qui deviendra El Aznam) après le tremblement de terre de 1954 : le centre Saint-Repas (détruit en octobre 1980) dans le nouveau tremblement de terre) tente de concilier l'architecture moderne, dans la lignée de Le Corbusier, et la suppression du « zoning », avec une place de marché au cœur d'un quartier d'habitations.

Un Bourguignon sensible et truculent

Vingtaine Festival du Marais, déjà ! L'événement mérite d'être célébré, car c'est bien lui qui a révisé aux Parisiens ce quartier alors déserté. Les jeunes équipes de Michel Raudou ont à la fois contribué à sauver une partie du patrimoine et rendu à la capitale la musique sublimée ou délicate, et l'avaient entièrement désertée pendant l'été.

Le Festival a beaucoup souffert depuis, d'abord d'être limité, ensuite de la pluie qui a noyé trop de manifestations et creusé les déficits. Mais son prestige reste grand et, jeudi, alors que la pluie, toujours, nous privait des enchantements de l'hôtel de Sully, la foule envahissait Saint-Merri pour entendre deux œuvres de Rameau : le tri-centenaire, interprété par les Arts florissants de William Christie. Il y a vingt ans, qu'il est là ?

Même si le coup de foudre a fait long feu, l'amour de Rameau est là, et commence le temps des découvertes : *Amorion* et *Pygmalion*, deux opéras ou entrées de ballet en un acte, sur des textes qui font sourire. Le vieux poète *Amorion* sacrifie également à l'amour et au vin ; les *Bacchantes*, furieuses que leur dieu ne soit pas seul célébré, l'obligent à renoncer à la femme qu'il aime, mais *Cupidon* vient de proclamer que « l'Amour nous permet de boire et [que] Bacchus ne défend pas d'aimer » ; réjouissance générale.

Motus d'action encore dans *Pygmalion*, qui décrit l'amour naissant du sculpteur pour sa statue, l'éveil

de celle-ci et les danses qui lui apprennent « le mouvement et le plaisir », pour la plus grande joie des peuples assemblés.

Chansons d'amour, chansons de boire, fureur des *Bacchantes*, profonds sommeils, violents tempêtes, peu importe à Rameau la mineur du prétexte, pourvu qu'il fasse de la musique sublimée ou délicate, et puisse multiplier ces danses qui enchaînent des mouvements, des rythmes, des couleurs, des atmosphères galantes recueillies ou rustiques, inépuisablement renouvelées, mêlées de chants glorieux et d'airs brillants aux vocalises inépuissables comme le *Jeuneux Rêve*, l'Amour de *Pygmalion*, aussi scintillant que du *Rosmède*.

Mais au milieu de ces flots de rubans multicolores, toujours Rameau ménage quelque dialogue de véritable émotion : c'est dans *Amorion*, l'Amour qui apparaît au réveil du poète comme un enfant « tout glacé de frayeur » ; dans *Pygmalion* le tendre sentiment qui peu à peu s'insinue et grandit dans l'âme du sculpteur pour son œuvre, et la statue qui s'anime : « Où suis-je ? Qu'est-ce que je pense ? D'où me viennent ces mouvements ? »

William Christie dirige cette musique avec une infinie délicatesse, la minute du musicologue et l'instinct du musicien ; il obtient des merveilleux instrumentistes qu'il a forgés l'exécution la plus rigoureuse et énergique, mais aussi la plus attentive aux climats perpétuellement changeants, aux confidences que recèle une note retardée ou une couleur ajoutée.

Et ses chanteurs, sans avoir de grandes voix, ont parfaitement assimilé les subtilités souvent paradoxales de la diction et du style romanesques : Philippe Cantar, mélancolique et sensible *Amorion* ; Jean-François Bignalet, surtout Dominique Visse, à la voix de haute-contre étrange teintée d'ironie, *Pygmalion* qui rêve sa vie comme un poète romantique, et l'extraordinaire, transparente, Agnès Mellon, au visage d'ange de *Vinci*, dont la voix claire semble arrachée au plus profond de l'être.

Amorion est peut-être plus parfait et vigoureux que *Pygmalion*, qui se prolonge abusivement en danses un peu guindées parfois, tandis que l'inspiration et la truculence ne se démentent pas dans la célébration de la truelle et de l'amour. Mais, comme le remarque justement Jean-François Labie, l'extraordinaire, transparent, Bourguignon ? Rameau est bien plus glacé de frayeur ; dans *Pygmalion* le tendre sentiment qui peu à peu s'insinue et grandit dans l'âme du sculpteur pour son œuvre, et la statue qui s'anime : « Où suis-je ? Qu'est-ce que je pense ? D'où me viennent ces mouvements ? »

JACQUES LONCHAMPT. * Ce programme sera redonné le 8 juillet, à 21 h 30, à l'hôtel de Sully. Les Arts florissants ont enregistré récemment *Amorion* (Harmonia Mundi, 1980). D'autre part, l'adresse de l'association Rameau, où l'on peut se procurer le guide de toutes les manifestations organisées pour le tricentenaire du compositeur, est : Ministère de la Culture, Direction des Arts et Lettres, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (et non pas 55 comme il était indiqué par erreur dans le Monde du 2 juin).

JAZZ

CURTIS MAYFIELD à Paris

Art noir

Voix tendue, aiguë, arrachée à l'étrange comme à la tradition la plus épurée de l'art noir. Chœurs à l'écoute éperdue, dans le rythme et dans les arrangements. Mais en place de grands studios, de grands professionnels. Curtis Mayfield n'est pas une star en Europe : mais il suffit d'entendre une introduction, une seule, d'un de ses thèmes, pour comprendre que toute une part de la musique populaire — américaine ou européenne — lui doit beaucoup.

Difficile à ranger, ces vedettes de la soul music ou du funk d'avant le funk. La sophistication de leur manière les assimilerait aux plus grands, ceux que nous connaissons. Leur destin commercial aurait pu leur assurer une reconnaissance. Et, pour compliquer l'affaire, les textes — ceux que chante Curtis Mayfield — envoient à l'assaut l'attention sur lui. Mais, dans chaque domaine, professionnalisme, variété ou projets, Curtis Mayfield s'est trouvé décalé par rapport au public européen.

Il est né à Chicago en 1942. Le blues, sans doute. Pour ceux qui aiment le jazz et le blues mais qui craignent de les voir relégués au passé composé. Curtis Mayfield chante *There's no place like America Today*. Conscient de son histoire musicale et de celle de son peuple. En musique, il n'est ni un musicien de jazz ni un archéologue du blues : simplement un chanteur très populaire dans la communauté noire.

FRANCIS MARMADE.

* Casino de Paris, le 4 juillet, à 21 heures.

CINÉMA

« LES JOCONDES », de Jean-Daniel Pillault

Filles d'aujourd'hui

Pascale (dix-neuf ans), arrive de sa province à Paris et se fait héberger par une amie d'une amie, Dominique (vingt-trois ans), institutrice, d'écologie maternelle qui vient de rompre avec l'homme qu'elle aimait. Sur cette situation, Jean-Daniel Pillault a bâti un film — son premier long métrage — où se tissent les relations, d'abord réservées puis compliquées, chaleureuses puis fragiles, de deux jeunes femmes unissant pour quelque temps leurs solitudes.

Ce n'est pas une étude psychologique. Le réalisateur s'en tient à des compartiments, des moments d'existence comme pris sur le vif. Le désenchantement de Pascale dans les couloirs du R.E.R. et du métro, où elle évoque par éclairs ses souvenirs d'un collège bon genre et très strict c'est tout ce qu'on saura de son passé, fait vite place au geste de la découverte, à une assurance conquise aux dépens de Dominique, plus mûre, plus éprouvée, mais installée dans le travail.

La provinciale vagabonde se lie avec des marginaux, veut ignorer les soucis matériels ; la Parisienne, ré-

chauffée par sa présence, veut, pourtant, préserver son indépendance. Alors, elles se chamaillent, se réconcilient, s'épuisent, forment, sans la moindre équivoque, une sorte de couple loquace Dominique accouche d'un enfant dont le père est peut-être cet homme sorti de sa vie.

L'univers masculin est en retrait, sinon absent. Jean-Daniel Pillault montre, avec une rare compréhension de la nature féminine, deux vraies filles des années 80, se débrouillant, seules, plus ou moins bien, aux prises avec les problèmes d'une société en crise. Double apprentissage : où chacune apporte quelque chose à l'autre, même si la plus jeune en sort meurtrie. Moderne par son sujet, par la manière de filmer, insolente dans l'actuelle production française, cette œuvre est interprétée par deux actrices inconnues, Diana Lohmeyer et Marie-Agnès Thien, qui renforcent la vérité humaine des personnages.

JACQUES SICLER.

* Voir les films nouveaux.

Christian de Portzamparc construira la nouvelle école de danse de l'Opéra à Nanterre

Le projet de Christian de Portzamparc, trente-neuf ans, a été choisi pour la construction de la nouvelle école de danse de l'Opéra de Paris à Nanterre (Hauts-de-Seine). Cet architecte est l'auteur, avec Georgia Benamo, de l'ensemble des Hauts-Formes, dans le treizième arrondissement. Il construit actuellement l'école de musique du septième arrondissement, rue Jean-Nicot (*le Monde* du 6-7 février).

Un jury de quinze personnes (architectes, représentants du maître d'ouvrage, et personnalités) avait examiné neuf propositions : Architectes (Jean Bernard et Francis So-

ler), Marie-Christine Gagnoux, Christian Hauvette, Maxime Kottoff et Marie Petit, Vladimir Mikrofou, Georges Pancherh, Ricardo Porro, Gérard Thurnauer.

L'école des « petits rats » (cent vingt garçons et filles de huit à dix-sept ans) sera érigée en bordure du parc André-Malraux, dans le quartier résidentiel de la Défense. En bordure d'un jardin, des bâtiments destinés à l'hébergement et à l'enseignement, nettement séparés, seront édifiés sur 9 000 mètres carrés ; leur coût est estimé à 66 millions de francs. Les travaux pourraient commencer l'an prochain.

PETITES NOUVELLES

■ Après la Seita, Philip Morris et Sany, une nouvelle société, Pathé-Mercator, va s'attaquer à la production musicale en France, grâce à une fondation dotée cette année d'un million de francs. Le premier bénéficiaire en est le Septième festival de l'Opéra, festival qui souhaite créer à la fois un événement musical, tout en faisant connaître le patrimoine architectural de cette région de la Normandie.

■ Un tableau de Mondrian a été adjugé 2,15 millions de dollars (environ 14,35 millions de francs) au cours d'une vente aux enchères chez Christie's, à 1930. Composition en rouge, bleu et jaune (50x50 cm) de la période de maturité du peintre, provient de la collection Barlow, architecte de New-York. Elle a été acquise par un collectionneur japonais.

■ Après la Seita, Philip Morris et Sany, une nouvelle société, Pathé-Mercator, va s'attaquer à la production musicale en France, grâce à une fondation dotée cette année d'un million de francs. Le premier bénéficiaire en est le Septième festival de l'Opéra, festival qui souhaite créer à la fois un événement musical, tout en faisant connaître le patrimoine architectural de cette région de la Normandie.

■ Un tableau de Mondrian a été adjugé 2,15 millions de dollars (environ 14,35 millions de francs) au cours d'une vente aux enchères chez Christie's, à 1930. Composition en rouge, bleu et jaune (50x50 cm) de la période de maturité du peintre, provient de la collection Barlow, architecte de New-York. Elle a été acquise par un collectionneur japonais.

■ Au cours de la vente, un tableau de Miro, le *Port*, provenant de la même collection, a été vendu 1,48 millions de dollars (environ 11,25 millions de francs). D'autre part, la collection d'art africain du prince Sadraddin Khan a été achetée au total de 743 800 dollars (environ 5,65 millions de francs) chez Sotheby.

■ Une exposition itinérante, organisée par Franco-Rail, présente à Paris, jusqu'au 11 septembre, plus de trois cents affiches de cinéma. L'exposition débute dans les six principales gares parisiennes avec trois séries d'affiches consacrées au film pollicar, au film d'aventure et au western. Renseignements : 574-97-97.

■ L'Académie des Inscriptions et belles lettres a élu M. Jean Lecat, égyptologue, comme secrétaire perpétuel en remplacement de M. André Dupont-Sommer, décédé. M. Lecat est membre de l'Académie depuis 1974.

THANAT — KATYA BERGER / JEAN-PIERRE ALIUMONT
TAYLOR / YVESDA EPONET / PAUL MULLER
JO MARRICONE — ALEXANDER MATCHEN
YORAM GEDUS — DAN WILKINSON

COMMUNICATION

VO

« Souvenirs, souvenirs »

La nuit du 23 juin, ça ne vous dit rien ? Juin 1963 ? Cherchez bien... vous ne voyez pas ? C'est la prise de la Nation. A l'appel de « Salut les copains », l'émission fait un million d'exemplaires, à l'appel de Philippe (pardon, de Daniel, on s'appelle par son prénom, à l'américaine), 150 000 jeunes de 12 à 18 ans descendent dans la rue et se dispersent par petites troupes sur la place érigée en temple du rock.

C'est la victoire de la révolution. En deux ans, une nouvelle classe a pris le pouvoir. Avec la complicité empressée des marchands, de disques, de transistors, de jeans, de bécanes et de blousons, les adolescents vont exercer une véritable tyrannie sur une société de consommation alors en plein essor. Maintenant, tout ça, c'est fini, terminé, oublié. Les jeunes, à présent, font moins envie que pitié. Mais à l'époque,

au lendemain des frénétiques débuts de Johnny au Golf-Drouot, l'intelligence stupéfaite a littéralement craqué sous l'impact d'un phénomène pourtant prévisible, attendu, importé avec un certain retard d'ailleurs des Etats-Unis où les teen agers sacrifiaient depuis belle lurette au « King », à Elvis Presley et à tous ceux qui l'ont précédé ou imité ou suivi.

Chez nous, on copie, on adapte, on traduit à tour de bras. Francis, le yeah-yeah fouais, quel pontuant les couplets des groupes : anglo-saxons donnent naissance au yé-yé, terme générique désignant la génération la plus privilégiée qu'on n'ait jamais vue, au music-hall, à l'antenne, il n'y en a que pour elle. Les journaux, les revues, lui consacrent de savantes et baroques études. Sheila, Sylvie, Françoise, Edith... le culte de ces frustes petites folles, en carton-pâte atteint des proportions telles que les Braxsens, les Forés et les Brel mis au rancard, rangés au rayon des

vieilles lunes devront ronger leur frein et se résigner à une longue traversée du désert.

Pendant ce temps-là, la France en tee-shirt et en basket, twist, jérôme, la tête cassée de rangées implacablement martiquées par la radio, du style l'école est finie ou La Plus Belle pour aller danser. Dire que vingt ans plus tard nos propres gosses auront le culot de se prévaloir d'un culte secret longtemps brimé pour ce qui relève aujourd'hui, à nos yeux, de la simple pop-musique.

« Pourquoi l'époque ce passé déjà lointain ? Pourquoi la vous raconte Verdun ? Parce que Johnny Halliday qui présente tous les samedis et les dimanches à midi sur Antenne 2 « Souvenirs, souvenirs », une anthologie du rock, s'en absente. Parce qu'il évoque, un à un, avec beaucoup de complaisance, de modestie et de discrétion, les pionniers, les anciens, les Little Richard, les Rickie Nelson qui ont su inventer les rythmes de notre temps.

CLAUDE SARRAUTE.

EDUCATION

Pour faciliter l'insertion sociale des jeunes de 16 à 18 ans.

UN CERTIFICAT DE FORMATION GENERALE EST CREE.

Un certificat de formation générale a été créé par un décret publié au Journal officiel du 2 juillet. Destin à valider la capacité à « utiliser les outils essentiels de l'information et de la communication sociale », il concerne les jeunes de seize à dix-huit ans ayant suivi un stage d'insertion professionnelle, mais pas exclusivement. Des adultes peuvent en effet s'inscrire à l'examen. Toutefois, les stagiaires « seize-dix-huit ans » bénéficient d'un aménagement des épreuves menant au diplôme puisqu'ils ne passent qu'un oral. L'épreuve doit permettre au jury d'apprécier l'aptitude de chaque jeune à « effectuer les démarches nécessaires en vue d'une insertion sociale et professionnelle », ainsi que ses connaissances dans les disciplines d'enseignement général.

L'objectif de ce diplôme est, selon le ministre de l'éducation nationale, de contrôler l'acquisition par les stagiaires d'un minimum de connaissances mais aussi de les inciter à acquérir une qualification professionnelle. Leurs titulaires pourront notamment être dispensés de certaines unités capitalisables pour l'obtention d'un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.).

La création de ce diplôme correspond à l'une des propositions faites par M. Bertrand Schwartz, professeur à l'université de Paris-Dauphine, dans un rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, fait à la demande du premier ministre (Le Monde du 20 octobre 1981).

DRONT Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-entrée
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 01.42.33.22.22/01.42.33.22.23

LE P.-D.G. DE RADIO-FRANCE RÉCLAME UNE « POLICE DES FRÉQUENCES »

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais prendra une participation de 49 % dans le capital de la Société régionale de télévision Nord-Pas-de-Calais - Picardie dont FR 3 conservera le reste des parts. Cette décision a été annoncée par M. Pierre Mauroy, sénateur, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de Fréquence Nord, la première des stations décentralisées de Radio-France, créée en mai 1980.

Le P.-D.G. de Radio-France, qui accompagnait le premier ministre, a pour sa part, réclame une « police des fréquences » afin d'éviter aux auditeurs toute confusion, sur la bande F.M. Dans une « lettre avant l'été » de vingt-cinq pages adressée au personnel, M. Jean-Noël Jeanneney, demande par ailleurs qu'« un peu d'ordre » soit mis sur la modulation de fréquence et que de nouvelles longueurs d'ondes soient affectées aux stations décentralisées au lieu de leur en attribuer d'anciennes appartenant à France-Inter.

Le P.-D.G. de Radio-France répond d'autre part aux divers mouvements de grève qui ont touché les stations régionales. Vouloir « chasser quelques morosités » qu'il a parfois perçues « dans les coulisses de notre monde rond ou dans nos stations décentralisées », M. Jeanneney entend mettre en place un « système de relations harmonieuses » entre France-Inter et les « radios de pays » qui ont leur spécificité sans être des « petites sœurs homophobes » de France-Inter.

• Premier accord sur la convention collective de l'audiovisuel public. L'Association des employeurs de l'audiovisuel public et l'ensemble des syndicats viennent de signer un premier accord sur les dispositions générales de la convention collective des travailleurs de l'audiovisuel. M. Jacques Pomonti, président de l'association des employeurs, estime que « ces nouveaux accords, élaborés dans un climat de concertation, permettent d'envisager la conclusion de l'ensemble des travaux avant la fin de l'année ». Le secrétariat d'Etat aux techniques de la communication s'est réjoui « du sens des responsabilités de l'ensemble des parties ».

Cette convention collective doit permettre d'unifier le statut de quelque 15 000 personnes, réparties en 250 métiers différents au sein de l'audiovisuel public. Elle a donc lieu depuis un an et demi à des négociations difficiles, émaillées de mouvements de grève en avril et novembre derniers.

APRÈS LA DISGRACE DE M. JEAN-PIERRE GUÉRIN

Limogé vendredi 1^{er} juillet par le P.-D.G. de TF 1 de son poste de directeur-délégué à l'information (Le Monde du 3-4 juillet), M. Jean-Pierre Guérin, dans un communiqué publié dimanche, déclare : « Rien ne laissait prévoir l'annonce publique et immédiate de ma révocation et de mon remplacement. Aucun grief professionnel ne m'a été reproché », précise-t-il, lors de l'entretien que j'ai eu vendredi après-midi à ma demande avec M. Michel May.

Les organisations syndicales de journalistes de TF 1 manifestent également leur surprise, voire leur indignation, devant la méthode employée. Pour le Syndicat national de l'audiovisuel-C.F.T.C., « une fois de plus le mépris des hommes a prévalu ». Le S.N.A.-C.F.T.C. souligne « que ce quinquième changement hiérarchique (...) ne soit pas le prélude à une reprise en main politique ».

Dénouant la « brutalité » de la disgrâce, le S.N.J. et le S.J.F.-C.F.D.T. estiment que « en l'absence actuelle d'éléments suffisants d'appréciation », il n'est pas permis « de donner une interprétation politique au renvoi soudain d'un homme dont ils estiment les qualités professionnelles et humaines ».

Pour Force ouvrière, M. Guérin avait un « constant souci de concertation et de dialogue », et F.O. « regrette qu'il n'ait pu bénéficier de tous les concours qu'il était en droit d'attendre au sein de la société ».

Les délégués syndicaux devaient être reçus lundi après-midi 4 juillet par M. Michel May.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 01.42.33.22.22/01.42.33.22.23

LES VACANCES... Pensez-y !

VÉHICULES EN LOCATION

MODÈLES	1 jour avec 75 km	7 jours avec 1.500 km	14 jours avec 3.000 km
104, R5, SAMBA	106 F	1 300 F	2 500 F
FUEGO, 305	160 F	2 000 F	3 800 F
PEUGEOT 205	175 F	2 300 F	4 300 F
R20, 505	220 F	2 850 F	5 200 F

EXPRESS-ASSISTANCE PARIS - 727-27-27 Agences à NICE et LYON

Lundi 4 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Film : King Kong. Film américain d'E.B. Schoedsack et M.C. Cooper (1933), avec F. Wray, R. Armstrong, B. Cabot, S. Hardy. (N. Rediffusion.) Une équipe de cinémas va tourner dans une île de l'archipel malais. Les indigènes entendent la vedette filmée et l'offrent à leur « roi », un gorille géant vivant dans une jungle avec des animaux préhistoriques. Le mythe de la belle et la bête dans un film d'aventures fantastiques resté justement célèbre pour son atmosphère d'exotisme, d'oubli, d'épouvante, et ses trépassés.

22 h 10 Journal de voyage avec André Malraux. Les apprentissages d'un regard, réal. J.-M. Drot (rediff.). Picasso, Max Jacob, Goya... la vie de l'auteur de la Condition humaine sous l'angle de ses relations avec l'art. Une des meilleures réalisations de Jean-Marie Drot.

23 h 5 Journal.

23 h 20 Un soir une étoile. Chaque jour, quelques minutes sur les astres, les planètes, par S. Goldman.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

Changez de pot en 30 minutes
60 centimes en France
POT. 32.32
MIDAS

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Falstaff. Opéra de Verdi, enregistré à l'Opéra de Paris. Avec C. Desdani, B. McCanley, B. Hendricks. Truculent mais désargenté, Falstaff ne trouve d'autre solution pour garantir sa bourse que de courtiser de riches bourgeois. Une mise en scène contemporaine de Georges Wilson, une direction fine de Selji Ozawa, un spectacle complet, en liaison avec France-Musique.

22 h 25 Document : 31 juillet. Michèle Rostier et Jacques Kébedian ont installé leur caméra le 31 juillet à la gare de Lyon... Les départs en vacances.

23 h 35 Journal.

TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film : Quelque part en Europe. Film hongrois de G. Kautzky (1947), avec L. Horvath, M. Gabos, S. Basley, A. Somlay, G. Bady. (N.) En 1944, dans la Hongrie de l'amirol Horthy, livrée aux nazis, les jeunes pensionnaires d'une maison de redressement, délivrés par un bombardement, forment une bande errante qui pille les fermes. Ils s'installent dans un château en ruine où vit un vieux musicien. Sujet émouvant : les malheurs de la guerre et l'enfance perdue. Très apprécié dans le contexte historique de sa sortie, ce film apparaît aujourd'hui trop édulcoré dans sa deuxième partie qui glisse vers le « réalisme socialiste » des pays de l'Est.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa. De G. Peronnat. Un nouveau cou-ferry entre le continent et la Corse : le Corsica.

23 h 14. Une minute pour une image, d'Agnes Varda. L'album imaginaire de Claude Neri par un chirurgien-dentiste.

23 h 15 Prélude à la nuit. Le Bonf sur le toit, de D. Milhaud, par P. Corre et E. Exerjean (piano).

FRANCE-CULTURE

20 h. « Les Petites Chies », d'A. Perry-Bouquet.

21 h. L'autre scène ou les vivants et les défunts : La maison des philosophes.

22 h 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35. Concert (donné à l'Opéra de Paris en décembre 1982, en liaison avec A2) : Falstaff, de Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. S. Ozawa, chef des chœurs, J. Laforgue, mise en scène, G. Wilson, sol. B. Hendricks.

23 h. Fréquence de nuit : L'amour ; œuvres de Monk, Aperghis, Schmel, Labbe.

Mardi 5 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Vision plus.

12 h 30 Le bar de l'été.

13 h Journal.

13 h 45 Série : Destination danger.

14 h 40 Croque vacances.

14 h 45 Tour de France (et à 19 h 45).

18 h Le rendez-vous.

18 h 10 Récit : Joseph Balsano.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Superdiff.

20 h Journal (et à 23 h 05).

20 h 35 Météo-été.

Yamick Nook, A. Orléand (rediff.).

21 h 40 Télévision : de chambre : La couleur de l'été.

De Pascal Kari, prod. INA.

Deux couples inséparables dans une maison des Cévennes sont aux prises avec des phénomènes lumineux inexplicables : un mini-film fantastique, qui utilise avec brio les effets vidéo.

22 h 35 Regards entendus : Francis Bacon. Par Michel Loris, prod. INA, réal. Luc Béraud. La peinture instantanée, troublante, de Francis Bacon par l'auteur de l'Age d'homme : la rencontre de deux artistes vivants, un « exercice de lauréalisme ».

Superbe, excellent.

23 h 20 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Film 45.

12 h 30 Tour de France.

13 h 35 Série : Le Virginien.

14 h 45 Aujourd'hui la vie.

15 h 45 Dessins animés : Bugs Bunny.

16 h 55 Sports été.

Golf : Les Masters aux Etats-Unis ; Jeux européens des handicapés.

18 h Récit A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : la Fureur du danger. Film américain de H. Neidham (1979), avec B. Reynolds, J.-M. Vincent, S. Field, B. Keith, J. Marley, J. Best.

Le plus célèbre cascadeur d'Hollywood qui souffre, secrètement, de convulsions internes, se trouve confronté à un jeune rival, plein d'assurance et en bonne santé. Les risques encourus par les cascadeurs de cinéma servent de prétexte à des scènes toujours plus sensationnelles et spectaculaires.

22 h 15 Débat : la mort en spectacle. Avec M.M. Henri Verneuil, Jean-Louis Trintignant, Remo Forlani et des cascadeurs.

23 h 15 Journal.

mise en coupe réglée par les frères Dalton. Ces hors-la-loi font alliance avec une tribu indienne. Passage réussi d'une éblouissante bande dessinée, produisant le western, au cinéma d'animation. Les auteurs ont réuni divers épisodes des aventures de leur héros solitaire auquel convient - qui l'eut cru ? - la voix de Marcel Bozzuffi.

21 h 40 Journal.

22 h Série l'aventure : le Montagne du diable. En explorant Bora-Bora, une île polynésienne, un jeune aventurier américain découvre un ancien lieu de sépulture.

22 h 58 Une minute pour une image, d'Agnes Varda. L'album imaginaire de Claude Neri par un conservateur.

23 h Prélude à la nuit.

« Octandre » de Varèse, par les Philharmoniques de Châteauroux, dir. J. Kovács.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Identités et appartenances.

8 h. Les chemins de la connaissance : Jean Beaufret à la rencontre de Heidegger ; à 8 h 32, le pèlerinage de la route à 8 h 50, les chemins de l'âme.

9 h 7. La musique des autres : les livres des autres.

10 h 45. Etranger mon ami : « Fanny et Alexandre », d'E. Bergman.

11 h 2. Les chœurs de Radio-France (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5. Agoria.

12 h 45. Passerama : Fanatisme et résistance en Amérique latine.

14 h. Som.

14 h 5. Un être, des voix : « La Petite Fille au tambour », de J. Le Carré.

14 h 45. Les après-midi de France-Culture : Variations ; à 15 h 20, Magazine international : l'esprit de défense aux Etats-Unis ; à 17 h, Bon anniversaire monsieur Kafka.

18 h 30. Feuilleton : Le grand livre des aventures de Brocton.

19 h 25. Jazz à l'antenne.

19 h 30. Sciences : désordre et ordre, avec I. Watt, de l'université de Stanford.

20 h. Dialogues franco-portugais : l'engagement des intellectuels.

22 h 30. Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin.

7 h 5. Concert : œuvres de Webern, Liszt.

8 h 45. Le journal de musique.

9 h 10. Concert : œuvres de Bartok, Berlioz.

9 h 5. Le matin des musiciens, l'harmonie dans la musique française du XIX^e siècle : Ravel, Stravinsky.

12 h. Archives lyriques : E. Grumet, soprano.

12 h 35. Jazz.

13 h. Les nouvelles musiques en dialogue.

14 h. Chœurs de son enfance.

14 h 30. Panorama R.D.A. : « Halle » ; œuvres de Mathis, W. Strauss.

17 h 5. Les intégrales : des œuvres de M. de Falla.

18 h 30. Soirée concert (donné le 9 mars 1982 au studio 106) : œuvres de Marco, Schaeffer, Kessler, Cage, Ferrari, avec M. Joste, piano.

19 h 35. L'imprévu.

20 h 30. Concert : Quatuors à cordes de Beethoven, Nigg, Jansack, par le Quatuor Enesco : C. Bogdanov, F. Szegedi, I. Stancu et D. Fedorova.

22 h 30. Fréquence de nuit : Danses organiques ; 23 h 35, Jazz Club : Mose Allison.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 4 JUILLET

— M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

MARDI 5 JUILLET

— M. André Laborrie, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BBCM 8, rue de Bani - 75008 Paris

sans bac! 523.55.55

LISEZ L'APRÈS-BAC SPECIAL SANS BAC

كتاب النحل

Le Monde

ECONOMIE

Retour au bon sens dans les campagnes chinoises

Depuis 1949, les autorités chinoises ont imposé une redoutable discipline : d'un côté, la population et son accroissement, de l'autre, le développement de l'agriculture a permis de supprimer de larges pans de misère, mais, en 1982, les Chinois sont 1 milliard 8 millions, dont le dixième ne touchait pas les rations alimentaires minimales, tandis que les autres se contentent d'un ordinaire frugal. De plus, malgré la très énergique politique de restriction des naissances, l'horizon 2000 annonce une population de 1,2 à 1,3 milliard.

Les autorités interviennent sur trois fronts : les institutions rurales, la production, les importations.

Mieux utiliser le paysan

Les extraordinaires qualités du paysan chinois sont bien connues, mais encore faut-il les utiliser à bon escient. Alors que les Soviétiques préservent dans les ordres collectifs, les Chinois ont taillé dans le vif. Les unités collectives ont été divisées entre les paysans et le commerce privé est vivement encouragé. Le gouvernement joue également sur les prix, à l'achat des céréales, à la vente des engrais, par des subventions.

Ces incitations portent leurs fruits : la production augmente et se diversifie. L'an dernier, du nord au sud, le jour du marché, nous tombions sur un spectacle inconnu dans nos précédents voyages : une mer de chapeaux de paille autour des étalages, poulets caquetant, pyramides d'œufs, marchand de clous, vendeur de légumes... tandis que d'autres paysans se pressaient devant le bâtiment administratif pour acheter des engrais chimiques.

Fort peu de terre

Audacieuse, cette libéralisation existe un appareil de production quasi sans failles. Nous voici au Hunan (Centre-Sud). Les collines boisées ondulent, encaissant les petites plaines où s'étalent les rizières. Des pompes élèvent l'eau de la rivière aux polders supérieurs. Le riz pousse dru, bien irrigué, sur des sols soigneusement aplatis. Nouvelles variétés, engrais chimiques, pesticides, aide, les rendements moyens se situent autour de 5 000 kg/ha par récolte.

Dans le district, chaque famille reçoit 1/15 d'hectare par tête. Avec deux récoltes successives dans l'année, une famille de cinq se débrouille sur 1/3 d'hectare, donnant 3 500 kg de paddy, soit 2 300 de riz. Elle en consomme 900 et vend le reste à l'Etat et sur le marché libre. A ces recettes s'ajoutent les ventes de quelques porcs, volailles, un peu d'artisanat. Les producteurs arrivent à tourner. Peu à peu, ils élargissent pour reconstruire ou améliorer leur habitat, acheter une bicyclette, un transistor, une montre... Exemple typique des zones avancées de Chine.

A l'autre extrême (Nord-Ouest), arides sous dans un village de montagne. Une famille de cinq personnes reçoit 1,75 ha. Le froid de l'hiver, l'aridité, la médiocrité des sols freinent ou bloquent un fort recours aux engrais chimiques, tout en excluant les doubles récoltes annuelles. Les paysans boivent la tête. « Nos rendements n'ont guère bougé depuis la libération. » Par un ciel généreux, la famille rentrera 1 250 kg de blé, sinon dans les 750. Quant aux porcs et à la volaille, ils sont beaucoup moins nombreux qu'en plaine. Ainsi, la famille n'aura pas souvent un surplus de grain à vendre.

Entre ces deux types de situations apparaissent de multiples régions à un stade intermédiaire de développement : maîtrise de l'eau et irrigation peu sûres, sols pas très bons, manque d'engrais, faiblesses de planification et de gestion. Le paddy pourra donner 2 000-3 000 kg/ha, le blé 1 500, le maïs 1 500-2 000.

Et l'avenir ?

Les régions avancées - une partie des districts du Nord-Est et de la grande plaine, des zones centrales et méridionales - atteignent des moyennes de 3 000-4 000 kg/ha de blé ou de maïs, 5 000-5 500 de paddy. La marge supplémentaire de progrès ne peut être élevée à partir de ces niveaux déjà fort respectables.

Les terres pauvres, impossibles à irriguer, peuvent gagner quelques sacs de grain à l'hectare, mais en

« dry farming » il est rare de dépasser les 1 000 kg/ha. De surcroît, une deuxième récolte en saison sèche est exclue.

Comment se présente l'avenir ? Premier embarras, la surface cultivée nette (topographique) sera officiellement de 100 millions d'hectares pour un territoire de 9,6 millions de kilomètres carrés, dont la moitié abrite moins de 10 % de la population. Or aucun des cadres chinois rencontrés l'an dernier ne croit à ce chiffre. D'après les satellites américains, auxquels ils se réfèrent, la surface se situerait entre 133 et 147 millions d'hectares, à la suite du sous-enregistrement défectueux des terres. D'autres estimations avancent 120 millions. Quoi qu'il en soit, toute prévision demeurera incertaine aussi longtemps que l'écart n'aura pas été révisé.

Second problème : quelles sont les surfaces approximatives dotées d'un bon potentiel agricole mais inutilisées ? A défaut de chiffres, nos interlocuteurs soulignent plusieurs problèmes majeurs. Tout d'abord, la recherche agronomique a beaucoup souffert de l'isolement technologique sous l'ère de Mao Zedong et de la très insuffisante formation de cadres. Ces tendances sont énergiquement combattues aujourd'hui, et les réformes portent peu à peu leurs fruits, comme, par exemple, avec le riz hybride qui donne 750 kg/ha supplémentaires de paddy.

Plus que jamais, l'eau reste le facteur-clé : irrigation indispensable en plaine du Nord (pluviosité faible et incertaine), très nécessaire comme appoint dans le Centre et le Sud. Or la grande plaine arrive au bout de ses possibilités. Le ministère des travaux hydrauliques étudie les variantes d'un projet gigantesque : détourner une partie du Yang Zi vers le nord.

L'utilisation plus efficace de l'irrigation existante assurerait des progrès sensibles, ce qui nécessite des techniques encore peu soignées et, selon les cas, coûteuses. Du côté des engrais chimiques, la hausse de la consommation est spectaculaire depuis 1972, grâce, entre autres, à la construction de plusieurs grandes usines, avec collaboration étrangère, mais il reste des possibilités à mieux exploiter, comme en matière de pesticides, où subsistent des faiblesses. D'autres améliorations s'imposent en matière d'administration, de cadres.

Après deux ans de tassement

(1980 et 1981), du fait, en partie, du mauvais temps en 1982, la production de céréales (riz-paddy), de soja et de tubercules (1/5 de poids brut) monte à 353 millions de tonnes contre 332 millions en 1979. L'objectif pour la fin du plan (1985) est de 360 millions de tonnes, avance modeste mais significative d'une marge de manœuvre relativement étroite, du fait des progrès déjà atteints (1).

Les importations

De 1961 à 1975, les importations de grain (surtout blé et un peu de maïs) fluctuent autour de 5 millions de tonnes par an. Ces dernières années, la Chine signe une série d'accords à moyen terme avec les pays occidentaux et l'Argentine portant sur une fourniture de 12,5 à 18 millions de tonnes par an (15 millions de tonnes en 1982). Quant aux exportations de riz, elles sont tombées en dessous de 1 million de tonnes.

A juste titre, les Chinois respectent mieux aujourd'hui la vocation des sols, réduisant la surface céréalière en faveur du coton, des oléagineux, du sucre, ce qui devrait permettre de faire baisser les importations de ces produits. De plus, il paraît parfois plus avantageux d'importer du grain pour nourrir les grandes villes du Nord que d'y acheminer des céréales depuis le Sud. Enfin, il n'est pas question de faire pression sur les paysans par le biais de prélèvements abusifs.

En conclusion, si les céréales gardent une place centrale, les Chinois accroissent la diversification de l'économie rurale : cultures commerciales, grand et petit élevage, pêche, légumes. Pression des hommes sur la terre, limites de l'espace cultivable, incapacité des villes à absorber le surplus rural resserrent la marge de manœuvre des dirigeants. Ils s'efforcent d'utiliser au mieux les vitons dans leur jeu.

GILBERT ETIENNE.

(1) L'incertitude sur les surfaces cultivées conduit à bien des réserves sur les statistiques de production, mais la tendance devrait être, en gros, correcte.

Le Plan, ou tous les œufs dans le même panier

Le Parlement continue à discuter le projet du IX^e Plan. Le Plan, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, a cessé depuis longtemps, s'il l'a jamais été, d'être cette « ardente obligation » qu'il était déjà pas quand le général de Gaulle exhortait les Français à le considérer comme tel. L'arrivée de la gauche n'a pas changé grand-chose à cette situation. Il est bien clair que les grandes

options de politique économique se décident en dehors du Plan et que l'adoption de ce dernier apparaît chaque fois comme un rituel auquel on sacrifie plus par habitude que par conviction, sans d'apercevoir la nécessité de l'exercice. André FOURCANS expose ici quelques-unes des raisons qui peuvent expliquer ce lent mouvement de désaffection.

par ANDRÉ FOURCANS (*)

En outre, les technocrates et les administrateurs sont-ils dans une meilleure position que les entrepreneurs pour prévoir les besoins futurs en ciment, cuir, machines, frigidaire, voitures et chemises ? Les bureaucrates savent-ils mieux que les entrepreneurs directement concernés les conséquences probables et les ajustements à effectuer lorsque les goûts des consommateurs, les technologies et la rareté des matières premières changent ? Sans compter que, l'engagement et la responsabilité personnels des administrateurs des hommes politiques qui prennent les décisions étant relativement réduits, on ne peut en espérer les meilleurs résultats possibles.

D'ailleurs, comment croire que la rationalité économique globale puisse être supérieure à partir du moment où tout un chacun prend ses décisions sur la base des mêmes informations, des mêmes prévisions (celles effectuées par le Plan étatique), c'est-à-dire à partir du moment où la société « met tous ses œufs dans le même panier », alors que nous vivons dans un monde où l'incertitude est formidable et où, donc, des projections économiques précises sont quasi impossibles ? Là aussi, l'expérience passée est révélatrice.

Lorsque l'environnement était relativement stable, les résultats économiques globaux - sinon par secteurs - étaient proches de ceux du IV^e et du V^e Plan (1962 à 1970). Mais il en alla autrement dès le début des années 70. Alors que le V^e Plan (1971-1975) prévoyait une croissance moyenne de près de 6 % l'an, le chiffre effectif dépassait à peine 4 %. L'écart fut encore plus grand pour le VI^e Plan (1976-1980) : une croissance de quelque 3 %, alors que les prévisions annonçaient entre 5,5 et 6 % !

En fait, si l'on va un peu au-delà des mots, l'évaluation est très différente. Pour situer le problème, d'abord quelques faits d'expérience. En 1970, la commission de l'Industrie du VI^e Plan considérait la sidérurgie comme un des secteurs effectivement compétitifs et concluant son rapport par une déclaration triomphante : « On peut parler d'un succès du Plan sidérurgique mené de façon conjointe par la profession et l'administration. »

En 1975, lors de la préparation du VII^e Plan, le groupe chargé de la sidérurgie proposait un accroissement considérable des capacités productives de cette industrie, ainsi qu'une augmentation des effectifs... Quand on sait le massacre que ce secteur a connu depuis, de telles déclarations paraissent à lire et elles n'avaient pas en de conséquences aussi désastreuses.

Pourquoi ce type d'erreurs ? D'abord, parce que la société est trop complexe pour pouvoir faire l'objet de prévisions centralisées. Le dirigisme industriel pouvait à la rigueur se justifier au sortir de la deuxième guerre mondiale. A cette époque, les besoins étaient évidents pour tous, faciles à déterminer et à mesurer. Il fallait du charbon, du ciment, de l'acier, des locomotives, de l'électricité, des engrais. Le Plan pouvait dans ces circonstances ordonner des productions de façon satisfaisante. Mais les années 40 ou 50 sont passées. L'environnement est totalement différent. Les besoins sont maintenant diversifiés à un degré inaccessibles à l'esprit. La France est devenue sur le monde et non plus repliée sur elle-même.

Mais il y a plus grave que ces erreurs de prévisions. Sous couvert de rationalisation, le dirigisme industriel conduit trop souvent au renforcement des corporations, des cartels, et à la confusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique ou administratif.

Lorsque, de facto, la puissance publique s'engage, par ses prévisions chiffrées, à ce que l'évolution de chaque secteur soit d'un certain montant, elle se trouve quasiment piégée et poings liés vis-à-vis de ces secteurs. Si les choses ne se passent pas comme prévu, l'Etat est contraint d'intervenir pour protéger et aider les industries concernées. « La planification, nous dit l'ancien commissaire au Plan Michel Albert, a surtout servi à dispenser des aides de l'Etat à des entreprises. Or, si l'on met en regard des différents secteurs le volume des aides qu'ils ont reçues depuis dix ou quinze ans, on ne constate aucune corrélation entre le volume de ces aides et les succès obtenus dans la compétition internationale. (1) »

Pour terminer, une précision afin d'éviter tout malentendu. Il n'est nullement question de condamner la planification étatique en soi. Elle est indispensable dans nombre de domaines. En particulier là où l'Etat doit jouer un rôle d'orientation et d'intervention. Et, dans cette optique, elle est beaucoup plus éclairée. L'Etat doit planifier à moyen terme, ou, si l'on préfère, programmer à moyen terme, les activités qui relèvent directement de sa compétence : budget, fiscalité, sécurité sociale, monnaie, concurrence, défense, etc. Mais les sociétés modernes exigent qu'il se désengage beaucoup plus des activités qui relèvent directement de la compétence des entreprises et des citoyens en général. Bref, qu'il mette en œuvre de larges et véritables décentralisations.

(*) Professeur d'économie à l'ESSEC.

(1) Michel Albert, Cours à l'IEP de Paris, 1979.

AVEVENTURIER DE LA FINANCE OU GRAND PATRON ?

Bernard Tapie, l'infatigable «repreneur» d'entreprises

« La faillite, nous voilà » : tel pourrait être le slogan de ce jeune chef d'entreprise qui s'est forgé une spécialité : reprendre celle des autres, à la seule condition qu'il s'agisse de sociétés moribondes. En l'espace de cinq à six ans, M. Bernard Tapie a réussi l'exploit de bâtir, sans un seul échec pour l'instant, un groupe composé d'unités en apparences disparates, toutes rachetées pour un franc symbolique en échange de l'apparement des déficits et avec l'espoir d'un rapide redressement.

NOM : Tapie ; prénom : Bernard ; âge : trente-huit ans ; situation de famille : marié, trois enfants ; profession : président d'une société spécialisée dans la reprise d'entreprises en difficulté ; signes particuliers : un physique avantageux et... l'exactitude aux rendez-vous.

Une fiche signalétique bien courte pour tenter de comprendre comment ce fils d'industriel de la « banlieue rouge » parisienne, « sorti d'une toute petite école d'ingénieurs qui ne préparait guère à des carrières fulgurantes » selon sa propre expression (1), a su se bâtir en une demi-douzaine d'années et sur son seul nom un véritable petit empire d'une trentaine de sociétés dans des secteurs totalement différents et qui réalisent aujourd'hui un chiffre d'affaires consolidé de près de 2,5 milliards de francs avec un peu plus de 7 000 personnes.

« L'une de mes grandes chances », explique M. Tapie à l'appui de cette réussite-éclair, « c'est d'avoir subi l'injustice : mais au lieu de m'enliser, elle m'a galvanisé. J'en suis sorti en me disant : ce sont tous des salauds. A partir de là, j'ai pu éprouver la haine de l'establishment. Je les hais parce qu'ils sont lâches, égoïstes, pas très intelligents. Tout en étant souvent étonnamment incompétents, ils sont investis d'un pouvoir énorme. Moi qui reprends des boîtes en déconfiture,

Personnage très controversé dans le monde des affaires, où l'on a été fait de marginaliser les « gagnants » dont l'origine ne doit rien à des familles patriciennes, M. Tapie n'entend pas en rester là. Après s'être intéressé à des sociétés éparpillées selon les occasions qui se sont offertes à lui, il applique aujourd'hui une stratégie visant à occuper certains créneaux. L'une de ses dernières opérations a porté sur une société cotée en bourse, Testut-Aquitains, et le groupe vient de continuer son offensive tout en rachetant la société de prêt-à-porter Mic-Mac (le Monde du 28 juin).

Je suis bien placé pour en parler ! (1). Avec de tels propos - il a gardé pour habitude de ne pas mâcher ses mots - comment s'étonner qu'il se soit allié si longtemps les milieux d'affaires, toujours prompts à répéter les francs-tireurs, surtout quand ceux-ci ont le mauvais goût de collectionner coup sur coup toute une série d'entreprises qu'ils avaient envoyés un peu trop rapidement « à la casse ».

Les morts illégitimes : c'est bien dans cette direction que M. Tapie a esquissé ses premiers pas lorsque, ingénieur conseil dans le cabinet Scp, Promotors, Asco, il se prend à croire en l'avenir d'une entreprise de reliure industrielle dont le dossier lui a été confié. Dossier difficile, qui le met aux prises avec sa propre direction. La décision est vite prise : plutôt que de se heurter « au conservatisme de la maison », le rachète son propre oncle, la société Diquet-Deny, en toute simplicité. Mais avec l'appui de celui qui va lui permettre de démanteler en apportant sa caution morale : M. Pierre Despeisses, juge au tribunal de commerce de Paris, et, à l'époque, directeur général d'une banque liée au Crédit lyonnais.

A partir de là, il n'y avait plus qu'à suivre, raconter-t-il, et sur les nombreuses sociétés que j'ai reprises, il n'y a eu aucun ratage, pas même sur cette première entreprise qui semblait avoir toutes les chances d'aboutir à un fiasco. SERGE MARTI (Lire la suite page 14.)

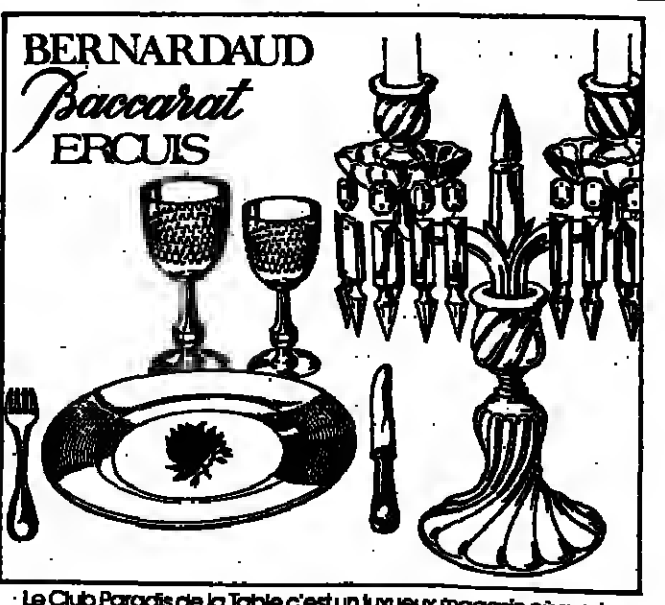
Un laborieux « mea culpa »

On ne change pas facilement de doctrine, surtout quand un tel changement implique la reconnaissance au moins implicite de graves erreurs d'appréciation commises dans le passé. Dans son dernier bulletin, intitulé *Etudes spéciales*, l'O.C.D.E. publie un article sous le titre « Les déficits du secteur public : problèmes et implications en matière de politique économique ». Ce texte illustre les difficultés du virage opéré, sous l'effet de la nécessité, par les économistes du château de la Muette.

Le temps n'est pas éloigné où l'O.C.D.E. n'hésitait pas à jeter tout le poids de son autorité intellectuelle pour pousser les pays membres dans des voies qui se sont révélées sans issues, obligeant ceux qui s'y sont engagés à rebrousser chemin, ce qui s'est traduit par autant de sacrifices inutilement imposés à la population. L'insécurité venant du fait qu'on aurait pu éviter une partie de l'inflation et du chômage subis si les politiques économiques n'avaient pas été inflexibles dans le mauvais sens. C'est ainsi qu'en 1978, l'O.C.D.E. a fortement recommandé (avec, à l'époque, l'appui déterminant de l'administration Carter) une politique dite de relance budgétaire à la R.F.A., au Japon qui, ajoutant ses effets à ceux de l'inflation américaine de l'époque, allait contribuer (avant le « deuxième choc » pétrolier) à aggraver dangereusement les déséquilibres dont souffrait l'économie mondiale.

Le souci de ne pas s'en prendre directement à l'ancien credo amène l'auteur à écrire : « Bien que les pays s'employant la plus vigoureusement à soutenir la demande par la politique budgétaire soient également ceux où la situation financière des administrations publiques s'est la plus détériorée, il est difficile de préciser dans quelle mesure une action budgétaire de relance se traduit par un élargissement du déficit public. » La vérité est qu'il n'existe plus aujourd'hui un seul gouvernement pour pratiquer délibérément une pareille politique. Le dernier à s'y être essayé est le gouvernement Mauroy d'après le 10 mai 1981, avec les résultats que l'on sait. « Les déficits financiers par la création de monnaies » sont souvent considérés comme inflationnistes par le marché des capitaux », écrit encore l'auteur de l'étude O.C.D.E., qui s'imaginent peut-être que l'inflation est une affaire d'opinion alors que la psychologie des opérateurs est dans une large mesure déterminée par des conditions objectives qui s'imposent à eux, qu'ils en soient ou non pris conscience. L'étude fait encore remarquer que, abstraction faite des dépenses de transferts occasionnelles par le chômage et de l'augmentation des charges de la dette publique, la plupart des budgets nationaux seraient dans une situation proche de l'équilibre. Cette façon de raisonner est assez étrange car il est tout à fait arbitraire d'attribuer le déséquilibre à telle ou telle catégorie de dépenses, lesquelles forment un tout, dont la composition peut varier selon les circonstances mais qu'il convient toujours de financer d'une façon ou d'une autre.

Cela dit, l'étude contient des indications dignes d'intérêt : elle rappelle que c'est plutôt par une augmentation des impôts que par une compression des dépenses que les déficits ont été la plus souvent contenus ou réduits. Elle rompt aussi, et c'est la plus importante, avec l'idée qu'un excès de dépenses sur les recettes budgétaires a un effet nécessairement stimulant sur l'activité. — P. F.



Le Club Paradis de la Table c'est un luxueux magasin où sur deux étages vous trouverez dans un décor digne des plus grandes maisons ce qui sera bientôt le décor raffiné de votre table.

CLUB PARADIS DE LA TABLE
38, rue de Paradis 75010 Paris Tél. 246.90.61

523.55.55
s bac
RAC SPECIAL SAAS RAC

Bernard Tapie l'infatigable « repreneur » d'entreprises

(Suite de la page 13.)

Nous sommes en 1977 et, au fil des six années suivantes, la liste des entreprises en faillite reprises par les « jeunes lions » de l'avenue de Friedland, où se tient le siège du groupe, va s'allonger jusqu'à rassembler à un inventaire à la Prévert : trois entreprises d'arts graphiques, la société Omnivandes, les chaînes

créées bien précis, en l'occurrence le passage, et de faire en sorte d'en devenir le numéro un incontesté, tout simplement en essayant de mettre à genoux les concurrents qu'on destine à se soumettre... à défaut de s'en remettre aux bons soins de M. Bernard Tapie.

Cette tactique, le « Samu » des entreprises maribondes l'a fidèle-

sa part, le nouveau directeur général de Mio-Mac, M. Nicolas Crespelle, âgé de trente-six ans, intégré depuis un mois à peine dans l'équipe de M. Tapie, après avoir quitté le groupe Publicis, où il faisait partie du conseil de direction.

Alors, après le passage et la « fringue », on va s'arrêter cette boulimie qui oblige chaque jour ou presque à

qu'elle a été créée, en 1977, la société Bernard Tapie, dont le président détient la totalité des parts, a procédé dans les sociétés reprises à 820 licenciements, dont 96 mises en préretraite. En revanche, elle a maintenu - ou créé - un total de 7 100 emplois (sans compter ceux de Mio-Mac) qui auraient pu paraître condamnés. Voilà pour le bilan

« M. Franc symbolique »

« V OUS allez déjeuner avec Bernard Tapie ? Ah bon ! Alors, un conseil : quand il vous serra la main, comptez bien vos doigts ! » Plusieurs années après les tristes épisodes qui lui ont valu cette anecdote (l'affaire des châteaux de l'ex-empereur Bokassa, l'imbroglio politico-financier de Manufrance, dont il conserve la présidence de l'ancienne société, et, surtout, les déboires de Cour-Assistance, le souvenir qui lui est le plus douloureux), cette image d'éventurier lui colle encore à la peau.

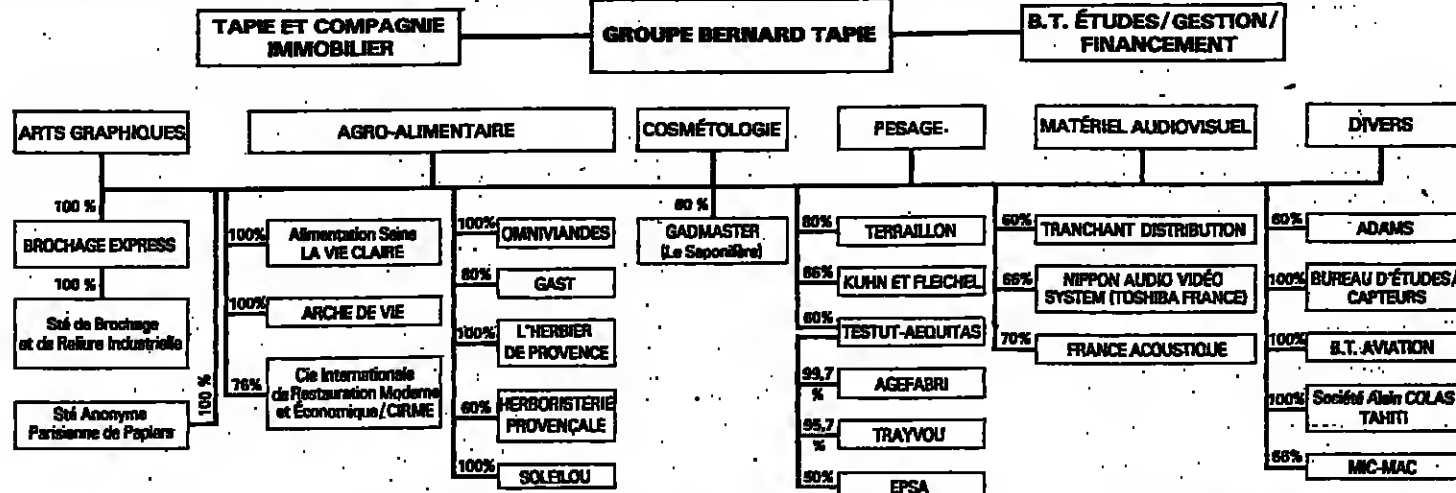
Pourtant, il ne recie pas ces trois « dossiers étonnamment positifs », pas plus, d'ailleurs, que les méthodes radicales de son équipe, seul gage de succès face à la voracité de ses adversaires, qui n'attendent que l'occasion de lui faire un croc-en-jambe. « Dans ce métier, on est obligé de se faire des ennemis », conclut-il, « d'autant plus que, à notre avis, on ne peut pas relever une affaire sans chercher à reprendre dans la foulée ses concurrents ».

« Quand nous sommes sur une affaire, nous n'avons plus aucune éthique. C'est une véritable chasse à mort et, automatiquement, ça laisse des traces, d'autant que, dans ces circonstances, je tolère tout de mes gens pour prendre un marché ou un créneau. » Un soupir. « On est malheureusement obligé de se mal conduire. Une excuse ? Non, une simple constatation. D'ailleurs, quand tout va bien, je suis en manque, et je ne m'apaiserais que dans les situations conflictuelles », avoue cet adepte du karaté qui pratique le « full contact » trois fois par semaine.

Des situations qui ne lui viennent pas trop cher puisque, chaque fois, il se borne à mettre dans la balance son prix unique : 1 franc symbolique... « Allons donc ! » s'empresse-t-il d'ajouter. « Nous ne versons pas 1 centime pour les entreprises que nous reprenons ». C'est vrai, explique-t-il devant les journalistes du Club Presse Finance. « Mais en retour, nous avons de multiples obligations : nous devons proposer un concordat, gérer la liquidation de biens, assurer les salaires, apurer le passif et, enfin, redresser la société. Tenez ! Pour Testut, nous avons payé 1 franc l'ensemble des actions, mais il nous a fallu trouver 15 millions de francs pour avoir le droit de mettre le nez à la fenêtre ».

Pour gérer, animer, consolider cette nébuleuse de sociétés « une petite équipe de copains » lui suffit. A peine une vingtaine de personnes au total (« On se tutoie tous ») qui ont pour seule obligation « d'être les meilleurs », ce qui oblige naturellement à les payer très cher (1 million de francs par an pour plusieurs d'entre eux). Mais l'argent n'est pas la motivation essentielle qui a poussé ces gens, très jeunes dans l'ensemble, à quitter des fonctions déjà confortables ailleurs pour tenter l'aventure de M. Bernard Tapie. La personnalité et la possibilité de séduction - dont il joue à l'occasion - se révèlent des atouts plus importants. La première reprenne d'entreprises françaises peut se targuer d'une autre réussite : non seulement vivre sa passion mais avoir aussi pu la faire partager à d'autres.

S.M.



de magasins diététiques la Vie Claire et l'Herbier de Provence, Tranchant Distribution, un importateur de matériel japonais de haute-fidélité, pour ne citer que les firmes les plus significatives. Autant de « coups » réalisés parfois en quelques jours ou à la faveur d'un week-end, comme ce fut le cas pour Terrailon lorsque la célèbre - mais désuète - firme d'Annemasse tomba dans le giron de ce jeune président après seulement quarante-huit heures d'expertise des « Tapie's boys ».

Jusqu'à là, son équipe ratissait les entreprises malades avec pour seul objectif de trouver parmi elles celle qui était susceptible d'être remise à flot dans un secteur en difficulté. La reprise de Terrailon, en août 1981, allait modifier cette stratégie. Dorénavant, il s'agissait de viser un

ment appliquée en mettant successivement le masque à oxygène sur Terrailon, puis Testut-Aequitas, en mars 1983, et enfin à la société nançonnaise Kuhn et Fleisch en avril dernier, avec l'ambition affirmée de faire du nouveau groupe ainsi constitué le numéro un européen - voire mondial - du pesage. Avec un tel objectif, on aurait pu penser qu'il allait souffler un peu. Pensez-vous : à peine deux mois plus tard, le groupe Bernard Tapie accrochait un nouveau trophée à son tableau de chasse, avec Mio-Mac, une société de prêt-à-porter féminin, qui va lui permettre de prendre pied dans un autre secteur jusqu'ici inexploité : l'habillement. (Le Monde du 28 juin). « Nous avons fermement l'intention de nous développer dans ce secteur », nous a confirmé, pour

répéter l'organigramme du groupe ? A proximité de l'Étoile, dans l'immense bureau du patron où les collaborateurs de M. Tapie se livrent à un incessant ballet, on préfère le terme de « stratégie industrielle » et l'on entend continuer à appliquer des méthodes qui ont si bien réussi jusqu'à présent à des secteurs qui pourraient mériter l'intérêt. D'ailleurs, des projets, M. Bernard Tapie en a plein la tête, y compris aux États-Unis, où il veut reprendre deux spécialistes du « pesage », et le dernier en date, l'ouverture du premier « fast-food » diététique sur les Champs-Élysées, devrait être réalisé l'automne prochain.

Tout cet ensemble d'est-il pas singulièrement fragile ? En réponse à cette question, M. Tapie se contente d'assener quelques chiffres : depuis

social. Dans le même temps, le chiffre d'affaires consolidé a régulièrement progressé d'année en année pour dépasser, sans doute, les 3 milliards de francs cette année, avec un bénéfice net consolidé certainement supérieur aux 71 millions de francs de 1982. « et une activité qui n'a jamais baissé ».

De toute façon, explique-t-il (1), quand on interroge sur les menaces qui peuvent peser sur son affaire : « Mon capital à moi, c'est ma tête, et je ne ferai jamais suffisamment de comeries pour qu'on me coupe la tête ».

SERGE MARTI:

(1) Les Faiseurs d'argent ou les Mécènes de la réussite, par Dominique Fréchet, éd. Belfond, 69 F.

Nouvelles idées pour la stabilisation des matières premières

La VI^e CNUCED s'est achevée à Belgrade sur des résultats sans commune mesure avec l'ampleur de l'enjeu. Celui-ci est considérable. Les deux tiers des pays en voie de développement (P.V.D.) - les trois quarts en Afrique - dépendent des matières premières pour plus des deux tiers de leurs recettes d'exportation. Or le pouvoir d'achat de ces produits a sans doute baissé de moitié depuis trente ans face aux biens industriels que les P.V.D. achètent à ceux de l'O.C.D.E. De plus, les fluctuations des prix des matières premières ont crié durant les dix dernières années, rendant extrêmement instable la ressource principale d'un grand nombre de nations, comme on le voit dans notre tableau 1.

Ces produits restent pour longtemps encore la ressource dominante pour beaucoup d'entre eux. La stabilisation des cours et des recettes va donc demeurer une question clef pour leur développement.

Les mesures d'intervention peuvent se répartir en deux catégories : celles qui interviennent après l'échange et celles qui interviennent avant. Les instruments cités ci-

dessus relèvent de la première catégorie. Ils sont indispensables mais se heurtent à deux limites. D'abord, ils obéissent à un principe de compensation purement financière de sorte qu'ils ne corrigent en rien les effets pervers de l'instabilité des cours sur la gestion de leurs ressources par les P.V.D. Ensuite, ils sont limités par le coût élevé de la compensation. Les pertes de recettes des producteurs de produits de base (hors pétrole) se sont élevées à 20 milliards de dollars pour les deux années 1981 et 1982. En regard de ces pertes, les sommes versées au titre de la facilité de financement compensatoire s'élèvent à 2,4 milliards de dollars et au titre du Siba-bex à 320 millions de dollars, soit une compensation à peine supérieure à 14 %.

Ces instruments demeurent indispensables pour pallier les accidents conjoncturels, mais, clairement, n'abordent pas le fond du problème.

C'est ce que cherchent à faire les instruments d'intervention agissant avant l'échange comme les cartels ou associations de producteurs, les

accords multilatéraux ou les accords de produit. Seuls ces derniers tentent d'associer l'ensemble des participants et non de créer des positions privilégiées, qui, au demeurant, durent peu de temps. En effet, les cartels supposent des conditions très restrictives pour fonctionner, et les accords multilatéraux créent des situations économiques figées qui sont intenablement (protocoles secrets des conventions de Lomé ou accords sur le blé).

Contingenter

plutôt que stocker

En revanche, les accords de produit pourraient constituer un instrument adéquat sous réserve d'en redéfinir clairement les objectifs et les moyens d'action.

Il existe actuellement cinq accords de produit : cacao, café, caoutchouc naturel, étain, sucre. L'objectif commun et principal de tous ces accords est la stabilisation des cours des produits et des recettes d'exportation. Or les moyens dont disposent les accords pour atteindre ce but sont doublement inadéquats.

D'abord, les accords agissent essentiellement par des interventions sur le court terme, comme l'indique la préférence donnée aux stocks régulatoires comme instruments d'intervention. Or les coûts de tels systèmes pour être efficaces dépassent largement les moyens des accords : ainsi, réduire de moitié l'instabilité des cours du café de 1973 à 1980 aurait coûté 2 milliards de dollars environ. Dans ces conditions, les accords sont infiniment plus coûteux que les systèmes de compensation les plus généreux.

Ensuite, conduire une telle politique de régulation du long terme par le court terme suppose une grande convergence et une grande stabilité dans les choix des parties prenantes à l'accord. Or les processus de décision au sein des accords de produit privilégient le consensus sur le vote et l'universalité sur la représentativité économique.

Il faut donc renverser la hiérarchie des objectifs et assigner aux accords une finalité de régulation structurelle. Les accords sont adaptés à une action de ce type dont le succès entraînera progressivement la maîtrise des fluctuations conjoncturelles. Le fonctionnement de l'accord café de 1965 à 1975 est un exemple remarquable de cet « échafaudage vertueux ».

Dans ces conditions, les accords de produits deviennent des instruments irremplaçables et qu'il faut multiplier sous trois conditions :

1. Les systèmes de contingents doivent être favorisés au détriment des stocks régulatoires ;

2. Des politiques de production doivent être mises en œuvre. Pour accélérer et accroître l'influence des contingents sur la production, il est nécessaire que les accords comportent les moyens d'aider les producteurs à redéployer leurs activités, comme ce fut le cas par exemple de l'accord café entre 1962 et 1975 ;

3. Les moyens alloués à la régulation conjoncturelle doivent être réduits. Les accords peuvent cependant chercher à régulariser les coûts sous la double contrainte d'une enveloppe monétaire limitée et d'une régulation purement financière et en se donnant pour règle d'intervention non pas un cours mais une marge de fluctuation.

Mais la réalisation d'un tel schéma suppose un préalable : l'expression d'une volonté politique au Nord comme au Sud.

Du côté du Sud, il faut d'abord que soit admise la nécessité des actions structurelles. Or, assaillis de difficultés économiques, les P.V.D. sont souvent récalcitrants envers des objectifs lointains qui réclament des sacrifices jugés peu compatibles avec leur situation immédiate.

Ensuite, il est difficile d'admettre que se prolonge la situation actuelle dans laquelle l'accord du Nord est un préalable indispensable à la mise en place d'instruments de régulation. Cette dépendance politique est doublement choquante : D'une part, parce que le Sud est souvent producteur et exportateur dominant au moins pour les produits agro-alimentaires. D'autre part, parce que cette situation reflète une défiance des pays du Sud entre eux qui ne se résout que dans la présence du Nord-gendarme.

Faute de pouvoir croire à la discipline de leurs partenaires, beaucoup de pays en développement refusent de prendre le risque de la régulation de l'offre, qu'ils s'enfoncent dans le cercle vicieux d'une production excessive destinée à compenser par le volume ce qu'elle fait perdre sur les prix.

Renoncer à de tels comportements est un choix politique dont le Sud ne peut pas faire l'économie. En particulier, aucune forme d'accord avec les consommateurs ne peut compenser ce défaut de volonté. A l'inverse, une fois cette volonté acquise au Sud, le Nord n'a en fait que peu de moyens pour combattre efficacement les effets progressifs de la régulation de l'offre sur la hausse des prix, au moins en ce qui concerne les produits agro-alimentaires.

Mais, si le Nord ne peut pas réellement annuler les effets d'une telle volonté du Sud - ni à l'inverse en

compenser l'absence, - il peut faciliter son apparition. Pour cela, il doit renoncer à voir dans tout effort de régulation une atteinte à la liberté du marché.

Il est clair que des politiques de soutien des cours, sous forme de prix garantis en cas de régulation effective des marchés via celle de l'offre, ne sont pas acceptables pour le Nord et sont d'ailleurs économiquement contestables. En revanche, le Nord pourrait favoriser la diversification des cultures par des investissements ou des transferts de technologies. Il pourrait même réserver ces concours aux pays actuellement les plus dépendants, ce qui réduirait les coûts et l'effet d'attraction sur de nouveaux producteurs.

Les contreparties pour le Nord peuvent être substantielles. D'abord politiquement, mais aussi économiquement. D'une part, parce que l'instabilité des produits de base

n'est bénéfique pour personne ; d'autre part, parce que l'accroissement du pouvoir d'achat du Sud bénéficie fortement aux pays industriels. Quoi de plus significatif à cet égard que le rôle joué ces dernières années par le demande du Sud dans le soutien de l'activité du Nord ?

Que le trop fameux dialogue Nord-Sud conduise à reconnaître cet intérêt commun et il aura rempli largement les espoirs qu'il faut bien continuer à fonder sur lui.

Philippe Delmas,

Auditeur à la Cour des comptes.

Christophe Guillemin,

Université de Paris-I,

Panthéon-Sorbonne,

consultant,

auprès des Nations unies.

Tableau 1 - Instabilité des prix des matières premières

	1950-1962	1963-1972	1973-1982
Produits alimentaires	16 %	18 %	31 %
Produits agricoles	19 %	14 %	23 %
Produits minéraux	17 %	14 %	27 %

Calculs d'après sources ONU (1982-1983).

Pour chaque période, ce tableau donne la valeur moyenne des variations de prix nominaux d'une année sur l'autre.

Tableau 2 - Sous-développement et dépendance vis-à-vis des matières premières

%	Nouveaux (1) pays industrialisés	Autres P.V.D.	P.M.A.(2)
Croissance annuelle 1960-1980 :			
- des exportations	11	6	2
- du PIB par tête	4	2	1
Part des matières premières dans les exportations :			
- en 1960	75	85	98
- en 1980	35	55	70
Evolution annuelle du pouvoir d'achat des exportations 1972-1982 :			
- total des exportations	7,5	3,5	-1,5
- matières premières seules	-1,5	-2,5	-5,0

(1) Brésil, Grèce, Portugal, Israël, Yougoslavie, Corée, Argentine, R.S.A., Hong Kong et Singapour.

(2) 27 pays ayant un P.N.B. par tête inférieur à 350 dollars de 1978. Ce tableau montre la corrélation entre l'évolution de la dépendance aux matières premières des P.V.D. et la croissance non seulement de leur richesse interne (PIB par tête) mais aussi de leur pouvoir d'achat international.

Il faut souligner qu'en dépit d'une dépendance très forte les P.M.A. ne représentent en moyenne que 10 % des marchés de produits de base, c'est-à-dire qu'ils y ont peu d'influence.

COURS INTENSIFS DE REMISE A JOUR ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS

- DATES : 1 ou 2 semaines : 18-7, 1-8, 16-8, 22-8, 5-9, 19-9.
- DUREE : 6 heures par jour, du lundi au vendredi.
- LIEU : 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
- CONDITIONS : Passage préalable d'un test (gratuit). Groupes de 3 à 5 personnes. 3 000 F H.T. par personne et par semaine + 300 F livre et inscription.

Pour tous renseignements et inscriptions :
LANGUAGE STUDIES,
350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS. Tél. : 260-53-70.

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
Société Régionale de Développement de l'Imbo

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Projet de Développement Rural de l'Est M'panda

Un prêt a été accordé au Burundi par le Fonds Africain de Développement (FAD), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour le financement du Projet de Développement Rural de l'Est M'panda.

Le projet vise à développer la zone de l'Est M'panda de 6 000 ha environ par le réaménagement des rivières, l'amélioration du réseau d'irrigation, la protection de la zone contre les débordements, la construction d'un réseau des routes (pièces) et la construction d'un centre administratif et des centres de village.

Le Gouvernement du Burundi est prêt à lancer le dossier d'appel d'offres pour la construction d'un centre administratif de la Société Régionale de Développement de l'Imbo.

Le dossier comporte la construction de maisons, de bureaux, de magasins de stockage et d'un atelier.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu contre paiement de dix mille (10 000) francs Burundais ou l'équivalent en dollars E.U. l'exemplaire, payable à la Banque de la République du Burundi, compte n° 1123/5 au nom de la S.R.D.I. aux adresses suivantes :

a) Société Régionale de Développement de l'Imbo

B.P. 192 - Bujumbura - Burundi.

b) D.I.V. Ingénierie Conseils

B.P. 85 - 3800 AB Amerfoort - Pays-Bas.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse au Burundi indiquée dans le dossier, au plus tard le 10 août 1983.

كتاب النمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	51,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITALUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	38,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENDA	33,60	38,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

futur responsable de notre filiale au Canada

JEUNE DIPLOME ETUDES SUPERIEURES ET CANADIEN DE LANGUE FRANÇAISE

Répondant à des besoins sans cesse croissants dans notre secteur d'activité : LE NETTOYAGE INDUSTRIEL, notre société s'est développée régulièrement (CA + 20 %/an). Aujourd'hui, nous sommes 6.500 et regroupons 33 agences en France. L'un des principaux facteurs de notre réussite : nos collaborateurs, jeunes, ambitieux et compétents. Nous poursuivons notre expansion et recherchons le futur responsable de notre filiale au Canada.

Nous souhaitons préparer à cette fonction un jeune diplômé GRANDE ECOLE de GESTION ou COMMERCE, CANADIEN de langue FRANÇAISE.

En France, pendant environ 3 ans, vous occuperez différents postes clés afin de bien maîtriser le fonctionnement de la société et d'acquiescer la technique indispensable. Puis, ayant prouvé vos capacités d'adaptation face aux problèmes rencontrés à tous niveaux dans la société, votre autonomie, votre goût d'entreprendre et vos qualités d'excellent négociateur, vous prendrez la responsabilité de notre filiale au CANADA. En France, bien sûr, nous vous demandons une totale disponibilité géographique.

Une première expérience professionnelle serait un atout supplémentaire.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature, C.V. et photo sous référence 153 à ORES MEDIA - 4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS



vous
esprit entreprenant
et 1015 années consacrées à la production aux produits, votre même au commercial ou au contrôle de gestion doivent vous permettre de vous réaliser (dans l'électronique/électronique) en tant que

directeur des produits industriels

Il s'agit d'un poste clé que vous aurez à créer pour renforcer notre état major. Vos objectifs ? Optimiser les conditions de production, agir sur l'évolution des marges, des coûts et des produits eux-mêmes, en bonne entente avec la production, les finances, l'informatique et le commercial. Ce poste de très haut niveau ne peut s'adresser qu'à un ingénieur issu d'une Grande Ecole.

Nous avons confié la recherche à IPFA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous recommandons confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 3227 M.

directeur de notre usine de confection en Tunisie

Affaire française spécialisée en confection de vêtements de sport, nous travaillons pour des grandes marques françaises et étrangères.

Nous avons créé, il y a quelques années, une usine en Tunisie qui compte aujourd'hui trois ateliers et 200 salariés. Nous voulons y mettre en place un patron qui, après un an en France à notre siège (Rhône-Alpes), en assure l'animation et la gestion complète.

Vous pouvez être, aujourd'hui, chef de fabrication ou responsable des méthodes dans une affaire de confection.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 887 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

TRÈS IMPORTANT GROUPE AUDIO-VISUEL INTERNATIONAL
recherche pour
SON UNITÉ CENTRALE DE GESTION
Banlieue Sud de PARIS

DIRECTEUR COMPTABILITÉ CLIENTS

Il devra prendre en main une très importante équipe de professionnels (60 personnes) assurant la comptabilité clients (risque clients compris) d'une dizaine de sociétés du groupe commercialisant des produits audio-visuels.

Pour être candidat il faut avoir une très bonne formation générale et comptable de base (E.S.C. ou Sciences Po, Eco-FI + D.E.C.S.), être rompu à toutes les techniques modernes de comptabilité, notamment en matière de comptabilité clients, et posséder une très solide expérience de la conduite d'une importante équipe de collaborateurs.

TRÈS BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR.
Anglais vivement souhaités.

Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, photo récente et mentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2514).

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

SOCIÉTÉ D'ENTRETIEN ET D'HYGIÈNE DES LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX
CA 120 millions, effectif plus de 1000 pers.
recherche

DIRECTEUR REGIONAL (MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION)

Définition du poste :
Véritable patron de son secteur (CA 25 millions, effectif 230 pers.), il a en charge :

- les résultats économiques,
- le développement du CA,
- la question du personnel,
- l'amélioration de la production.

Poste basé au MAIRIS (72).

Rémunération élevée et motivante.

Profil souhaité du candidat :
formation supérieure école de commerce type Sup de Co ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, expérience commerciale indispensable, capable de s'intégrer dans une entreprise à structure PME.

Ecrire lettre manuscrite précisant votre disponibilité, C.V. et photo s/réf 11132 à PIERRE LUCAS S.A., BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra. Discretion et réponse assurées.

DIRECTEUR PRODUCTION USINE EMBOUTEILLAGE MARTINIQUE

Cette entreprise d'embouteillage de boissons gazeuses, très bien implantée sur ce territoire, est propriétaire de sa marque franchise COCA-COLA. Elle dispose d'une usine moderne lui permettant de produire actuellement 1.300.000 casiers/an dont elle assure elle-même la distribution.

Elle recherche pour en assurer la direction technique et de production un cadre ayant une expérience dans ce type d'activité et connaissant si possible la fabrication des sirups de boissons gazeuses.

Une expérience préalable dans un contexte de production hors métropole sera appréciée.

Une réponse rapide et un examen confidentiel vous sont garantis par notre Consultant.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1181 M.



Jean-Claude Maurice S.A.

397 bis, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Une société de CLIMATISATION et de CHAUFFAGE (50 M.F. de C.A.) filiale d'un important groupe de premier plan crée le poste de

directeur général adjoint

dans le cadre de l'important développement en cours avec l'appui de la société mère.

C'est un INGENIEUR possédant une COMPETENCE TECHNIQUE reconnue en climatisation et chauffage, une expérience des études techniques et de prix, ayant déjà GERER AVEC SUCCES DES CENTRES DE PROFIT.

C'est un patron à haut potentiel capable d'évoluer ultérieurement au sein du Groupe.

Lieu de travail : proche banlieue Paris avec déplacements.

Adresser CV détaillé avec photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence 6.05 à COFAP - 40 rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

300.000 +

directeur de notre usine de confection en Tunisie

Affaire française spécialisée en confection de vêtements de sport, nous travaillons pour des grandes marques françaises et étrangères.

Nous avons créé, il y a quelques années, une usine en Tunisie qui compte aujourd'hui trois ateliers et 200 salariés. Nous voulons y mettre en place un patron qui, après un an en France à notre siège (Rhône-Alpes), en assure l'animation et la gestion complète.

Vous pouvez être, aujourd'hui, chef de fabrication ou responsable des méthodes dans une affaire de confection.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 887 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

LA VILLE DE COLOMBES (92)

recherche
1 DIRECTRICE DE CRECHE

Pour un remplacement de 29 août au 30 décembre 1983 inclus.

Les candidates devront avoir plus de 25 ans et être titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou du diplôme de puéricultrice et justifier si possible de 5 ans d'expérience de la profession.

Adresser candidature et C.V. sous réf. 11132 à M. LE MAIRE DE COLOMBES

DIRECTEUR COMMERCIAL

FONCTION : Responsable de la commercialisation de services et produits diversifiés : logements, lotissements, bureaux, en région parisienne et province - avec une équipe de vendeurs et/ou d'agents et une agence de publicité spécialisée.

PROFIL :

- Ecole de commerce ou diplôme de gestion ;
- Expérience réussie (minimum 5 ans) dans la commercialisation de biens immobiliers ou d'équipements ménagers.

Rémunération : 150/200 000 + intéressement.

Envoyer candidature, curriculum vitae : ICSA, 1, allée Murat, 78150 Rocquecourt.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Bureau d'Etudes spécialisé recherche ingénieur

FILIALE BELGE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche

CONSULTANTS en ENGINEERING et ORGANISATION INDUSTRIELLE AUTOMATISÉE

Lieux de travail principaux France et Belgique. FORMATION en Europe et à l'étranger. Evolution de carrière assurée pour des personnalités aptes à s'intégrer dans des équipes internationales.

Envoyer curriculum vitae à l'adresse suivante : Agence ROSSEL RP n° 404.460, rue Royale 112, B-1000 BRUXELLES.

CIRCULATION ET TRANSPORTS

pour mission longue durée en Afrique noire francophone. Expérience 5 à 10 ans indispensable dans le domaine des études de transports et de circulation ; analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitement informatique, économie des transports, etc.

Réponse sous 15 jours. Avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. en précisant dernière rémunération annuelle sous réf. 82-17 à M. BOUCHE, 19, rue Thiers, 13100 AIX-EN-PROVENCE.

Cherchez ingénieur pétrolier, géologue ou géophysicien avec quelques années d'expérience sur le terrain et les documents correspondants pour participer à la création, à la gestion technique et à la formation du personnel d'un important service de documentation en Afrique de l'Ouest. Anglaise indispensable. Contrat de trois ans extensible.

Box 8/r 1.658 la Méditerranée Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

هكمان النحل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur Entretien Travaux Neufs Débutant

PANZANI-MILLIAT FRÈRES - 1800 personnes, 8 usines, 1,5 Md de F de CA - a une position de leader sur ses principaux marchés. Cette société recherche un jeune ingénieur pour l'un de ses usines situées près de Laon dans l'Aisne. Cet établissement de 400 personnes fabrique une large gamme de plats cuisinés (raviolis, cannellonis, quenelles, couscous, pâtes, sauces...).

Adjoint au Responsable du Service Entretien Travaux Neufs, il animera une équipe d'environ 30 personnes chargée d'assurer l'entretien des différents équipements. Il participera à la conception et à la réalisation d'installations nouvelles. Il proposera toute modification relative aux machines et aux postes de travail en vue d'améliorer les conditions de travail, la sécurité et la qualité de l'entretien.

Ingénieur débutant, il aura le goût de la technique, des réalisations concrètes et de l'animation des hommes. Ses responsabilités pourront s'élargir à terme vers la responsabilité complète du service.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R34M à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75001 Paris Cedex 08.

CABINET DE CONSEIL

Correspondant d'un cabinet international recherche dans le cadre de son développement à

LYON FISCALISTE

Formation supérieure droit + E.N.L. Expérience professionnelle 3 ans minimum, en cabinet. Connaissance l'anglais. Ecrire avec C.V., photo et prétentions : 8/REP. 6.122 à HAVAS ANNONCES, 81, RUE DE LA RÉPUBLIQUE 69002 LYON.

SOCIÉTÉ NETTOYAGE INDUSTRIEL recherche pour LORRAINE, UN ou UNE

CHEF D'AGENCE

Jeune et ambitieuse. Statut et salaire fonction expérience et réussite dans la branche. Entrée à convenir. Adr. candidature, C.V. et photo à EREL CONSEIL, s/réf. 578 A/83, B.P. 681, 57011 MERZ Ceder, qui tr.

Informatique de pointe, au soleil.

Cette entreprise multinationale a eu le beau geste d'installer son siège dans une région privilégiée du Sud-Est. L'environnement est particulièrement stimulant. Au plan humain d'abord des structures souples et évolutives, des rapports informels, une politique avancée en matière de gestion de personnel, des opportunités de carrières en France et à l'étranger. Et au plan technologique : le système d'information en cours de refonte constitue un beau challenge pour des informaticiens qui aiment leur métier - temps réel, bases de données, télécom... Les objectifs sont ambitieux, le département doit s'étendre.

Un chef de projet confirmé

de formation supérieure (grande école ou MIAGE), ayant cinq à sept ans d'expérience dans la conception et la mise en place d'applications de gestion. Référence 735 949 M.

Un jeune chef de projet

même formation, avec trois ans d'expérience. Référence 735 950 M.

Deux analystes programmeurs

niveau DUT, deux à cinq années d'expérience. Référence 735 951 M.

Un point commun : des hommes, ou des femmes, ouverts, adaptables, ayant le sens de l'équipe et sachant dialoguer avec les utilisateurs. Ils travailleront sur matériel IBM, système DOS et auront fréquemment l'occasion de pratiquer leur anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature aux consultants du cabinet SIRCA en précisant la référence et votre niveau actuel de rémunération.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

ETABLISSEMENTS du Secteur Social

(Travail protégé)

recherchent :

pour les Deux-Sèvres

- 1 Directeur-Adjoint ;
- 1 Attaché de Direction ;
- 1 Secrétaire de Direction bilingue ;
- 1 Médecin du travail, diplômé ;
- 1 Ergonomiste.

Débutants acceptés C.V. + photo + prétentions à

M. le Directeur des CAT 11, avenue de La Rochelle 79028 NIORT CEDEX

answare

Une des toutes premières Sociétés d'Ingénierie Informatique recherche des

COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU

Diplômés Grande Ecole. Ils ont acquis au cours de leur expérience professionnelle suffisamment de savoir faire (technique, humain, commercial) pour évoluer maintenant vers des fonctions plus importantes de

DIRECTEURS D'AGENCE PROVINCES

Ils évolueront dans une Entreprise où nous savons déléguer les responsabilités et attacher de l'importance à la dimension humaine. Les possibilités d'évolution sauront satisfaire des candidats motivés.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. DG11 à ANSWARE - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS.



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

POSTES OUTRE-MER

TRAJECTOGRAPHIE SPATIALE

Importante société filiale d'un grand groupe international recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Confirmé (ESE ou équivalent)

RESPONSABLE D'UN CENTRE DE CALCUL DE TRAJECTOGRAPHIE SPATIALE

SUR SOLAR 16/65.

Agé de 35 à 40 ans environ, il est électronicien de formation avec spécialisation confirmée en informatique.

Réf. 80188/A

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Grande Ecole

Connaissant les systèmes d'exploitation en TEMPS RÉEL sur mini-ordinateur. La pratique du SOLAR serait appréciée.

Réf. 80188/B

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Société d'Etudes économiques recherche pour mission de longue durée Amérique latine

conduite micro projet agricole

ECONOMISTES

AGRO-ECONOMISTES

10 ans d'expérience dont 5 ans au moins en Amérique latine, espagnol courant exigé.

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence 7.857 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média System, 104, rue Réaumur, PARIS-2e.

CHIMISTES

fabrication produits homéopathiques et hauteurs demandées pour : MONTREAL, CANADA

Adr. C.V., M. Desmoulin, 12, rue de l'Église, 92330 SCEAUX

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

IMPORTANT COMPLEXE INDUSTRIEL ET MINIER implanté au Nord du Niger recherche son

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN MINE

Cet ingénieur diplômé de formation électromécanique aura la responsabilité de la maintenance de l'ensemble des installations et des engins liés à l'exploitation minière.

Il aura à diriger 50 agents de maîtrise et 250 ouvriers.

Une expérience similaire d'au moins cinq années est un point essentiel de qualification.

Statut expatrié. Via an famille.

Ecrire avec C.V. explicite s/réf. CK/CSE à CETAGEP - 30, av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

Groupe international, biens d'équipement recherche pour s'intégrer à l'équipe de ses services financiers un

TRESORIER

Il assurera la gestion de la trésorerie, les prévisions à court terme, le suivi des frais financiers et les relations avec les banques. Il sera également chargé du crédit client et du risque clientèle.

Le candidat aura acquis une expérience en milieu bancaire ou en milieu industriel (direction financière).

Adresser un dossier de candidature complet (CV, photo, lettre manuscrite) sous réf. 5477 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.



ESO-European Southern Observatory

est une organisation inter-gouvernementale subventionnée par les

Gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

ESO recherche pour son siège de Garching bei München (Allemagne Fédérale), un

INGENIEUR MECANICIEN

(Réf. ETP 1-5)

Il travaillera au sein du groupe Télescope de notre Division des Projets Techniques.

Sa formation : diplôme universitaire technique (ou connaissance théorique et pratique équivalente) en génie mécanique.

Son expérience et ses connaissances : plusieurs années d'expérience comme concepteur et ingénieur-projet en génie mécanique sont requises. Une pratique en analyse des structures et une expérience de la conception d'instruments de précision serait un avantage. Le candidat retenu sera à même de coopérer avec les fournisseurs. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La connaissance pratique de l'allemand et/ou du français constitue un avantage.

Ses fonctions : dans le cadre du groupe Télescope de l'ESO, il devra épauler l'ingénieur-chef de projet dans la conception et la construction d'un grand télescope optique infrarouge d'avant-garde (3,5 m de diamètre). En particulier, il sera capable d'établir des plans de projets d'ensembles mécaniques très sophistiqués. Enfin, il sera également responsable de projets relatifs à d'autres télescopes.

Sa rémunération : elle sera fonction de sa qualification, de son expérience et de sa situation familiale. Ses revenus mensuels de base ne seront pas inférieurs à DM 5.900. A ce salaire de base pourront s'ajouter une indemnité de non-résidence s'élevant à 9% du salaire de base pour les célibataires ou 12% pour les chefs de famille, ainsi que quelques autres indemnités.

Les candidatures doivent être transmises avant le 30 juillet 1983, en spécifiant la référence du poste, au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl Schwarzschild-Strasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. : (089) 320.05.216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO, aucune nationalité n'est a priori exclue.

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.52.02. 206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Chef de personnel usine

Loire

La filiale française d'un puissant groupe alimentaire international possède plusieurs unités de production. Elle crée la fonction de chef de personnel dans sa nouvelle conserverie située en région stéphanoise. Ce cadre sera chargé, avec le directeur d'usine, et en liaison fonctionnelle avec la direction du personnel du siège, de créer et maintenir un climat social favorisant le développement des hommes. La fonction proposée s'entend au sens large : elle comprend notamment les aspects suivants : recrutement, paies, formation, gestion, relations sociales et aussi les services généraux, l'organisation administrative et les relations avec les partenaires extérieurs de l'usine. Ce poste évolutif dans un groupe en expansion s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (droit, sciences humaines + IAE, etc.). Homme de communication, une expérience de 3 à 5 ans sur un poste similaire dans un contexte industriel l'aura familiarisé au dialogue avec les hommes de production. Il sera motivé par la création de la fonction dans une unité appelée à se développer (effectif actuel : 120, à terme, probablement 250). Ecrire à Joël Bernard à Lyon - Réf. M 12071.

Discretion totale assurée.

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français leader dans sa branche automatisme programmable recrute

chef d'agence

Résidence LILLE

Il aura la responsabilité d'un secteur géographique en ce qui concerne la prospection, la vente et les études de marché. De formation ingénieur en électronique ou électrotechnique, il aura une expérience dans la vente de Biens d'équipement d'au moins 5 ans.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 74393C.A. à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Jeune ingénieur électricien devenez notre RESPONSABLE PROJETS EXPORT

Nous sommes une Société très dynamique spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel électrique de distribution. Avec plus de 800 personnes, un CA de 275 MF dont 20 % à l'export, nous connaissons une croissance rapide grâce à notre politique d'expansion et de diversification. Sous l'autorité du Directeur Export et en liaison avec les différents services (RE, Méthodes, Production), le titulaire du poste prend en charge les projets soumis par les antennes commerciales, depuis l'étude de faisabilité (Coût, délais...) jusqu'à la réalisation.

Il étudie et analyse les différentes contraintes inhérentes aux pays (AFRIQUE et MOYEN-ORIENT), propose des solutions en fonction des possibilités et du savoir-faire de la société.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un Jeune Ingénieur Electricien, Electrotechnicien ou équivalent.

Il justifie si possible d'une expérience similaire dans une activité liée à l'électricité ou au bâtiment.

La pratique de l'anglais est obligatoire. Le poste est basé dans une ville agréable du Sud-Ouest et nécessite peu de déplacements. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 6670 D. à :

EGOR INDUSTRIE ou EGOR MIDI-PYRENEES

63 rue de Ponthieu

75008 Paris

«Le Sully» - 1 place Océane

31072 Toulouse Cedex



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

REMY MARTIN

à
COGNAC

Groupe international de production et de distribution de vins et spiritueux

RECHERCHE

dans le cadre de son développement

**UN (E) ASSISTANT (E)
CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL**

Formation E.S.C. ou équivalent
2/3 ans d'expérience en audit
ou contrôle de gestion.
Anglais courant.

**UN (E) ASSISTANT (E)
DE TRÉSORERIE INTERNATIONAL**

Formation E.S.C. ou équivalent
1/2 ans d'expérience bancaire
ou trésorerie en entreprise.
Anglais courant.

ADRESSER CURRICULUM VITAE MANUSCRIT, PHOTO ET PRÉTENTIONS À :
E. REMY MARTIN ET COMPAGNIE S.A. - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES,
BOITE POSTALE 37, 16102 COGNAC CEDEX.



(USINE DE TROYES)

RESPONSABLE MARKETING ACHAT

Nous sommes un important groupe industriel français (6000 personnes), leader mondial pour les Accumulateurs alcalins, les Générateurs Spéciaux et les piles à usage industriel. Nous sommes le 1er français dans le domaine de la conversion d'énergie de petite et moyenne puissance.

Nous produisons une gamme complète de dispositifs destinés à l'alimentation, le secours et la sécurité des équipements électriques et électroniques.

Notre futur Responsable Marketing Achat aura pour mission :

- de développer l'aspect technique et le qualité des achats de l'usine,
- d'organiser et améliorer les relations avec les fournisseurs internes et externes à la Société,
- de participer aux achats matière de l'usine.

Ce poste conviendrait à un jeune INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN possédant une expérience de 5 ans dans une fonction similaire, ou en Production et Electromécanique.

Adressez votre candidature sous référence A 10.12 à SAFT
Direction des Ressources Humaines, 119, rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS PERRET.

FILIALE DE L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES ELECTROMECHANIQUES EUROPEENS

Leader sur son marché des petits dispositifs mécaniques de précision, souhaite accroître son avancement technologique et créer un nouveau poste de

Jeune ingénieur d'études

Chef de projet

Il aura la responsabilité de la conception des produits qui lui seront confiés, suivra les prototypes et les essais et sera le correspondant des services d'industrialisation.

Ingénieur diplômé, il a de préférence confirmé ses connaissances de MECANIQUE RATIONNELLE ET DE RESISTANCE DES MATERIAUX par une première expérience de l'Entreprise.

L'anglais courant lui permettra des échanges avec les autres bureaux d'études européens du groupe.

Le poste est à pourvoir près de Rouen.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 5/ACPLM à :



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**DRESSER
(FRANCE) S.A.**



INGENIEUR

POUR NOTRE SERVICE ASSURANCE QUALITE

DRESSER FRANCE AU HAVRE

fabrique des compresseurs centrifuges, des turbines à gaz, des pompes, de l'équipement de forage.

Nous recherchons un candidat, ingénieur mécanicien ou électromécanicien ayant quelques années d'expérience de l'assurance Qualité dans le domaine de la construction et de l'équipement industriel, de préférence en pétrochimie. Formation souhaitée ENSI, IDN, Centrale Lyonnaise ou équivalent. Anglais courant exigé.

Salaire compétitif et perspectives d'avenir excellentes.

Lieu de travail : HAUTE NORMANDIE.

Si le poste vous intéresse envoyer lettre manuscrite et CV à :
DRESSER FRANCE S.A., Site L192 - 5 rue d'Anthony 94563
RUNGIS CEDEX à l'attention de Monsieur SAMSON.

**La gestion comptable
de la division Rhône-Alpes**

Au sein de notre société (750 millions de C.A., 2 000 personnes), la Division Régionale fonctionne comme une P.M.L. Elle gère, maintient et améliore sa propre usine, mène ses chantiers, développe son activité commerciale, et dirige les filiales locales.

Le chef des services comptabilité et gestion que nous cherchons à Lyon a donc une activité variée. Dépendant du Directeur de Division, il bénéficie d'une large délégation de responsabilité dans cette région maitresse de son dynamisme et de sa réussite. Sa liaison fonctionnelle importante avec le siège parisien lui procure des ouvertures immédiates (moyens de gestion informatique, investissements) et futures d'un grand groupe. Il dirige les tâches comptables, administratives, légales, fiscales. Il est responsable du tableau de bord division, assure le reporting. Il est l'interlocuteur des prestataires informatiques, des audits externes, des administrations diverses. Pour cela il anime 6 personnes réparties en 3 équipes comptables (siège local - usine - filiale).

L'homme recherché est jeune, de formation supérieure (ESC, DECS) déjà expérimenté en comptabilité et gestion, habitué à tenir compte des vocations industrielles et commerciales de l'entreprise.

Nous vous remercions de confier sous référence GD 757M votre candidature à SEFOR qui vous recevra très vite.

SEFOR

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGIONALE
RÉGION OUEST

recherche

**ADJOINT DIRECTEUR
PERSONNEL**

En équipe avec le Directeur du Personnel et ses autres adjoints, il devra :

- être le responsable d'une partie des personnels ouvriers et employés, ceux des services administratifs, de la gestion, des ventes et de la publicité ;
- s'occuper des questions relatives aux emplois pour l'ensemble de la société : Etudes des postes, qualifications, mutations, recrutements ;
- diriger le service (4 P.) des salariés temporaires ;
- être le représentant de la direction du personnel au C.H.S. ;
- participer aux recherches en vue de l'amélioration continue de la qualité des relations sociales dans l'entreprise.

Pour être candidat, il faut avoir :

- une formation générale de niveau supérieur : droit, psychologie, sciences éco ou Ecole Supérieure de Commerce ;
- une solide expérience acquise dans différents postes d'un service du personnel d'une grande entreprise ou comme chef du personnel d'une P.M.E.

(RÉF. 2512.)

JEUNE DIPLOMÉ

(HEC, ESSEC, SUP DE CO...)

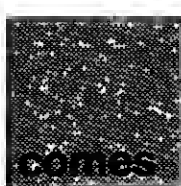
Au sein de la direction du personnel, il devra mettre en place une cellule d'études pour réaliser diverses recherches et missions ponctuelles. Après quelques années, il évoluera vers d'autres fonctions selon ses goûts, ses aptitudes et les besoins de la société.

Ce poste convient à un jeune diplômé débutant ou ayant une première expérience, désireux d'acquiescer une compétence en matière de gestion du personnel.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR

POUR QUI RÉUSSIRA À CE POSTE.

(RÉF. 2513.)



Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (en rappelant la référence).

DISCRETION ET RÉPONSES ASSURÉES.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiaté » ou d'une agence.



Responsable informatique

200.000 F

Midi-Pyrénées. Cette société industrielle en forte expansion (350 millions de chiffre d'affaires, 800 personnes, 5 filiales), dont le siège social est situé en Midi-Pyrénées, recherche son responsable informatique. Directement rattaché à la direction générale, il animera une petite équipe d'analystes programmeurs. Le matériel est un ICL S 25 utilisant le langage assembleur. Le traitement est fait en temps réel. Responsable de la maintenance et du développement des applications en cours (commandes, stocks, ordonnancement, gestion de production, facturation, états commerciaux...), il sera en liaison étroite avec les services utilisateurs. Son premier objectif consistera à démarrer les applications paye et comptabilité gérées jusqu'à présent sur un autre système, puis il assurera la mise en place de l'outil informatique au sein des filiales françaises et étrangères. Ce poste conviendrait à un diplômé DUT ou MIAGE connaissant bien le langage assembleur et ayant eu la responsabilité de l'informatique au sein d'une P.M.L. Un chef de projet de bon niveau, motivé par une fonction plus globale dans une entreprise de taille moyenne, serait également accepté. La rémunération pourra atteindre 200.000 francs annuels mais sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à M. FABRE, Réf. AJT7012M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

JEUNES INGENIEURS ...

**VOTRE AVENIR DANS LE PREMIER CENTRE
EUROPÉEN DE PÉRIPHÉRIQUES**

Diplômés de Grandes Ecoles, vous nous apportez vos connaissances et éventuellement votre première expérience en informatique, électronique, mécanique et électrometallurgie.

Nous vous offrons de participer à la conception, au développement et à la fabrication de produits très performants (imprimantes non impact, mémoires à disques magnétiques, ...) avec des technologies de pointe.

Notre centre, 2700 personnes, peut vous permettre de développer une carrière dans les diverses unités qui la composent.

Faites-nous part de vos projets et venez nous rejoindre pour participer à notre développement au cœur d'une belle région, en Franche-Comté, à Bellort, entre Vosges et Jura.

Service Recrutement - Cii Honeywell Bull
6, avenue des Usines 90001 BELFORT

Bull

GRUPE TEXTILE placé en tête de la production de la C.E.E. recherche son :

**RESPONSABLE
DE FILIALE
MAGASINS DISCOUNT**

Les premières implantations se situent sur la région EST.

Le professionnel de la Distribution ou cet Ingénieur Commercial sera entièrement autonome : il développera le plan marketing, fixera la politique commerciale notamment en décidant des achats, animera son équipe et sera responsable des résultats devant la Direction du Groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre C.V. + photo et prétentions sous la référence TS2 à :

**JOB
CONSEIL**

JOB CONSEIL
15, rue Saussier-Leroy
75017 PARIS
Tél. (1) 763.36.82

**VILLE DE
FORCALQUER (04)
recherche
ANIMATEUR**

A mi-temps, pour diriger un bureau de l'habitat et participer à une étude de réhabilitation d'O.P.A.H.

Les candidats, sont à adr. à :
MAIRIE de 04300 FORCALQUER
AVANT LE 20 JUILLET 1983.

**AU COEUR
DE LA RELATION
UNIVERSITÉ-INDUSTRIE
L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY
PROPOSE
UN D.E.S.S.
ANALYSTE-CONSEIL
EN CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Accès : Maîtrise et Formation
Professionnelle Co-actrice
UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY
S.P. 6043
34032 MONTPELLIER CEDEX
Tél. (67) 83-81-10, poste 513
(67) 83-41-08.

ANGOULÊME (CHARENTE)
ADJOINT TECHNIQUE
formé à l'URBANISME
La ville d'ANGOULÊME

(80.000 habitants) recrute d'urgence (1^{er} septembre 1983) un Adjoint Technique pour son atelier Municipal d'Urbanisme, formé au droit de l'urbanisme et plus particulièrement appelé à gérer les certificats d'urbanisme et permis de construire. Les candidatures, avec C.V., sont à adresser à : M. le Maire, Bureau du Personnel, 18010 ANGOULÊME CEDEX avant le 16 juillet 1983.

LA VILLE D'ANNÉCY
recrute par mutation

**UN (E)
BIBLIOTHECAIRE
2^e CATÉGORIE**

Les candidats (es) titulaires d'une licence et du Certificat d'Aptitude aux fonctions de bibliothécaire devront avoir :
- une expérience confirmée pour l'encadrement et la coordination d'une équipe chargée de l'accueil du public ;
- une expérience confirmée dans le domaine bibliographique.

Les candidats, accompagnés d'un C.V. détaillé et photocopies des diplômes, doivent être adressés à : M. le Maire d'Annecy, Service du Personnel, AVANT LE 31 JUILLET 1983.

مكتبات النجلى

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune attaché(e) de presse écrite

— DISQUE —

Cette fonction est rattachée à la Direction Promotion.

Elle implique :

- une très bonne culture générale (niveau études supérieures) littéraire et musicale,
 - la connaissance des milieux «journalisme, média, promotion du disque» acquise à titre professionnel (2 ans au minimum),
 - des talents de rédaction (style, aisance, pertinence) suscitant fortement l'intérêt,
 - la pratique courante de l'anglais.
- Elle convient à une personnalité ouverte et mobile, ayant du contact, très disponible sur le plan des horaires, possédant autonomie, imagination et humour.
- Siège de la Société :** très proche banlieue Parisienne Nord.
- Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à R. VERDET sous réf. 71642/M. S44-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE**

séle
CEGOS

Ingénieur chimiste ou biochimiste spécialiste de la chimie des sucres

pour lui confier le développement de sujets sur des substances d'origine biologique à visée thérapeutique ; en particulier, il aura en charge les travaux de purification, fractionnement et héli-synthèse.

Agé d'environ 35 ans, il devra posséder une expérience de recherche d'au moins 5 ans, soit dans le secteur privé ou universitaire et ou public, et avoir acquis une bonne pratique de l'analyse physico-chimique ; enfin l'anglais est nécessaire.

Rémunération attractive.

Adresser votre candidature sous réf. 8102 à SELEPHAR

77 rue du Château, 92103 BOULOGNE Cédex.

selephar



emplois régionaux

ingénieur commercial

Entreprise de Mécanique et de Chauffage, filiale d'un grand groupe national, nous recherchons un cadre de formation ingénieur ou équivalent, âgé de 35 ans environ, pour prospecter de nouveaux marchés et participer à la recherche de produits propres, dans le cadre d'une diversification en cours.

L'expérience requise est celle d'un technico-commercial ayant réussi dans la vente de biens d'équipement C.E. en mains, soit chez un constructeur, soit dans une Société d'ingénierie industrielle.

Le poste est basé dans la région des PAYS DE LOIRE.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 22-01/1546 à ADEQUATION 62-54 St. Emile 2012, 75015 Paris.

Adéquation



LA CAISSE RÉGIONALE
DE CRÉDIT AGRICOLE
DU MIDI A MONTPELLIER

cherche son

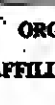
CHEF DU SERVICE FINANCEMENT DES P.M.E. ET DE LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

En relation directe avec le sous-Directeur chargé des crédits professionnels, le candidat devra posséder une parfaite connaissance des techniques bancaires, complétée par une pratique réelle du financement des entreprises et de leur suivi.

Ses aptitudes aux relations humaines lui permettront de coordonner efficacement les actions de son propre service (9 personnes) et du réseau dans le financement des entreprises et de la gestion des risques.

Si vous répondez à ce profil, merci d'adresser, d'ici le 20 juillet 1983, votre dossier de candidature au Service du Personnel :

C.R.C.A.M. DU MIDI
R.P. 4 - 34970 LATTES.



ORGANISME BANCAIRE RÉGIONAL
BOURGOGNE
AFFILIÉ À LA CAISSE NATIONALE
de Crédit Agricole
pour son service central titres

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ADJOINT DU CHEF DE SERVICE

Le candidat (niveau classe III-IV) devra justifier :

- D'une expérience confirmée de 3 ans dans les domaines suivants : liaison avec agents de change, conservation, coupures, SICAV, et F.C.P.
- D'une connaissance approfondie de la fiscalité des valeurs mobilières.

Les candidatures manuscrites sont à faire parvenir accompagnées d'un C.V., des prétentions et d'une photo.

Écrire sous N° 8.529 le Monde Pub. services ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société de distribution et de fabrication
de prêt à porter (800 employés)
filiale d'un groupe anglo-saxon
recherche

UN REPORTING MANAGER

Véritable assistant du directeur financier, il sera chargé de l'ensemble des tâches de reporting existant entre la filiale et la maison mère (établissement des budgets, suivi des écarts et notes d'explications...).

Le candidat idéal aura une formation grande école de commerce ou DECS ou MBA avec impérativement une maîtrise parfaite de l'anglais. Le poste, qui est basé à Châteaufort, est à pourvoir immédiatement.

De réelles possibilités d'évolution au sein du groupe pourraient s'offrir pour un candidat à fort potentiel.

Adresser C.V., photo et photo à M. AUDRAN 23, rue de Châteaufort, 75010 PARIS.

Important laboratoire pharmaceutique
Ville universitaire 300 Km Paris
développe son département

BIOGÉNÉRIQUE
recherche

Pharmacologue

IL/ELLE :

- encadrera une équipe de 4 techniciens
- assurera l'expérimentation pharmacologique et toxicologique de formes galéniques et de voies d'administration nouvelles de médicaments déjà commercialisés
- sera également Responsable de l'étude de produits originaux extraits de plantes.

Solide formation en pharmacologie générale et expérience professionnelle d'environ 2 ans dans l'industrie pharmaceutique.

Envoyer C.V., photo récente, lettre manuscrite et prétentions sous référence 17673 à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmet.

PRES DE PENMARCH, UN PHARE POUR LA FONCTION PERSONNEL

DROIT, AES ou similaire

Cette PME du FINISTÈRE a entrepris depuis plusieurs années un travail en profondeur de valorisation et de responsabilisation de son personnel.

Se performance s'en est accrue et elle souhaite poursuivre dans cette voie.

Avec un homme ou une femme qui sait, par une première expérience acquise ou non dans la fonction, que les bonnes relations sociales nécessitent une grande rigueur et une grande honnêteté.

En échange d'une parfaite discrétion, nous vous remercions d'adresser sous identification S 877, un CV complet et motivé (+ photo et indications de salaire) au :

CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES 56270 PLOEMEUR

BRETAGNE SUD

Aujourd'hui chef comptable, demain...

Dans l'ingénierie, la dimension temps est omniprésente : dans la maturation des projets comme dans leur réalisation. Dans notre domaine - les travaux souterrains - où nous avons acquis une image de marque nationale et internationale de forte qualité, nous vivons aussi pleinement cette dimension. Nous sommes rodés à prévoir, à anticiper.

Notre chef comptable va nous quitter avant deux ans. Nous voulons que sa succession soit préparée par un recouvrement substantiel : tant pour notre propre comptabilité que pour celles de la dizaine de sociétés que nous gérons. C'est toute une organisation à assimiler et un tissu de relations à créer. Pour prendre cette responsabilité, nous voulons un professionnel de qualification confirmée (DECS ou équivalent), qui ait déjà arrêté complètement des bilans et qui ait l'expérience de l'animation d'une équipe.

Profitant de ce changement, nous amorçons une évolution de structure qui tendra à élargir les responsabilités du nouveau titulaire dans les domaines administratif et/ou financier : une ouverture pleine d'intérêt pour qui se sent en mesure de l'assumer. Nous étudierons cela avec lui - avec vous... ? - le moment venu. Le poste est à pourvoir immédiatement. Sans tarder, écrivez sous référence 422 952M aux consultants de SIRCA qui, en vous recevant, vous présenteront plus en détail notre société et ce poste, basé à Paris la Défense ; pensez à lui préciser notre niveau actuel de rémunération.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

monteur d'opérations de promotion en logements collectifs, région parisienne

Nous sommes une filiale connue d'un important groupe français du bâtiment et réalisons, entre autres, des ensembles immobiliers collectifs, neufs ou en réhabilitation.

A30 ans minimum, diplômé d'études supérieures (Sciences-Po, droit + ICH, ESC...), vous avez eu moins 5 ans d'expérience de la promotion immobilière en collectif, et vous avez déjà assuré la responsabilité complète d'opérations de collectif.

Vous montez les dossiers juridiques et financiers (préfinancement et prêts-acquéreurs PLA, PC et PAP), coordonnez l'action de toutes les parties intéressées (notaires, architectes BET, commerciaux...), gérez les marchés d'entreprise, suivez et contrôlez le bilan financier et la trésorerie.

Notre consultant, M. A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 341 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieur technico-commercial

CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la Chimie de Spécialité. Représentée dans 75 pays, elle a réalisé en 82 plus de 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. Ses produits aux applications très diverses s'adressent à des secteurs industriels variés.

Elle recherche un Ingénieur Technico-Commercial. Il sera chargé de promouvoir la vente à l'étranger de ses produits de traitement de surface dont elle détient 48 % du marché international.

Ingénieur-Chimiste, il possèdera environ 5 ans d'expérience dans ce domaine et aura une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

De fréquents déplacements dans le monde entier sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à CECA S.A. - 11, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY.

CECA SIA

La bureau de recherches
géologiques et minières
pour son complexe
scientifique et technique
ORLÈANS-LA SOURCE

UN HOMME- SYSTÈME

pour micro-ordinateurs
6 et 16 bits.

afin de prendre en charge les travaux de programmation, de mise au point et d'essai et de réaliser les études et la mise en œuvre. Une formation de technicien supérieur ou d'ingénieur est requise avec bonne connaissance d'un système PROLOGUE, CP/M ou UNIBOL. Expérience de 3 à 8 ans souhaitée. Missions de courte durée en France et à l'étranger.

Adresser lettre de candidature avec C.V., références et prétentions sous référence CS/83-46 au BRGM/DRS, R.P. 6009, 45060 ORLÈANS CEDEX.

ÉCOLE D'INGÉNIEURS ROUEN

INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES

temps complet, temps partiel ou vacataires en métallurgie, physique, informatique, électronique, micro-processeurs.

Écrire à réf. 8.350 à P. LICHAU C.N.R.S. 220, 75008 Paris Cedex 02 qui transmettra.

École nationale supérieure

d'arts et métiers d'Angers

recherche

INGÉNIEUR

pour enseignement de la fonderie aux élèves ingénieurs, chimie et pratique. Situation de l'enseignement de l'éducation nationale. 11.000 F/an environ, plus selon ancienneté. C.V., photo et 16 à directeur EN-SAM, BP 3525, 49035 Angers.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

steria

Un des leaders européens des Techniques Informatiques, notre Société (1 300 personnes, 400 MF de C.A.) a spécialisé plusieurs de ses Unités Parisiennes en

**Télécommunications
Automatique**

**Vidéotex
Réseau**

Pour poursuivre son expansion, elle recherche des

INGENIEURS INFORMATIENS

de formation Grandes Ecoles, Doctorat, DESS.

Si vous êtes intéressé par ces domaines et souhaitez débiter ou continuer votre carrière dans un environnement dynamique alliant créativité et expérience, écrivez à :

steria M. MALBLANC
147, rue de Courcelles 75017 PARIS

Chef comptable ...et plus encore

Dans une P.M.E. la chef comptable doit faire beaucoup par lui-même certes, mais il a aussi le privilège de participer de façon totale à la vie de la Société. Ce sera le cas pour celui qui viendra prochainement nous rejoindre pour assurer la succession de notre chef comptable partant prochainement en pré-retraite.

C'est vrai, nous travaillons tous beaucoup, car notre Société, filiale d'un groupe britannique mais très autonome par rapport à lui, connaît et va connaître dans les prochaines années un fort développement. Elle fera cette année un chiffre d'affaires de 52 millions de francs avec un effectif de 50 personnes. C'est à l'esthétique et à la qualité des équipements qu'elle distribue qu'elle doit de voir sa part de marché progresser constamment alors que tel n'est pas le cas chez ses concurrents. Egalement au dynamisme de son équipe commerciale.

Vous avez une expérience complète de la fonction comptable, vous l'exercez totalement, jusqu'au bilan, mettant en place le nouveau plan comptable. Les contacts que vous aurez avec nos actionnaires anglais vous permettront de mettre à jour vos connaissances en comptabilité anglo-saxonne, ou de les acquiescer si vous n'en avez pas encore. Mais nous attendons encore plus. Vous serez amené, peu à peu, à prendre en charge tout ce qui relève d'une gestion administrative et financière. Nos bureaux sont situés à la porte de Bagneux, cette précision peut vous intéresser.

Les consultants du cabinet de recrutement CLEAS vous parleront de nous si vous leur écrivez sous référence 839 LM en précisant vos formations et expériences, et votre rémunération 1982.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

D'une fonction commercial/marketing/vente au métier de consultant

Les consultants du Groupe Bernard Julhiet ont été, comme vous, des hommes d'entreprise. Ils ont rejoint le Groupe Bernard Julhiet séduits par l'image, le professionnalisme, le bon positionnement des cinq sociétés du Groupe, et leur synergie (Bernard Julhiet Psycom, Bernard Julhiet Conseils, Télé Action, Districom, Multicom).

Vous, consultant de Bernard Julhiet Conseils

après une formation en accompagnement de missions de conseil, vous aurez à développer les performances commercial/marketing/vente des entreprises clientes à travers des actions d'audit opérationnel, de mise au point de politique, de conduite de plans d'actions.

Diplômé d'études supérieures, âgé de plus de 30 ans, vous avez occupé avec talent une fonction commercial/marketing/vente. Le conseil vous tente pour la multiplicité des expériences qu'il offre.

Ecrivez-nous sous réf. 810M, Bernard Julhiet Psycom - 1 rue de Berri - 75008 Paris. Comptez sur une très rapide réaction de notre part. Merci. A bientôt.

Membre de Syntec

THOMSON-BRANDT

Branche Brandt Armements

recrute pour son département "COHÉRENCE ET QUALITÉ" des

INGÉNIEURS DIPLOMÉS HF

ENSTA - ECP - ENSAE - ECL - ENSAM - ENICA

Première expérience souhaitée dans les domaines aéronautique ou prototypage.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lien de travail :

Saint-Denis (93) ou La Ferté-Saint-Aubin (45).

Ecrire à Monsieur PERRIN, Service du Personnel - 52, Champs-Élysées 75008 PARIS.

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans
recherche
pour son siège PARISIEN

UN CADRE FINANCIER

Formation Ecole de gestion et expérience professionnelle de quelques années en informatique de gestion et en comptabilité analytique. Il sera chargé d'assister le chef de service dans l'ensemble de ses tâches et plus particulièrement pour mettre en place l'élaboration d'un nouveau système d'information de gestion. Poste à pourvoir rapidement.

Pour son centre de la SEYNE-SUR-MER

UN INGENIEUR DE FORMATION MECANIQUE

responsable des études sur systèmes sous-marins.
Expérience en mécanismes hydrauliques et constructions mécaniques.
Connaissances en asservissement et hydrodynamique souhaitées.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au Service du Personnel
CHERO - 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS

EDS NUCLÉAIRE

Société de haute technologie dans le domaine de l'ingénierie pour l'industrie de l'énergie nucléaire, filiale de IMPEL Corporation, San Francisco, U.S.A.

recherche
pour son bureau de Paris :

INGÉNIEURS

- Mécaniciens, calcul-structure, électromécaniciens, ECP, ENCP, ENSAM, INSA, etc.
- 1 à 4 ans d'expérience professionnelle dans l'industrie de l'énergie électrique ou ses fournisseurs.
- Connaissances d'anglais et expérience informatique souhaitées.

La rémunération et les possibilités de carrière sont très intéressantes.

Envoyer lettre et C.V. à EDS Nucléaire,
10, rue du Collège, 75008 PARIS.
Indiquer sur l'enveloppe : Référence 001.

SAT

Nous sommes leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Nous participons activement au développement de secteurs d'activité de technologie avancée, communication, bureau, électronique, aéronautique spatiale, ferroviaire et militaire.

Nous recherchons pour notre établissement en proche banlieue Est un

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

Nous offrons à un jeune ingénieur de formation mécanique (A.M., I.N.S.A., ...) de participer aux études de développement de produits de haute fiabilité : piles et batteries pour torpilles.

Vous serez plus particulièrement responsable de l'élaboration et de la mise en place des dossiers industriels de nos produits en développement ainsi que des études d'implantation des futurs ateliers de fabrication de ces produits.

Adressez votre candidature sous référence GS-427 à
Direction des Ressources Humaines, SAT
119, rue du Président Wilson, 92300 LEVALLOIS PERRET.

construction-recrutement

Nous sommes l'un des tout premiers constructeurs de maisons individuelles (2.800 personnes, CA 1 milliard de F.) et nous recherchons pour notre siège situé à proximité du Pont de Sèvres un

jeune ingénieur d'études

A & M, TP, INSA, ...

Débutant (ou ayant une courte expérience), vous serez, au sein de l'équipe technique, chargé de l'étude et de l'exploitation d'idées nouvelles pour l'amélioration de nos constructions.

Vous mènerez à bien ces projets, jusqu'à leur aboutissement, en tenant compte des impératifs techniques, de coûts, de faisabilité, ...

L'ingénieur que nous attendons, 24 ans environ, saura agir avec autonomie, sous l'autorité du Directeur technique, et nous prouvera son sérieux, sa rigueur et son esprit de synthèse.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) adressée sous réf. 6892 à CONSTRUCTION RECRUTEMENT - 145, av. Malakoff - 75116 PARIS, qui traitera votre candidature confidentiellement.

Bruno-Petit

POSTE D'AVENIR DANS LA VENTE DE BIENS D'EQUIPEMENT

- Vous êtes apte à négocier à haut niveau.
- Vous possédez une forte personnalité et désirez vous intégrer dans une équipe dynamique et moderne.
- Vous avez également de bonnes connaissances de la technologie de la vente et de l'industrie des semi-conducteurs.
- Vous parlez couramment l'anglais.

Présentez-nous votre candidature

en vous adressant à :

MATERIALS RESEARCH (FRANCE)

Direction commerciale - Immeuble Berna
3, rue Le Corbusier, zone Sille
94568 RUNGIS CEDEX. Tél. 687-35-73

DIFFUSION

DIVISION D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE
LOCATION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE
UN DES LEADER DE LA
DIFFUSION MICRO-INFORMATIQUE
PROFESSIONNELLE

recherche pour renforcer l'équipe dynamique de PARIS

Technico-Commercial/ Progiciels

Son acquis : 2 à 3 ans d'informatique et de communication sur matériel IBM.

Ses orientations : vente et support en clientèle de progiciels micro.

Nous lui proposons : une formation, une rémunération motivante, un plan de carrière à la mesure de ses ambitions.

C.V. + photo sous référence 17598 à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmet.

Vous êtes ingénieur en électronique

- Vous êtes passionné par la conception avancée de micro-ordinateurs de grande diffusion.
- Vous aimez travailler en équipe.
- Vous souhaitez travailler dans un contexte international avec des Japonais et des Américains et prêt à vous déplacer si nécessaire.

Adressez-nous C.V. et lettre manuscrite :
Micro-Archi, 79 rue du Temple, 75003 Paris.

Investisseur institutionnel

Société financière française multinationale, nos investissements représentent plus de 3 milliards en valeurs mobilières dont 75 % à l'étranger. Nous recherchons le responsable du service

Administration comptabilité

Vous aurez avec 10 personnes à assurer le suivi des placements en valeurs mobilières : comptabilisation, informatisation, gestion des revenus financiers, crédits d'impôts et retenues à la source.

Après une formation comptable, DECS et stage en cabinet, vous avez pris des responsabilités dans une entreprise. Vous avez de bonnes bases en anglais et un certain intérêt pour les applications informatiques.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, C.V., photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 3811M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

Jeune ingénieur AM, ENSI ou équivalent

Désireux de prendre la responsabilité du service travaux neufs de la société, c'est-à-dire :

- la conception et la réalisation des équipements industriels et des bâtiments,
- l'encadrement d'une équipe de 10 personnes,
- la mise en œuvre du budget,
- la coordination de l'activité des conseils extérieurs,
- la supervision du déroulement des chantiers.

Ayant acquis une première expérience d'environ 2 ans en engineering ou bureau d'études dans les domaines de l'automatique ou la robotique. Nous offrons à un jeune ingénieur la possibilité d'une première expérience de responsabilité d'un service susceptible de déboucher à moyen terme, sur des postes plus larges au sein de la direction technique.

Ecrire avec C.V. sous réf. 5483, à Media-System, 104 rue Rémusat 75002 Paris qui transmetra.

هكنا من العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

EQUIPEMENTS MECANIQUE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La filiale d'un important Groupe Industriel concevant des équipements sophistiqués pour l'industrie met en œuvre des TECHNIQUES AVANCEES, recherche le RESPONSABLE de sa SECTION ETUDES et DEVELOPPEMENT.

Chargé de coordonner les études de produits nouveaux et d'améliorer les matériels existants, il devra diriger une équipe technique d'environ 10 personnes, être l'interlocuteur technique de la Clientèle et des Fournisseurs (France-Etranger) en étroite liaison avec les services de production de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR MECANICIEN, âgé de 30 ans minimum et ayant acquis une première expérience réussie dans la conception de matériels performants misant en œuvre automatisation et informatique scientifique. Connaissance de l'ANGLAIS nécessaire.

(Les entretiens auront lieu suivant convenance des candidats en AOÛT ou en SEPTEMBRE).

Une réponse rapide et un examen confidentiel vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 1182 M

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

INGENIEUR SYSTEME REGION NORD PARIS

Un puissant Groupe Industriel (CA 3 milliards) recherche pour sa DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION (60 personnes) un INGENIEUR SYSTEME VM, ayant acquis une expérience réussie de plusieurs années de la mise en œuvre et de la maintenance des logiciels VM.

La puissance des moyens mis en place (4 IBM 4341-2), les techniques informatiques de pointe utilisées par l'entreprise, ainsi que l'ampleur des projets futurs nécessiteront un souci d'innovation et d'ouverture de la part du titulaire.

La connaissance de DOS/VSE sera un atout supplémentaire.

(Les entretiens auront lieu suivant convenance des candidats en AOÛT ou en SEPTEMBRE).

Une réponse rapide et un examen confidentiel vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1183

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

GENIE CIVIL PARIS INGENIEUR B.E.

Une importante Entreprise de Travaux Publics recherche pour renforcer ses structures un INGENIEUR ayant de 5 à 10 ans d'expérience d'études d'ouvrages de Génie Civil et de Mécanique des sols, et ouvert aux moyens modernes de conception et de calcul (informatique-CAO...).

Le candidat devra avoir une bonne compétence technique et des qualités humaines (ascendant, contacts...).

Disponibilité pour déplacements nécessaires.

Connaissance de l'ANGLAIS vivement souhaitée.

(Les entretiens auront lieu suivant convenance des candidats en AOÛT ou en SEPTEMBRE).

Une réponse rapide et un examen confidentiel vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 1174 M

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Analyste financier HF pour le Département des Investissements

- Avoir deux à trois ans d'expérience d'analyse financière.
- De formation économique et financière supérieure.
- La pratique de l'anglais est indispensable, celle d'une autre langue souhaitée, espagnol de préférence.
- Il sera intégré au sein d'une équipe de haut niveau.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : M^{me} Benfedi, Sous-secteur de l'emploi, Tour Assis, Cédex 14, 92043 Paris-La Défense. Tél. 774.27.09.

UAP

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

CHEF DES VENTES ADJOINT

Mission :

- superviser des groupes de succursales faisant partie de l'une de nos chaînes de magasins;
- superviser le recrutement;
- animer le personnel et participer à sa formation;
- dynamiser nos points de vente sur le plan commercial en mettant en valeur les produits.

Profil : il faut :

- avoir au minimum 28 ans;
- avoir travaillé impérativement dans la vente d'articles d'équipement de la personne ou dans des magasins à succursales multiples ou dans des grandes surfaces.

Lieu de travail : Banlieue Nord de Paris, nombreux déplacements à prévoir en France.

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf. 11130 à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France.

- UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Françaises et Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français, dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.
- UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.
- L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.
- UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.
- DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
- DE REELLES RESPONSABILITES.** Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
- UNE EVOLUTION OUVERTE.** Toutes les évolutions sont envisageables dans des postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.
- UNE FORMATION REPUTEE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.
- UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.
- LA DERNIERE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

hommes et femmes, préparez dès à présent votre rentrée en nous écrivant.

Vous passerez ainsi, si vous le souhaitez, d'excellentes vacances avant de nous rejoindre. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils
(Référence ICM4/7) - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

IBM

GRUPE INDUSTRIEL

Proche banlieue EST, souhaite s'attacher la collaboration d'un(e)

adjoint(te) chef comptable poste évolutif

Bonne formation, capable à court terme d'assurer la responsabilité du service comptable.

Adresser dossier de candidature complet (lettre manuscrite - CV - photo - prétentions sous réf. 74583 à Contasse Publicité 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01; qui transmettra.

SOCIETE DE PRODUITS DE LUXE DE RENOMMEE INTERNATIONALE

UN JEUNE DIPLOME EN GESTION

Nous souhaitons rencontrer un jeune à fort potentiel de formation supérieure HEC, ESSEC, Sup. de Co. etc... pour lui confier le contrôle budgétaire de notre marché export dans un premier temps.

Très vite, il participera ensuite à la mise en place d'un contrôle de gestion dans ce secteur d'activité. Il interviendra aussi lors d'études diverses de rentabilité à tous niveaux de l'entreprise afin d'accroître la performance de nos outils de prévision et de contrôle et préparer sa propre évolution de carrière.

La connaissance de l'anglais ainsi qu'une première approche, au cours de stages, des traitements financiers et comptables assistés par l'informatique, seront appréciées. Cette formation ne sera toutefois suffisante que s'il manifeste une réelle ouverture d'esprit et un excellent contact.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. 8990 M à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Important groupe national du secteur
para-public recherche

Chargé de mission niveau ou diplôme Expert comptable

Intégré dans une petite équipe, ce cadre sera chargé :

- d'assistance et de conseils comptables auprès des entités régionales;
- d'études et de maintenance de systèmes comptables et de gestion décentralisés.

Expérience souhaitée dans les milieux des T.P. ou de la promotion immobilière. Connaissances complémentaires appréciées en Droit, fiscalité, économie.

Envoyer CV, photo, prétentions à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris sous réf. 1896 mentionnée sur l'enveloppe.

Dans le cadre de son Réseau Commercial France recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CONFIRMES

Diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience réussie d'ingénieur technico-commercial ou d'ingénieur informaticien, et vous désirez l'étendre chez un grand constructeur.

Nous vous offrons cette opportunité, à Paris ou en Province, en vous confiant les responsabilités du support technique à la vente : élaboration de propositions techniques, démonstrations en avant-vente, réalisations de projets lors de démarrages en clientèle.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 2010 M à

Cli Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Votre première expérience dans le domaine informatique vous a conforté dans votre choix. Vous souhaitez maintenant enrichir vos acquis, donner une nouvelle dimension à votre carrière.

SG2, groupe puissant de 4000 personnes poursuit sa rapide expansion dans tous les secteurs de l'informatique.

Nous vous proposons de renforcer vos compétences grâce à notre savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : • conception et réalisation de systèmes de gestion • plan informatique • méthodologie d'analyse et de gestion de projets • architecture de systèmes • gestion logiciel • conception et utilisation de réseaux • réseaux locaux • bases de données réparties • monétique et bureautique.

Nous vous apporterons une formation complémentaire adaptée à la spécialisation choisie par vous. Vous assumerez rapidement des responsabilités dans des équipes opérationnelles réalisant des projets d'envergure.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf YR 11 à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : l'informatique des idées et des hommes.

Avec vous jeunes informaticiens

Diplômés d'études supérieures scientifiques

Nous développerons d'ambitieux projets

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Venez nous aider à gérer notre croissance : notre population double tous les 3 ans, notre chiffre d'affaires tous les 2 ans. Nous sommes aujourd'hui 1200 personnes en France.

Responsables de personnel

réf. M 53

Rattaché(e) au Directeur du Personnel, vous assurerez l'ensemble des responsabilités de la fonction pour notre Siège Social d'Evry ou pour nos Agences implantées en Province : recrutement, gestion du personnel, relations avec les représentants du personnel et les administrations. Les rapports privilégiés que vous aurez avec les Directions opérationnelles vous amèneront également à intervenir comme conseil en organisation-développement. De formation supérieure, vous avez 30 à 35 ans et un minimum de 5 ans d'expérience de la fonction personnel. Vous avez fait preuve de réelles qualités d'écoute, de contact, de disponibilité, d'initiative et de créativité. Un bon niveau d'anglais est indispensable. L'un de ces postes est à pourvoir à Evry, l'autre à Rungis.

Merci d'adresser votre CV sous la référence cholest, à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2 rue Gaston Crémieux, BP 136 91004 Evry Cédex.

Responsable de formation

réf. M 54

Au sein de la Direction du Personnel, vous imaginez, proposez et réalisez les actions de formation en sciences humaines et management.

Intervenant sur le terrain, vous assistez les responsables opérationnels dans la conduite d'actions aidant au développement de l'organisation.

Psychologue praticien, votre expérience du milieu industriel est d'au moins 5 ans. Vous voulez concrétiser vos idées et réaliser des projets.

LCT
Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

ingénieurs grandes écoles
ESE - ENST - ENSEEHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

► **ingénieurs électroniciens**
débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

► **ingénieurs logiciel temps réel**
débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste, à LCT - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

IMPORTANTE ENTREPRISE

(1500 personnes) région parisienne (banlieue Sud)

recherche son

médecin du travail

DIPLOME-EE DE MEDECINE DU TRAVAIL.

Présence à temps partiel (5 vacations de 4 heures par semaine).

Ecrire avec C.V. photo et prétentions N.3199 PUBLICITES REUNIES - 112 Bd Voltaire 75011 Paris

Conseillers de droit social

Un très important GROUPE, leader international dans son activité, recherche pour son siège social (banlieue parisienne Sud-Ouest) un **Conseiller de droit social**. Rattaché au Directeur et d'assistance dans les domaines mission de conseil et du Droit du Travail : suivi de l'évolution de la législation, conseil auprès des Directions des filiales et du personnel, suivi du contentieux social. De 30 à 35 ans, les candidats devront avoir une solide formation juridique (Droit du Travail) et une expérience de 5 à 10 ans de ce domaine d'activité. Solides quali-

tés rédactionnelles demandées. Fonction évolutive pour un candidat de valeur susceptible d'aborder avec compétence et discernement les multiples aspects de la fonction Personnel. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente en précisant la référence 2598/LM à

MEDIA BA
9, Bd des Indes, 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

SOCIETE D'INGENIERIE
250 personnes
filiale de la Société Nationale des Poudres et Explosifs
recherche pour son activité Sécurité ;

ingénieur calcul de structures
DEBUTANT - (INSA - ESTP)

ingénieur de projets
(ENSAM - ENSI)
ayant 3 à 5 ans d'expérience dans les services généraux pour concevoir et réaliser des installations de chaufferies industrielles et conditions d'air

technicien électronicien
(DUT - BTS)
pour assurer la maintenance des systèmes de prévention

documentaliste
(BTS Chimie)
pour seconder le responsable du département
Connaissances en sécurité et en informatique souhaitées
Lieu de travail : PARIS 12ème

Envoyer CV et lettre manuscrite avec photo sous référence 74262 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

CINCINNATI - NEW-YORK - FRANCFORT - MILAN - PARIS - LONDRES
TORONTO - TOKYO - BUENOS-AIRES - SAO-PAULO - CHICAGO

Burke
Burke Marketing Research
Paris
(ETUDES ET CONSEIL EN MARKETING)

— RECHERCHE pour intégrer son DÉPARTEMENT TRAITEMENT DE L'INFORMATION :

- analyse des données,
- dépouillement d'enquêtes,
- développement d'outils statistiques,
- modélisation.

UN DIPLOMÉ
E.N.S.A.E., I.S.U.P., D.E.A. statistiques...
(débutant ou 1 à 2 années d'expérience dans le domaine du traitement des données statistiques à l'aide de l'outil informatique).

CE POSTE REQUIERT :

- un intérêt pour les statistiques,
- la volonté de participer activement au développement d'un groupe international,
- une bonne maîtrise de l'anglais.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat

Envoyer curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite à :

BURKE MARKETING RESEARCH,
159, rue Nationale,
75040 PARIS CEDEX 15

en mentionnant sur l'enveloppe : « Recrutement traitement des données. »

ORGA CONSEIL

Cabinet d'Organisation et d'Ingénierie affilié au Groupe SG2 (une des premières SSCI européennes), nous développons et diversifions notre activités dans les domaines

LOGISTIQUE
et
GESTION DE PRODUCTION

Nous recherchons des

CONSULTANTS EXPERIMENTES

- ayant une dizaine d'années d'expérience dans l'une de ces disciplines,
- à même de prendre immédiatement la responsabilité de projets et d'encadrer des équipes de réalisation,
- rapidement amenés à participer au développement commercial.

Ecrire avec CV, photo et lettre manuscrite sous référence 0602/M à :

ORGA CONSEIL
64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS

GROUPE SG2

SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE
(4 milliards de francs de CA)
filiale d'un important groupe américain recherche
POUR SA DIRECTION FINANCIERE, BASEE A PARIS

UN CADRE COMPTABLE Réf. 1808
— Chargé des déclarations fiscales, de la préparation mensuelle du bilan français et de l'harmonisation des méthodes comptables.

Profil :

- HEC, ESSEC, ESCP, avec 2 années d'expérience comptable.
- ESCAF, DUT, de gestion, DECS, avec 3/4 années d'expérience comptable.
- Connaissance de l'outil informatique.

PLUSIEURS COMPTABLES
(casimilés cadres) Réf. 1809

Spécialisés dans l'une des fonctions suivantes :

- Reporting américain.
- Comptabilité analytique des ventes.
- Gestion des immobilisations et comptabilité analytique industrielle.

Profil :

- ESCAF, DUT, de gestion, DECS, avec 2/3 années d'expérience comptable.
- Connaissance de l'outil informatique.

Ces postes, qui pourront déboucher rapidement sur des responsabilités élargies pour des candidats de valeur, requièrent impérativement une solide connaissance de l'anglais et un bon potentiel personnel. Les premiers entretiens auront lieu dans la première semaine du mois d'août.

Prière d'adresser C.V. détaillé, lettre d'accompagnement et photo sous réf. correspondante à PIERRE LICHAN S.A. BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

مكتبة النجف

D'EMPLOIS

Télécommunications
Indes écoles
T-ECF ENSERG
clectroniciens
iciel temps réel

ENTREPRISE

ecin
avail
ECINE DU TRAVAIL.

INGENIERIE
de structures
de projets
lectronicien
entaliste

COMPTABLE
COMPTABLES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CENTRE DE RECHERCHE
Valorisation des métaux non-ferreux
recrute

2 JEUNES
INGENIEURS

E.N.S. Chimie de Paris - E.S.P.C.I.
SUPELEC - E.N.S.E.G. - E.N.S.I.C.

Fonctions :
- Animation équipes chimistes et métal-
lurgistes
- Etudes de procédés
- Etudes optimisation outils de produc-
tion.
Poste ouvert à débutant ou semi-débutant
Anglais indispensable
Aptitude animation d'équipes de techni-
ciens
Lieu de travail : Région Parisienne.
Ecrire avec CV s/rel. 74703 à
Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Ford
PREMIER IMPORTATEUR
recherche DE JEUNES DIPLOMÉS
GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS POUR CONSOLIDER NOTRE ESSOR

ANALYSTE

Habitué à participer activement à la conception et à la réalisation de projets informatiques, au sein d'une SSSI par exemple, vous êtes capable de superviser l'avancement de vastes projets « clé en main ». Des connaissances en télécommunication sont un atout supplémentaire. VT 1

ASSISTANT DE DISTRICT

Vous êtes l'interlocuteur du réseau régional voitures pour la gestion des commandes et toute information commerciale utile à nos concessionnaires. Ce poste de relations, très évolutif, est basé dans une grande ville de Province. VT 2

CONSEILLER DE GESTION

Vous aidez notre réseau de concessionnaires à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par Ford, avec introduction de l'informatique. Vous participez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux. VT 3

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Au sein de l'Equipe marketing pièces, votre connaissance approfondie du marché vous permet d'élaborer une politique de prix rendant vos produits plus compétitifs. Vous assurez également le lancement et le suivi de campagnes promotionnelles. MC 1

Pour tous ces postes, la mobilité géographique et la connaissance de l'anglais sont indispensables. Adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à FORD FRANCE SA, Direction du Personnel : 344, Av. Napoléon Bonaparte 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

digital

N° 1 de l'informatique interactive

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale de DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION, enregistre un développement spectaculaire de plus de 50 % l'an et dépasse aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires. Notre Direction Marketing anime cette croissance.

Directeurs de marchés

Ils définissent les stratégies marketing pour la réussite de notre développement sur des marchés spécifiques. Ils réalisent la mise en place opérationnelle de ces stratégies, les animent et en assurent le suivi en collaboration étroite avec notre force de vente. De formation supérieure, vous avez une expérience approfondie des marchés informatiques, acquise dans un poste de vente de préférence chez un constructeur. Votre créativité s'allie à une excellente capacité de négociation et vous avez fait preuve de réelles qualités de planification et de management. Réf. M 51

Chefs de produits

Ils sont responsables d'une famille de produits commercialisés sur différents marchés : ils participent à sa définition et à son adaptation en France et assurent son lancement au sein de notre organisation commerciale, auprès de nos clients et de nos prospects. Ingénieur de formation, vous avez une expérience technique importante en informatique et souhaitez valoriser cette expérience dans une approche commerciale. Réf. M 52

Pour ces postes ouverts à des hommes et des femmes, l'anglais est indispensable. Ils peuvent à terme déboucher sur des responsabilités au sein de la Direction Commerciale.

Merci d'adresser votre CV sous la Réf. choisie à Nicolas GROS, Ressources Humaines, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.



LE CARBONE - LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION
INTERNATIONALE

3 usines en France - 21 filiales à l'étranger
Effectif : 4 000 personnes
recherche

CADRE DEBUTANT
HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO

Après une formation de longue durée dans une usine de la REGION PARISIENNE, ce jeune cadre connaît une évolution de carrière diversifiée au sein de LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE et éventuellement dans une filiale.

Connaissance de l'ANGLAIS exigée, espagnol ou allemand souhaitable. Créativité, dynamisme, sens des relations humaines indispensables.

Adresser candidature, sous référence 452 à la Société Le Carbone-Lorraine - Direction du Personnel et des Relations Sociales - B.P. 148 F - 92231 GENEVILLIERS.

ENERTEC

recherche pour son département
ENREGISTREMENT MAGNETIQUE
basé à Vélizy

Ingénieur d'études
électronicien

Notre département étudie et fabrique des enregistreurs de haute performance destinés au secteur aéronautique. Le jeune ingénieur que nous recrutons sera intégré à l'équipe du projet enregistreur à tête tournante et il sera responsable d'une partie de cette étude. Ce poste nécessite une bonne connaissance de l'anglais, un diplôme d'ingénieur grande école et de 0 à 2 ans d'expérience. Nous offrons de réelles possibilités de carrière à l'intérieur de la société et du groupe à un candidat(e) apte à exercer des responsabilités. Adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S311, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC

Schlumberger



MOTOROLA
AUTOMOBILE

Dans le cadre de la création de notre nouvelle unité industrielle, spécialisée dans la construction d'équipements électroniques pour l'automobile, nous recherchons :

ingénieur
électronicien

Débutant ou avec une première expérience

Sa mission principale sera d'établir la liaison entre nos clients et l'équipe d'études. Nous demandons au candidat que nous aurons retenu une grande aptitude aux contacts et une pratique courante de l'anglais (lu, écrit, parlé).

Lieu de travail : PARIS et/ou ANGERS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel MOTOROLA AUTOMOBILE S.A., 6, rue François Covert 49000 ANGERS.

IMPORTANT GROUPE SUÉDOIS
IMPLANTÉ EN FRANCE
PRODUITS HYGIÈNE ET SÉCURITÉ
POUR COLLECTIVITÉS ET INDUSTRIES

recherche

CADRE COMMERCIAL

pour

CRÉER UNE FILIALE DE VENTE
aux U.S.A.

En collaboration avec la Direction de Paris, il devra implanter et diriger une filiale de commercialisation des produits du groupe à PHOENIX, Arizona. Cela implique principalement la création et l'animation de la force de vente ainsi que la préparation et le suivi des budgets.

Pour être candidat il faut avoir une très bonne formation commerciale de base, du type Ecole Supérieure de Commerce, et une solide expérience de l'animation d'équipes commerciales.

Préférence sera donnée aux candidats anglo-saxons (Suédois, Anglais, Allemands, Danois...).

Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2510).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

FIRME DE CONSEILS
JURIDIQUES ET FISCALIS

à clientèle internationale recherche

FISCALISTE EXPERIMENTE

Ayant au moins cinq ans d'expérience. Connaissance de l'anglais.

A.J.F. & Associés, Membre de PEARCE FENNER SMITH INTERNATIONAL, Tour Fiat, Cédex 16, 92084 PARIS-14-DEFENSE M.G. de BONDEAU - Tél. : 796.20.79



Nous sommes une importante Société de Distribution (7000 pers.) et recherchons pour un service du personnel situé au siège social, en proche banlieue Nord

UN RESPONSABLE DE
L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Il coordonne les activités administratives et la paie. Il conçoit, met en place, et gère les procédures administratives, supervise et anime le système paie. Il dépend du directeur du personnel d'une division regroupant 2 000 personnes (et a sous sa responsabilité une équipe). Homme ou femme, il (elle) a au minimum 26 ans, et une première expérience de 2 à 3 ans lui ayant déjà donné l'occasion de s'occuper.

Pour 2 postes équivalents. Merci d'adresser votre candid., lettre manusc. + C.V. + photo) et vos péc. à Mme Labille sous réf. 307 M au Cabinet PANISSOD-SUHNER, 100 r. de Turenne 75003 Paris

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

3 ingénieurs d'études

Région Parisienne

référence : 1

1 ingénieur métallurgiste

Région Parisienne

référence : 2

1 ingénieur méthodes

Région Pays de Loire

référence : 3

Les candidats seront diplômés (AM, ENI, INSA...). Débutants ou ayant une première expérience récente dans une activité industrielle.

Les ingénieurs retenus se verront offrir de nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 74448 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui tr.

THOMSON-CSF

BRANCHE DES EQUIPEMENTS
MEDICAUX

recherche

TECHNICIENS
ELECTRONICIENS
BTS ou DUT

Pour études en laboratoires d'électronique et d'automatique de matériels de radiologie très évolutifs.

Une expérience professionnelle est souhaitée mais non exigée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à CGR, Service du Personnel, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

IMPORTANTE SOCIETE DE
Conseils juridiques et fiscaux
recherche

JURISTES
D'AFFAIRES

Maîtrise en Droits des Affaires
et petite expérience professionnelle.
Déjà marié O.M.

Envoyer candidature manuscrite + C.V. + photo s/rel. 1116 à PARAFRE - 45, rue de Richelieu - 75001 PARIS qui transmettra.

ETABLISSEMENT
FINANCIER

Cherche pour gérer
ses immeubles

RESPONSABLE
DE GÉRANCE
EXPERIMENTE

Téléphones au : 286-87-33.
Quartier Madolesse, St-Lazare, 814 rech. Hm. dynamique forte personnalité, connaissances : COMPTABLES et JURISTIQUES pour prise en charge :
- service recouvrements
- suivi clients
- pré-conseils
Env. C.V. et prétentions à Martin - 11, rue Barthollet Paris-9, qui convoquera.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

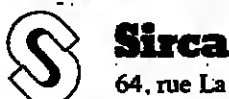


Aux spécialistes de l'ingénierie d'ensembles industriels Planification/Estimation/Contrôle des coûts

Encore jeune dans le métier de planification (2-3 ans), ou déjà expert confirmé en planification, ou en estimation d'investissements, prenez contact avec les consultants de SIRCA qui coopèrent avec la direction du personnel de SGN pour la conduite de ces recrutements, tous aussi urgents les uns que les autres.

Nous nous intéressons aux seuls candidats ayant une expérience dans l'ingénierie des grands ensembles industriels, qu'il s'agisse des prestations planning (études, appro, construction, essais) ou de l'estimation des investissements (matériel, montage, mise en route). La plupart des postes sont à pourvoir à St-Quentin en Yvelines mais deux d'entre eux nécessitent l'implantation à la Hague. Il s'agit d'un responsable d'une équipe de 15 ou 20 planificateurs et d'un ingénieur au contrôle des investissements. Pour ces deux postes, l'expérience chantier sera évidemment très appréciée.

Quels que soient vos diplômes et la durée de votre expérience, sachez bien que votre personnalité et votre niveau d'expertise priment. Le savoir faire de notre société en matière de recrutement nous permet d'être exigeant dans l'appréciation des compétences et d'offrir d'excellentes opportunités de carrière aux cadres performants de l'ingénierie française. Référence 384 955M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Juriste d'entreprise

Nous sommes un Groupe industriel (électronique et électromécanique) basé en proche banlieue parisienne, réalisant un C.A. de près de 2 milliards de francs, avec 20 filiales en France et à l'étranger.

Nous recherchons notre Juriste d'entreprise qui prendra la responsabilité de la fonction juridique dans ses aspects les plus diversifiés : droit des contrats, droit des sociétés, assurances, propriété industrielle, etc. Il interviendra comme Conseil auprès des services de la Société autant qu'auprès de ses filiales.

Ce poste vous permettra de développer dans le cadre d'une large délégation vos compétences, acquises de préférence dans une entreprise industrielle (3 à 5 ans d'expérience nécessaires).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 4/JAF à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CONSEIL ET CONTRÔLE DE GESTION

Cette importante société de Caution Mutuelle renforce l'équipe de son département « engagements et contrôle des risques », et crée deux nouveaux postes :

- Région parisienne • Nord et Est France (15 départements).

Sous l'autorité du directeur de service, il intervient chez les adhérents de sa région afin de détecter et apprécier les risques en contrôlant les comptabilités et le respect de la réglementation applicable à la profession. Il contribue par ses recommandations à conseiller l'adhérent dans sa gestion comptable.

De niveau D.E.C.S., ce candidat est, soit un jeune diplômé ayant une première expérience acquise dans un service financier ou en cabinet d'expertise comptable, soit un professionnel de la comptabilité.

Les premiers entretiens se dérouleront dans votre région.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7324 AD, en précisant la région, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Union de Banques Arabes et Françaises UBAF

Pour renforcer la structure de notre Service Informatique, équipé d'un DPS 7, nous créons deux postes d'

analystes-programmeurs

Vous connaissez nos systèmes d'exploitation GCOS-84 et TDS et le langage COBOL. Nous vous proposons de participer activement à la gestion et au développement des applications du Siège Social en prenant en charge des analyses fonctionnelles, organiques ainsi que la réalisation des lignes de programmes.

En France et à l'étranger notre informatisation va s'accroître, ce qui promet à nos analystes-programmeurs des fonctions intéressantes et évolutives.

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation DUT, MIAGE, possédant : e 3 à 4 ans d'expérience et une parfaite maîtrise des techniques de la fonction, e ou, 6 ans d'expérience minimum et si possible, la connaissance des systèmes bancaires. Anglais apprécié.

La rémunération que nous proposons est élevée car nous recherchons des professionnels capables d'évoluer avec nous.

Adresser C.V., lettre manuscrite à UBAF - Direction du Personnel

180, avenue Charles de Gaulle - 92528 NEUILLY CEDEX

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français leader dans sa branche automates programmables offre à

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

Formation électronique ou électrotechnique.

UNE CARRIERE DANS LA VENTE

Notre progression rapide et votre réussite vous permettront d'atteindre rapidement des responsabilités de Chef d'Agence.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 74710 ID à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT

dans le cadre de son expansion, renforce ses structures, et recherche

JEUNES DIPLOMES

Ecoles Supérieures de Commerce ou équivalent.

Notre taille et notre croissance rapide et continue, nous permet d'offrir des opportunités intéressantes à de jeunes diplômés à fort potentiel désireux de progresser leur carrière dans des postes à vocation commerciale.

Après une formation complète à nos produits, nos techniques de vente, nos procédures internes, nous leur confierons rapidement des responsabilités :

délégué commercial réf. 927 M

missions ponctuelles sur le terrain (Paris et Province) pouvant s'ouvrir sur l'animation commerciale et la gestion d'un secteur géographique pour l'une ou l'autre de nos marques.

futur acheteur réf. 928 M

dans un premier temps, assistance au sein de notre département achats afin de se familiariser à la mission clé que représente dans notre entreprise la sélection et le dialogue qu'il conduira ultérieurement avec nos fournisseurs et sous-traitants. La connaissance de l'anglais s'avère ici être un atout supplémentaire.

Ces 2 postes nécessitent une très grande mobilité géographique.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions en indiquant la référence choisie au Service Recrutement 28-34, Bd du Parc 92520 NEUILLY SUR SEINE.



BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT
recherche pour PARIS

ATTACHE COMMERCIAL

Il sera chargé de la prospection d'une clientèle P.M.E. et de la constitution des dossiers engagements.

Il assurera également l'entretien de cette clientèle ainsi que l'étude et le suivi des dossiers.

Issu de la profession bancaire, il devra justifier d'une réussite en démarche et de bonnes connaissances techniques.

POSITION GRADÉ.

L'expérience déterminera la classification et la rémunération de ce poste à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Service du Personnel S.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cedex 15

Un des premiers groupes français de prévoyance, réputé pour sa réussite et son dynamisme, recrute

DES CHEFS DE SERVICE

NOUS :

- nos activités : de l'assurance au tourisme social, elles sont très largement diversifiées.
- nos techniques : développées dans des secteurs de pointe (informatique, communication...) sont des plus performantes.
- nos projets : ils sont ambitieux et motivants.

VOUS :

- votre formation : HEC, ESSEC, IEP Paris ou équivalent.
- vos qualités : vous avez des aptitudes réelles à la communication, à l'animation, à l'organisation.
- vous êtes ambitieux et imaginatifs, vous acceptez le principe de la mobilité géographique.

Ces postes sont à pourvoir dans de grandes villes universitaires. Possibilités intéressantes d'évolution de carrière au sein du groupe. Rémunération annuelle à partir de 170.000 F et + selon expérience.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 9991 à
VALENS CONSEIL BP 359, 75064 PARIS Cedex 02.

Ressources humaines

RECRUTEMENT - FORMATION - GESTION

Notre Groupe emploie aujourd'hui 5000 salariés en 60 établissements autonomes. Votre rôle, à la Direction du Personnel est d'apporter aux responsables locaux appui et conseil pour le recrutement, la formation et la gestion des carrières. Vous êtes dans ces domaines un professionnel. Votre expérience s'est obligatoirement exprimée en entreprise.

RECRUTEMENT - C'est, dès le départ, votre principale responsabilité. Elle suppose une réelle pratique des opérations d'embauche de personnel et d'encadrement et une compétence immédiatement opérationnelle.

FORMATION - Une structure existe qui fonctionne bien. Les besoins s'accroissent. A vous de conduire le développement.

GESTION DES CARRIERES - Ce sera la suite normale de votre fonction. Ici tout est à organiser. Nous le ferons ensemble mais vous serez maître d'œuvre.

Un point encore : nous sommes implantés dans l'Ouest et chez nous il fait encore bon vivre. Vous aurez affaire à des gens simples, travailleurs et qui comptent sur vous. Votre rémunération ne sera pas inférieure à 170 000 F.

Merci de nous adresser votre dossier, vos références, vos prétentions. Sous référence RH 756M Nous vous rencontrerons rapidement.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris
MEMBRE DE SYNTHEC



Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX

(1 500 personnes - Activité tournée aux deux tiers vers l'Exportation) recherche

UN INGENIEUR ELECTRO-CHIMISTE

ETUDE ET DEVELOPPEMENT D'APPAREILS D'ELECTROCHLORATION

Rattaché au Chef de Service « Produits Nouveaux », cet ingénieur devra étudier et faire réaliser des appareils d'électrochloration avec leur environnement, ces équipements devant être intégrés dans certaines de nos installations.

Le poste, basé à RUEIL, s'adresse à un ingénieur électrochimiste (ENSEEG en particulier) ayant si possible une expérience industrielle dans une fonction de développement.

Une compétence technique dans le domaine des équipements concernés constituera bien sûr un atout déterminant.

Le poste implique en outre l'usage de la langue anglaise et quelques déplacements, aussi bien en France qu'à l'étranger.

Ecrire en adressant C.V., photo et prétentions sous réf. 433/2 à :
Laurence MALCORPI - Relations du Travail
183, avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL MALMAISON



Le marketing à la SETTA

Société nationale employant 9 000 personnes et réalisant 4,5 milliards de CA. HT, nous représentons les 2/3 du marché des cigarettes en France où nous gérons des marques de premier plan, telles que GAULOISES, GITANES, GALLIA, ROYALE, PALL, MALL et NEWS, et avons su prouver notre dynamisme international où s'effectuent 20% de nos ventes. Notre direction Marketing/Ventes Cigarettes recherche trois

Jeunes diplômés ESCP, HEC, ESSEC, Sciences Po...

Assistants chef de produit, nous vous préparons à prendre rapidement la responsabilité d'une marque. Etudes de marchés, expériences/terrain des techniques promotionnelles, confrontation à la concurrence étrangère pourront alterner avec des missions ponctuelles et spécifiques de gestion marketing, en collaboration avec nos agences de publicité, sous la responsabilité d'un chef de produits senior.

Nous souhaitons rencontrer des éléments qui désirent faire leurs armes dans un marketing nouveau et riche d'avenir.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous réf. 2017/M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

كتاب النجلى

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Contrôleur de gestion du groupe

Une création 180.000 +

Oui, c'est la première fois qu'il y aura un contrôleur de gestion auprès du directeur financier dans ce groupe agro-alimentaire, de 500 millions de francs aujourd'hui, qui s'est pratiquement constitué ces dernières années dans le Sud-Ouest de la France et est appelé à un fort développement national.

Aussi compte-t-on que ce contrôleur de gestion apportera avec lui une véritable technique acquise essentiellement dans une entreprise pratiquant des méthodes de gestion américaines. L'élaboration des budgets prévisionnels et leur contrôle, la conception et la production des tableaux de bord, l'analyse mensuelle des résultats, les études de rentabilité, toutes ces compétences, il les mettra au service de la vingtaine de petites sociétés constituant le groupe. Et comme il arrivera au moment où se mettent en place systèmes informatiques et comptabilité analytique, il contribuera largement à la conception de ces nouveaux outils.

Il rejoindra une équipe de jeunes managers à la décision rapide qui, comme lui, sont issus des meilleures écoles que sont certaines grandes Sociétés multinationales. Comme eux, il travaillera beaucoup mais avec une grande autonomie et dans un climat de confiance. Enfin, s'il a des attaches dans l'Ouest de la France, il appréciera que, quoiqu'il bascule à Paris, ses déplacements l'ambientent souvent sur les rives de l'Atlantique en particulier dans les Landes. Qu'il prenne donc contact très rapidement sous référence 8319 LM avec les consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

Ingénieur informaticien et formateur, mettez vos compétences au service de la clientèle

NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS.

Votre domaine : la formation de nos clients utilisateurs de nos systèmes informatiques. Coordonner, planifier l'ensemble des actions de formation, mais aussi gérer et développer ce nouveau secteur d'activités, telle sera votre mission à ce poste que nous créons.

Ingénieur spécialisé dans l'informatique, vous possédez une première expérience de la formation, une très bonne connaissance des logiciels et systèmes de gestion ainsi qu'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Vos qualités : sens de la pédagogie et de l'organisation, dynamisme et excellent contact.

NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS, spécialiste de l'informatique de bureau et des télécommunications, nous sommes filiale française du 2ème constructeur de matériel de télécommunication en Amérique du Nord.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement et attendons votre candidature adressée sous référence IF au :

Service du Personnel - NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS - RN 186 - La Boursière

92357 LE PLESSIS ROBINSON CEDEX

nt northern telecom

DIRECTEUR COMPTABLE

PME Z.I. GARONNE (93) - FILIALE FRANÇAISE D'UN PUISSANT GROUPE U.S. - secteur : Négoce International, recherche

FUTUR DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Bilingue Anglais

Notre équipe de 12 personnes distribue sur toute l'Europe des équipements spécialisés de fabrication américaine.

Nous exportons 60% de notre CA et connaissons actuellement une très forte expansion (30 à 40% par an).

Le candidat recherché, bras droit du Directeur Général, assurera avec une assistance intégrée de la comptabilité générale et analytique.

Il effectuera le reporting mensuel, le suivi de la trésorerie, la gestion financière des exportations, les déclarations sociales et fiscales, ainsi que l'établissement du bilan.

Ce poste, qui offre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe, requiert une formation supérieure comptable (DECS), ainsi qu'une expérience professionnelle de 4 à 5 ans acquise dans une entreprise similaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 135/M à notre conseil :

JB SENTIS CONSULTANTS
6, rue Saulnier 75009 PARIS

PAUL STRA hutchinson

STÉ DU GROUPE HUTCHINSON (2,5 milliards F.) faisant lui-même partie du

1^{er} GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

pour

POUR SOUTENIR LA FORTE CROISSANCE

A L'EXPORTATION (40 % +) de son

DEPT. AUTOMOBILE

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT (EUROPE) Constructeurs Auto

INTERFACE ENTRE LES CLIENTS (1^{er} monte exclusivement) ET LES SERVICES INTÉRIEURS (Labo - B.E. Usines en Province) pour tous marchés en cours, préparation et négociation des affaires nouvelles.

Basé à LEVALLOIS (92)

il passe 50 % de son temps chez les Clients et dans les Usines.

• Formation technique solide : INGÉNIEUR diplômé au niveau :

• ANGLAIS COURANT + si possible Allemand.

• EXPÉRIENCE TECHNICO-COMMERCIALE à l'EXPORT (ou TECHNIQUE si réelles aptitudes commerciales) chez un CONSTRUCTEUR ou ÉQUIPEMENTIER 1^{er} monte.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo au réf. 8013 à

SC sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE CRÉDIT

Le candidat devra être :

— Ingénieur informaticien des commandes

— du suivi des comptes clients

— du traitement des incidents de paiement

— des mises en contentieux

Le poste correspond à un (e) jeune candidat (e) de formation juridique ayant plusieurs années d'expérience dans des postes similaires.

La rémunération proposée est attractive. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 74.006 à Contesco Publi-20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

AMNESTY INTERNATIONAL offre

TRAVAUX PONCTUELS rémunérés (travaux acceptés bénévo.)

REVISION

anglais version française à professionnelle hautement qualifiée.

Tél. URGENT à M. POLIERAS au 567-95-85.

CHEF DE PROJET MARKETING

POUR CAMPAGNE COLLECTIVE

Organisation professionnelle générale COLLABORATEUR EXTERNE pour la mise au point d'une campagne concernant un bien d'équipement de la personne.

Le contrat à durée déterminée comprendra à un universitaire ou à un consultant indépendant.

Adr. lettre manuscrite, C.V. + photo, sous la réf. 41.345 M à

REDACTEUR

85 bis, c. Reaumur, 75002 Paris.

ROUSSELOT

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

De formation chimique (Grande École Chimie, Doctorat 3^e Cycle ou Pharmacie), il aura une expérience du laboratoire et maîtrisera la langue anglaise.

Rattaché à la Direction des Recherches, basé pour commencer, à côté d'un site de production dans le SUD-EST DE LA FRANCE

Il aura pour mission :

— De promouvoir nos produits sur les marchés internationaux de la pharmacie et para-pharmacie industrielles.

— D'analyser les besoins de la clientèle pour contribuer à définir, en concertation avec la Direction du Marketing, les évolutions de notre production.

Cet homme de caractère devra avoir une grande mobilité géographique.

Adresser curriculum vitae et rémunération souhaitée référence YL à : ROUSSELOT S.A., 8, rue Christophe Colomb, 75340 PARIS CEDEX 08.

RTC

La Radiotechnique-Compelec Composants Electroniques recherche pour ses Services Commerciaux

INGÉNIEURS Débutants ou Confirmés diplômés d'Ecoles spécialisées en Electronique

• Si vous êtes attiré :

— par les techniques avancées de l'électronique et particulièrement des circuits intégrés

— par les négociations commerciales - l'établissement de contrats et le suivi des clients

• Si votre anglais est suffisant.

• Si la variété et la multiplicité des relations professionnelles vous intéressent.

RTC se chargera de votre formation complémentaire.

Ecrire avec C.V.

RTC La Radiotechnique-Compelec Services du Personnel

130, avenue Ledru-Rollin

75540 PARIS CEDEX 11.

Crédit du Nord

INGENIEURS GRANDES ECOLES

recrute, pour sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique à PARIS, des

- Micro-ordinateurs et réseaux locaux
- Système IBM : MVS, SNA, CICS
- Télécommunications

pour participer à la définition et à l'application du nouveau plan informatique qui mettra en oeuvre les techniques informatiques les plus avancées.

Compte tenu notamment de l'expérience acquise, une rémunération motivante est prévue.

Les lettres de candidature seront accompagnées d'un curriculum vitae complet, d'une photo, de la rémunération souhaitée et adressées à la Direction du Personnel - Crédit du Nord - 6-8, boulevard Haussmann 75009 Paris.

UN MONDE D'OPPORTUNITES POUR DE JEUNES ECONOMISTES

Spécialiste du financement du commerce international, implantée dans plus de 60 pays, nous sommes parmi les premières banques françaises et les plus grandes banques internationales.

Notre service d'Etudes Economiques recherche des INGENIEURS ou DIPLOMES d'ECOLES DE COMMERCE, avec une formation économique complémentaire, bénéficiant d'une première expérience de 3 à 5 ans dans la spécialité.

Vous aurez à évaluer les risques encourus par la banque sur certains pays en voie de développement et (ou) à analyser les aspects monétaires et financiers des principales économies développées. La pratique courante de l'anglais est donc indispensable.

Un monde d'opportunités s'ouvre à vous en France et à l'étranger. Pour saisir cette chance merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo sous réf. 41JC à :

BANQUE INDOSUEZ

Service Recrutement, Carrières, Formation 44, rue de Courcelles, 75008 Paris.

CONTROLLER

PARIS-BANLIEUE SUD
220.000 FRANCS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
200 PERSONNES

Filiale d'un important groupe américain commercialisant de l'équipement industriel.

Sous l'autorité du Directeur Général, il supervisera les services comptables, paie, recouvrement, informatique, trésorerie.

Il est requis une formation supérieure de gestion, une expérience comptable et la maîtrise de l'anglais.

Sans être informaticien il est indispensable d'avoir une expérience sérieuse de l'informatique.

Le candidat possèdera une personnalité forte, motivée, rigoureuse, alliant à une autorité naturelle un sens des contacts.

4/5 ans d'expérience d'une multinationale sont nécessaires.

Age environ 32 ans.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° T 041.302 M,

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

Société réputée de représentation commerciale, chargée pour prendre en charge la vente d'un VIN ÉTRANGER en EUROPE et, ultérieurement, en AMÉRIQUE DU NORD.

Une solide expérience de la VENTE des VINS ou SPIRITUEUX est indispensable.

Envoyer C.V., détaillé photo et salaire actuel sous réf. 27.244 à

CONSEIL EN RECRUTEMENT 47, rue de Procy 75017 PARIS.

VILLE D'ORLY recrute d'urgence

REDACTEUR(TRICE)

ou ayant vocation pour services financiers

Connaissance M 12 exigée.

Connaissance administrative communautaire souhaitée.

Adresser C.V. à M. Le Maire d'Orly 91450.

P.M.E. à PANTIN, rech.

RESPONSABLE GESTION

BOY NEVEAU à l'imp. Rôle : suivi des clients

— suivi de la comptabilité d'exploitation

— gestion de fabrication

— Exp. à SELECTION ET RÉGIE

1, c. de la République, PARIS-6.

Société d'ingénierie informatique de 50 pers.

recherche

Parfaitement bilingue français - anglais

(connaissances espagnol et/ou allemand souhaitées) et disponible pour effectuer de nombreux déplacements.

Une solide expérience de la VENTE des VINS ou SPIRITUEUX est indispensable.

Envoyer C.V., détaillé photo et salaire actuel sous réf. 27.244 à

CONSEIL EN RECRUTEMENT 47, rue de Procy 75017 PARIS.

VILLE D'ORLY recrute d'urgence

REDACTEUR(TRICE)

ou ayant vocation pour services financiers

Connaissance M 12 exigée.

Connaissance administrative communautaire souhaitée.

Adresser C.V. à M. Le Maire d'Orly 91450.

P.M.E. à PANTIN, rech.

RESPONSABLE GESTION

BOY NEVEAU à l'imp. Rôle : suivi des clients

— suivi de la comptabilité d'exploitation

— gestion de fabrication

— Exp. à SELECTION ET RÉGIE

1, c. de la République, PARIS-6.

Envoyez votre candidature avec C.V. sous Réf. : M27 à

LPL 26, rue du Renard 75004 PARIS.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL
EN INFORMATIQUE

(650 personnes, C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion,
nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA,
Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines
suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureau de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex



Renforce
son
potentiel humain

IMAJES S.A. :
N° 1 français de l'écriture par projection
d'encres.

IMAJES S.A. :
PMI dynamique de Bourg-les-Valence
(Drôme), 1/3 d'ingénieurs - Moyenne
d'âge : 28 ans.

- produit et commercialise des
imprimantes à jet d'encre.
- les intègre dans des systèmes complets.
- poursuit des travaux de recherche sous
contrat avec des partenaires industriels.

Vous êtes :
Ingénieurs ou Techniciens désireux de
participer à une expérience
enthousiasmante sur le plan technique et
sur le plan humain.

Notre compétence technique est
absolument indéfectible.

- Nous offrons :
- des postes d'ingénieurs d'affaires ;
 - 1 poste d'ingénieur systèmes ;
 - 1 poste d'ingénieur interface
homme-machine ;
 - 1 poste d'ingénieur électronicien
physicien ;
 - 10 postes de techniciens supérieurs
électroniciens pour notre service
maintenance et installations ;
 - des postes de technico-commerciaux.

Envoyer à IMAJES S.A. - R.P. 330
26543 BOURG-LES-VALENCES Cedex.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION recherche

COMPTABLE TRESORIER H/F

MINIMUM 25 ANS
POUR COMPTABILITÉ TRESORERIE

- Flux journalier : 12.000.000 de francs.
- Prévisions trésorerie cours moyen et long
terme.
- Gestion des emprunts
- Relations avec banques
- La pratique de la saisie sur écran serait
un atout.

Poste indépendant nécessitant initiatives à
pouvoir rapidement.

Lieu de travail : Nanterre-Université.
Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions
à Madame Chambeau
12, rue Théodore de Banville 75017 Paris

Important Groupe français 10.000 personnes
leader dans le confort de l'habitat, recherche
pour son Siège à Paris, un :

Juriste généraliste

Régalié, Contentieux, Droits des Sociétés.

Le candidat que nous souhaitons intégrer
à l'équipe des Services juridiques, possèdera
une expérience minimum de 3 années
(débutant s'abstenir).

Env. C.V. photo et photo à :
M. M. NEROT
Boîte postale 136-92201
NEUILLY/S/SEINE Cedex.

ORGANISME FORMATION recherche pour le 1-09-83

COORDONNATEUR/TRICE CENTRE FORMATION

Lieu de travail : GENNEVILLIERS (92)
Salaire annuel : 82.000 F

Responsabilités :

- animation pédagogique et hiérarchique d'une équipe
de 7 formateurs pour réaliser des formations
dominantes linguistique et pré-formation (public, chômeurs,
migrants) ;
- représentation locale de l'association ;
- participation instances associatives ;
- suivi d'action « Jeunes » à ARGENTEUIL (95).

NE PAS TELEPHONER.

Envoyer curriculum vitae avant le 7-07-83 à A.D.F.I.
68, boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS.

carrière bancaire évaluation des risques

Groupe bancaire implanté dans vingt pays, nous
souhaitons renforcer l'équipe à laquelle nous
confions la tâche d'évaluer précisément la
sécurité des engagements de nos filiales.

Le poste (niveau VI, VII) requiert une excellente
maîtrise du crédit, un bon anglais et l'acceptation
pour trois ans d'une grande mobilité.

Il débouche sur des postes à haut niveau, à
l'étranger et en France.

Adresser C.V. détaillé sous référence 2058/JN
à M. BOTHEREL
40, rue de la Division du Général-Lederc
94250 GENTILLY

Établissement d'enseignement supérieur recherche pour le 1-09-83

- 1) 1 responsable département économique marketing, organisation entreprises
- 2) 1 professeur d'informatique classes B.T.S.
- 3) 1 professeur comptabilité C.P.E.C.S.

Env. curriculum vitae à :
I.S.E.A. I.T.L.
92, avenue
Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly.

LABORATOIRE DE RECHERCHE recherche sur poste stable C.N.R.S.

UN TECHNICIEN SUPERIEUR

Titulaire de D.U.T. Mesures
physiques ou équivalent pour
conception, réalisation, mise au
point de montage expérimental,
utilisés dans le domaine
de la physique de la matière
condensée à basse température
(acoustiques, résonance
magnétique nucléaire, supra-
conductivité). Connaissances
appliquées en cryogénie techni-
que du vide, électronique de
labo, traitement du signal.

Env. C.V. dé. à M. GRIFFON
Tél. : 94-1-53-11
Laboratoire de physique
des solides, Université Paris-Sud
911, 91405 ORSAY

RECHERCHE Secrétaire adjoint administrateur (homme ou femme) pour ensemble musée à (ANGLAIS PARLE ET ÉCRIT) Travail proche banlieue Paris - plein temps.

Adresser candidature M. PAUL
MÉFANG, Centre Olivier-
Messiaen, 4, rue Proudhon,
94500 CHAMPIGNY.

CHEF COMPTABLE - Diplômé D.E.C.S. Disponible de suite.

Env. C.V. photo et photo à :
St. LÉGER, 22, rue Jassier,
75016 PARIS.

AUDIT FIDUCIAIRE DE FRANCE recherche pour PARIS et Région Parisienne

CHEFS DE MISSION

Participation à d'importantes missions de
révision nationales et internationales.

- 3 à 4 ans minimum d'expérience dans
Cabinet d'Audit.
- Formation importante et perspectives
intéressantes pour candidat dynamique.

Adresser C.V. photo et prétentions à
FIDEX PARIS - 18 Bis, rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

BDA DE BOIS, DIETTERLE ET ASSOCIÉS

Rech. pr son développement
Superviseur comptable
M. Port-de-Neuilly

ASSISTANTS

(niveau DECS, BTS)
Anglais et/ou allemand
appris.

Possibilité d'évolution de carrière
diversifiée.

Env. C.V. photo et photo à :
BOA M. NEROT
Boîte postale 136-92201
NEUILLY/S/SEINE Cedex.

URGENT Hebdomadaire recherche
maquettiers expérimentés
(a) montage-calibrage pour 4
mois (juillet-octobre) Tél. :
325-2-84 p. 424.

INGÉNIEUR

De formation Arts-et-Métiers,
E.N.I. ou I.R.S.A., pour suivi
des problèmes : d'usinage
couteaux naturels.

Basé à Paris avec déplacements
réguliers pour 3 à 4 mois
par an en Afrique de l'Ouest,
Amérique Latine,
Extrême-Orient.

- Connaissances nécessaires
en mécanique, électricité,
thermodynamique.
- Anglais courant indispensable.
- Expériences complémentaires
couteaux appréciées.
- Bonne présentation.

Envoyer C.V. avec photo à :
IRCA, 42, rue Schaffer,
75016 PARIS.

ADMINISTRATION Porte de Chilly recherche

D.U.T. SPÉCIALISÉES SCIENTIFIQUES

pour poste de
NEGOCIATEUR

REDACTEUR

DE MARQUES DE L'ÉTAT.
Ecrits services Centraux des
Commandes, 46, bd Bessières
75017 PARIS.

COMPTABLE

Importante société
BLANC-MESNIL (93)
recherche

BTS ou niveau avec 1 à 2 ans
d'expérience.

Les personnes intéressées en-
voient leur manuscrit, C.V.,
photo (ratonnée), prêt,
à M. 63.407 à BUEU, 17, rue
Labat, 94307 VINCENNES
Cedex, qui transmettra.

ASSISTANTS (ES) COMPTABLES

NIVEAU BTS - DECS
1 an exp. ou débutant (seul).

Env. C.V. manuscrit et prêt,
G.E.C., 155, bd Haussmann,
75008 PARIS.

LE CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE VILLEJUIF

recherche

UN INGÉNIEUR (travail, entretien mécanique)

Pour tous renseignements,
écrire à M. le Directeur du
C.H.S. de Villejuif, 64, avenue
de la République, 94806
VILLEJUIF Cedex.

secrétaires

NORSK DATA

Constructeur Européen d'Ordinateurs

RECHERCHE

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Expérimentée
Connaissant si possible le milieu informatique, bilingue
anglais.

UNE STANDARDISTE RECEPTIONNISTE

bilingue anglais, sachant telexer (petits travaux de re-
ception à effectuer), lieu de travail : Saint-Cloud.

Adresser curriculum vitae à : M. CHOLIN,
NORSK DATA,
120, bureau de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Société micro-informatique prestataire de services Paris 8° recherche

SECRÉTAIRE HAUT NIVEAU

Envoyer C.V. photo et rémunération actuelle sous
réf. 631 C8

Scop 7 2, avenue du Général Lederc
75014 PARIS.

S.O.S. 99-99

une secrétaire sténodactylo
pour son service recrutement
T. 707-99-99 à M. CHAUSSE.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL Importante fédération professionnelle cherche

SECRÉTAIRE BILINGUE

POUR SON SERVICE
EXPORT

Connaissances secteur textile,
habillement et procédures ad-
ministratives import-export
appréhendées.

Envoyer C.V. lettre manuscrite
photo et prétentions à :
Philippe MALGUE
59, av. Clémentine,
78670 VILLENNES.

Mouvement A.T.D. Classé-monde recherche

SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO

adresser C.V. et photo à :
M. Robert, 33, rue Bergère,
75008 - Paris

Société 18° arrondissement Porte de la Chapelle recherche

SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO

travail varié, avant, aux
Adm. C.V. photo (ratonnée),
prêt, M. 63.619 à Stau,
17, r. Labat 94307 Vincennes
Cedex, qui transmettra.

Recherche à Paris : secrétaire
secrét. méd., expérience steno-
dactylo.

Envoyer C.V. manuscrit,
photo et photo à :
service ALBONOR,
S. rue des Italiens, 75008 Paris.

SWENSON® S.A.

GÉNIE CHIMIQUE

leader dans l'évaporation et la cristallisation recherche
dans le cadre du développement de ses activités

INGÉNIEUR DE PROJET

- Cinq ans minimum expérience dans suivi de la
réalisation d'ensembles clés en main destinés à
la chimie minérale.
- Expérience ingénieur et/ou constructeurs gros
ensembles appréciée.
- Anglais nécessaire.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions à : A. BLOCHET, SWENSON S.A.,
22, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS. Tél. : 742-27-60.

PROMODATA recherche pour son service exploitation

ATTACHE ADMINISTRATIF

Mission :

- assurer la réalisation des opérations de fin de
contrat de location de matériel,
- tenir les livres de bord d'appareil,
- organiser et gérer l'équipe effectuant la saisie des
informations afférentes aux dossiers.

Profil :

- formation initiale de nature administrative et/ou
comptable,
- expérience professionnelle confirmée dans ces
domaines.

Adresser C.V., photo et prétentions à
LOCAFRANCE

Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée 75116 PARIS

services

BANQUE PRIVÉE DE PROVINCE proche de PARIS, recherche

le second

d'une agence récemment créée

LE CANDIDAT (TE) DEVRA :

- avoir une bonne connaissance des produits
bancaires,
- être compétent(e) en matière d'organisation
et de comptabilité, car il (elle) aura à assurer
le bon fonctionnement de l'agence,
- être âgé(e) de plus de 30 ans.

Son salaire sera de l'ordre de
120 000 hors primes.

(référence 6050 M)

BANQUE PRIVÉE PARIS 8ème recherche pour sa succursale

responsable administratif

Position cadre.
30 ans minimum.

Possédant solide expérience bancaire, pour
prendre en charge la gestion administrative de
la succursale.

(référence 7040 M)

services

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions à OCBF
66, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris 9ème. 01 poste choisi.

SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE FIDUCIAIRE

(Fiduciaire Chaussée d'Antin)
recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle

Pratique Cabinet minimum 2 ans

Pour participer aux missions variées d'un
cabinet important.

Préparation aux examens d'Expertise comptable
facilitée par séminaires internes animés par
les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de
Contrôle Fiduciaire Département Recrutement
100, rue Lafayette 75010 PARIS

STÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

CHEFS DE MISSION AUDITEURS CONFIRMÉS AUDITEURS DÉBUTANTS

Les candidats retenus :

- devront être diplômés de l'enseignement supé-
rieur et pour les candidats expérimentés avoir
acquis en cabinet la pratique de l'audit,
- interviendront auprès de sociétés appartenant à
des secteurs d'activité variés,
- bénéficieront d'une formation diversifiée prépa-
rant aux diplômés d'expertise comptable.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à
COGERCO, 72, rue de Bellechasse, Paris 7°

INFORMATIONS « SERVICES »

CARNET

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le lundi 4 juillet à 0 heure et le mardi 5 juillet à 0 heure.

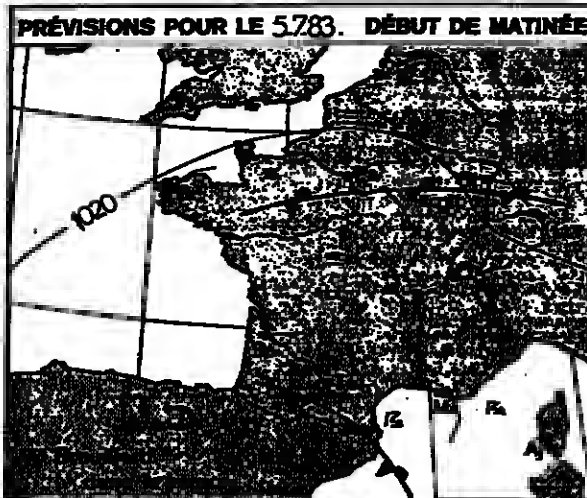
La dépression peu avancée de la péninsule ibérique s'étend lentement vers le nord-est, et l'on s'attend à une situation à marais barométrique sur la France, favorable au développement de foyers orageux.

Mardi, un temps doux, humide et souvent nuageux prédominera le matin sur tout le pays ; quelques ondées à caractère orageux seront observées sur le bassin parisien et l'est de pays en particulier. Dans la matinée et en début d'après-midi, le soleil fera parfois son apparition, mais rapidement des foyers orageux se reformeront, et des orages pouvant être forts éclateront localement. Aucune région ne sera épargnée, cependant l'activité sera plus forte des Pyrénées orientales au nord-est du pays. Les températures, voisines de 15 à 17 degrés le matin, atteindront 20 à 26 degrés en fonction de la répartition des précipitations. Les vents seront faibles, sauf rafales d'orages.

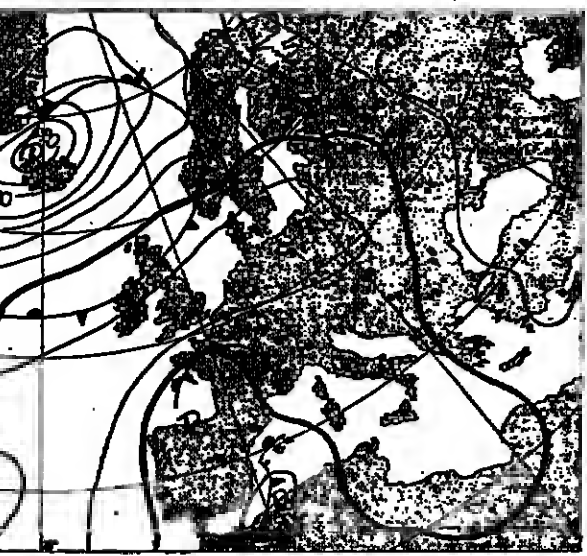
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 4 juillet 1983 à 8 heures : 1 020,4 millibars, soit 765,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 3 juillet au 4 juillet) :

Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 27 et 16 ; Bourges, 27 et 15 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 20 et 11 ; Cherbourg, 20 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 17 ; Dijon, 27 et 16 ; Gre-



PRÉVISIONS POUR LE 4 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



noble, 28 et 17 ; Lille, 24 et 12 ; Lyon, 29 et 16 ; Marseille-Marignane, 29 et 19 ; Nancy, 26 et 14 ; Nantes, 25 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 25 et 15 ; Pau, 22 et 17 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 24 et 16 ; Strasbourg, 26 et 13 ; Tours, 26 et 17 ; Toulouse, 25 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 33 et 24.

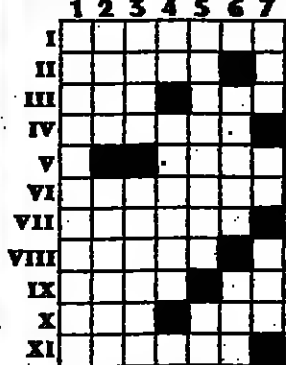
Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21 degrés ; Amsterdam, 20 et 9 ; Athènes, 27 et 19 ; Berlin, 25 et 14 ; Bonn, 25 et 10 ; Bruxelles, 23 et 12 ;

Le Caire, 34 et 22 ; Les Canaries, 24 et 20 ; Coppenhague, 19 et 12 ; Dakar, 30 et 25 ; Djorba, 27 et 19 ; Genève, 26 et 14 ; Jérusalem, 24 et 15 ; Lisbonne, 22 et 14 ; Londres, 26 et 15 ; Luxembourg, 25 et 15 ; Madrid, 28 et 13 ; Moscou, 28 et 16 ; Nairobi, 23 et 14 ; New-York, 34 et 23 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 29 et 17 ; Stockholm, 20 et 12 ; Téhéran, 35 et 24 ; Tunis, 29 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3485



HORIZONTALEMENT

I. Peut-être spécialisé dans les soins à donner aux chèvres. — II. Indispensable pour le grand qui veut prendre un bain. Au monde. — III. Très solide quand il est de fer. Bon pour le service. — IV. Bien joué. En liasse. — V. Bonnes à donner quand elles sont coupées. — VI. Genre souvent attribué à un chef. — VII. Se présente parfois en flocons. Pains de départ. — VIII. Fait un essai. Direction. — IX. Un bleu. Contient la charge. — X. Se lance dans les retransmissions. On en fait des pains. XI. Fit un cadeau empoisonné. Article étranger.

VERTICALEMENT

I. Souvent observé chez les spécialistes de la recherche. — 2. Commence à sentir dès qu'il est coupé. Anquel le grand air n'a pas été profitable. — 3. Nom qu'on donne à une jolie main. Où l'on ne trouve donc pas de coins. — 4. Pronom. Qui ne risque pas de s'envoler. — 5. Parfois entreprise en vue d'obtenir les faveurs du patron. Participe. — 6. Pas brillant. D'un audisier. — 7. Sans motifs. Est souvent sur la planche. Abréviation pour abréger. — 8. Bien couvert. Pratique du plus haut intérêt. — 9. Qui ne peut donc pas être mis de côté.

Solution du problème n° 3484

HORIZONTALEMENT

I. Virages. Ville. — II. Élimination. EDF. — III. Reconnaissance. — IV. Tu. Olfaction. — V. Ur. Bê. OTAN. — VI. Gospel. Eva. Se. — VII. Es. Roi. Briquets. — VIII. Tana. Gestuel. — IX. Drop. Eln. Ealing. — X. Carrefour. Bea. — XI. Acte. Fr. Ail. Dia. — XII. Il. Naif. Décent. — XIII. Astronautes. SI. — XIV. Amuse. Mue. Iso. — XV. Restes. Essenien.

VERTICALEMENT

1. Vertige. D.C.A. Aar. — 2. Ile. Ostracisme. — 3. Ricus. Aortites. — 4. Amour-propre. Rut. — 5. Gin. Eon. Note. — 6. Emblème. Effanés. — 7. Saale. Gloria. — 8. Tifs. Beau. Fume. — 9. Visa. Ers. Râ. Tus. — 10. Roscovite. Idées. — 11. Inatta. quables. — 12. Nia. Uele. In. — 13. Léon. Eliade. SI. — 14. Eden. St. INSEE. — 15. Régulation. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 3 juillet :

DES ARRÊTÉS

● Portant fixation du salaire de référence et de la valeur du point de retraite dans le régime de retraite complémentaire des assurances sociales institué par le décret du 23 décembre 1970 (Rémunération).

● Fixant la cotisation forfaitaire due par les bénéficiaires du régime d'assurance-maladie des étudiants pour l'année universitaire 1983-1984.

● Relatif aux conditions d'établissement de délivrance et de validité des permis de conduire.

UNE LISTE

● D'admissibilité au concours d'admission à l'École de l'air, en 1983.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 6 JUILLET

● Saint-Germain des Prés, 14 h 30, façade de l'église, M^{me} Allas.

● Musée du poète à Poincy, 15 h, 2, rue de la Chapelle, M^{me} Bachelier.

● Le Marais, 15 h, rue Saint-Paul, M^{me} Bouquet des Chaux.

● Notre-Dame de Paris, 15 h, portail central, M^{me} Garnier-Albarg.

● Hôtel de Sully, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Hilot.

● La maison de Balzac, 15 h, 47, rue Raynouard, M^{me} Zojovic (Coté nationale des monuments historiques).

● Mamez, 16 h 30, Grand Palais (M^{me} Angot).

● Edouard Manet, 16 h, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

● Palais de Justice, 15 h, métro Cité (Commission d'Art et d'Architecture).

● La place des Vosges, 15 h, centre de la place, M^{me} Hager.

● La Madeleine, 15 h, entrée, P.-Y. Jaulat.

● Le Séant, 15 h, 20, rue de Tournon (N.R.C.).

● Mamez, 15 h 45, Grand Palais (Paris et son histoire).

● Saint-Germain des Prés, 14 h 30, parvis (Lutèce-visites).

● Le quartier de l'Horloge, 14 h 30, 3, rue du Renard (Paris autours).

● Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection de Paris).

VIVRE A PARIS

Un programme de loisirs pour les personnes âgées

La mairie de Paris va mettre en place, pendant les mois de juillet et d'août, un dispositif destiné à répondre aux besoins des personnes âgées ou handicapées se trouvant seules dans la capitale pendant les vacances. Diverses possibilités s'offrent à elles.

● **Accueil :** Des permanences « spécial troisième âge » accueillent les personnes âgées, reçoivent leurs demandes. La permanence centrale, installée dans un bungalow place de l'Hôtel-de-Ville (tél. : 887-93-93) est ouverte tous les jours de 9 h à 17 h. Chaque arrondissement de Paris possède également une permanence.

● **Services d'aide à domicile :** Les services apportés aux personnes âgées sont multiples : entretien du logement, courses, confection des repas, accompagnement pour les sorties, soins d'hygiène... Ces services sont assurés par le personnel du bureau d'aide sociale, des bénévoles, firmes de l'assistance publique, des étudiants en service social, des bénévoles.

Les personnes isolées ont la possibilité d'entretenir par téléphone avec des bénévoles chargés de les appeler régulièrement et de rompre ainsi leur isolement. Ce service est assuré par l'association L'Amitié au bout du fil. Prendre contact avec la permanence de l'arrondissement.

● **Hospitalisation temporaire :** L'Assistance publique accueille, pendant les congés, dans ses hôpitaux, des personnes de plus de soixante ans, invalides, qui risqueraient de rester seules durant l'absence de leur famille. De nombreux lits leur sont réservés pour des séjours temporaires nécessitant une surveillance médicale. Les frais de séjour sont pris en charge par la Sécurité sociale (pour les soins) et par l'Aide sociale (pour l'hébergement).

● **Université d'été :** La mairie de Paris propose, avec le concours de l'ensemble des universités parisiennes, un cycle de conférences. Chaque jour, du 4 juillet au 15 septembre, deux conférences gratuites sont consacrées à des sujets divers (médecine, sciences, littérature, histoire, droit, etc.) de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

Se renseigner en téléphonant au 274-25-52 (poste 31 ou 36).

ÉCHECS

Le championnat d'Europe

HUITIÈME VICTOIRE CONSÉCUTIVE DE L'ÉQUIPE D'U.R.S.S.

L'équipe soviétique a remporté, pour la huitième fois consécutive, le championnat d'Europe, à Eindhoven en Belgique. En battant la Hongrie dans la dernière journée (4,5 à 3,5), l'équipe d'U.R.S.S., conduite par Anatoli Karpov, a conclu un parcours sans faute, enlevant toutes les rencontres.

La Yougoslavie termine à la troisième place du championnat, bien que battue par la Grande-Bretagne, le dernier jour. La Hongrie, qui semble avoir essayé un insuccès relatif, prend la troisième place.

CLASSEMENT DÉFINITIF : 1. U.R.S.S. (38 points) ; 2. Yougoslavie (33) ; 3. Hongrie (31) ; 4. Grande-Bretagne (30) ; 5. Pays-Bas (29,5) ; 6. Bulgarie (25) ; 7. Danemark (20) ; 8. R.F.A. (17,5).

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Est promu commandeur :

M. Robert Dautray.

Sont promus officiers :

MM. Henri Cazaban, Yves Gonpi, Bernard Lemaire.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean Castellan, Henri Cozma, M^{me} Françoise Commeyan (née Baucher), M^{me} Georges Milrat, André Motet, Claude Vergne.

STAGES

FEMMES CHEFS D'ORCHESTRE.

— Sur l'initiative du ministère délégué auprès du premier ministre chargé des droits de la femme, la Fondation Yehudi-Menuhin « Présence de la Musique » organise, cette année, un stage réservé aux jeunes femmes chefs d'orchestre.

Ce stage (gratuit, dirigé par Pierre Dérvaux et Stéphane Cardon, aura lieu dans le cadre du Festival de Sully-sur-Loire (Loiret) du 13 au 22 juillet. Il se terminera par un concert dirigé par les lauréates et donné par l'Ensemble instrumental de Granoble.

Les personnes intéressées peuvent faire acte de candidature en présentant un dossier à la Fondation Yehudi-Menuhin, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Naissances

— Pascal et Françoise BORIS ont la joie d'annoncer la naissance, le 27 juin, de

Clementine

Amélie, 1474 Third Avenue, New-York, N.-Y. 10028.

Mariages

— M. et M^{me} Jean-Charles de MANEVILLE.

M. et M^{me} Jean BRUGIDOU ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants

Aude et Antoine, qui a eu lieu dans l'intimité, 6, rue de Beaune, Paris-7.

Décès

— M^{me} Paul Bailly, sa mère, M^{me} Jean Bailly, son épouse, M. et M^{me} Vincent Bailly et leurs enfants,

M. et M^{me} François Bailly et leurs enfants,

Sylvine Bailly, M. et M^{me} Pierre Bailly et leur fils,

M. et M^{me} Paul-Alain Bailly et leurs enfants,

M. et M^{me} Bertrand Allais et leurs enfants,

font part de décès de

M. Jean BAILLY, croix de guerre 1939-1945, Bronze Star Medal,

survécu le 29 juin 1983.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Esculapion-Sainte-Camille.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4, le vendredi 8 juillet 1983, à 15 h 30.

Ses amis et ceux de sa famille sont invités à s'y associer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, M^{me} et M^{me} les collaboratrices et collaborateurs de la S.A. Bailly & Co et de la S.A.R.L. SEGECO, 68, boulevard Malesherbes, Paris-8, ont le regret de faire part de décès de leur président,

M. Jean BAILLY,

survécu le 29 juin 1983.

(Né le 23 septembre 1922 à Paris, Jean Bailly fut président de la Fédération internationale des professionnels immobiliers de 1967 à 1968, Président-directeur général de Bailly et Co (administrateurs de biens) et gérant de la Société d'immobilier et de transactions immobilières (SEGECO), il effectua divers voyages et travaux ayant trait à l'architecture des professions immobilières.)

— M^{me} Henri Chayriguès, Françoise et Jean Barthélémy et leurs enfants,

Martine et Philippe Deslandes et leurs enfants,

Colette et Christian Duffau et leurs enfants,

Patrice et Martine Chayriguès et leurs enfants,

ont la douleur de faire part de décès de

Henri CHAYRIGUÈS, ingénieur E.C.P.,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survécu le 30 juin 1983 dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 juillet 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Saint-Ouen.

— M^{me} Germaine Deffez, son épouse, M. et M^{me} Robert Deffez et leurs enfants,

Le docteur Jean-Pierre Deffez et ses enfants,

M. et M^{me} Pierre-Yves Deffez et leurs enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Jean DEFFEZ,

capitaine au long cours, chevalier de la Légion d'honneur,

placé au décès le 27 juin 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

Selon la volonté qu'il avait exprimée, il a été inhumé, dans la plus stricte intimité, le 28 juin 1983, à Toulouse, au terme d'un service religieux.

— Les familles Gautier, Gallo, Pedran, Le Père provincial

Et les religieux de l'Assomption, Les membres de l'Institut français d'études byzantines,

font part du décès de

Père Paul GAUTIER, assomptionniste,

membre de l'Institut français d'études byzantines,

chargé de recherches au C.N.R.S., survécu le 3 juillet dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Caden (Morbihan) le mercredi 6 juillet, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Gautier, Caden 56220 Malanec.

Communauté assomptionniste, 19-21, rue Charcot, 75013 Paris.

— Les familles Gautier, Gallo, Pedran, Le Père provincial

Et les religieux de l'Assomption, Les membres de l'Institut français d'études byzantines,

font part du décès de

Père Paul GAUTIER, assomptionniste,

membre de l'Institut français d'études byzantines,

chargé de recherches au C.N.R.S., survécu le 3 juillet dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Caden (Morbihan) le mercredi 6 juillet, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Gautier, Caden 56220 Malanec.

Communauté assomptionniste, 19-21, rue Charcot, 75013 Paris.

Naissances

— M. et M^{me} Roch Pascal, M^{me} Suzanne Pascal,

M. et M^{me} Georges Pascal, M. et M^{me} Robert Pascal,

M^{me} Jeanne Pélissier, M. et M^{me} Pierre Marino,

M. et M^{me} Louis Baconnier.

Les familles Pelzer, Roussakov, Sosnowski, Simoni, Lefebvre-Sory, Oudonot, Leandru, Brison, Baconnier,

Ses amis, ses anciens élèves,

ont le regret de faire part du décès de

Pierre PASCAL,

ancien élève de l'École normale supérieure,

ancien professeur de l'École des langues orientales, professeur honoraire à la Sorbonne,

vice-président d'honneur de l'Institut d'études slaves, chevalier de la Légion d'honneur,

survécu le 1^{er} juillet 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 juillet 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, au parvis, 90, avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine (métro Sablons), suivie de l'inhumation au vieux cimetière de Neuilly.

— M. et M^{me} Jean Gagnage et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Daniel Raynaud et leurs enfants,

Les familles alliées et amies, ont l'honneur de faire part du décès de

M^{me} Etienne REYNAUD, née Adrienne Durand,

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 1^{er} juillet 1983.

— M^{me} Maguy Sauvagnac et ses cinq enfants,

M^{me} Madeleine Sauvagnac, sa mère, Tous ses proches,

ont le chagrin de faire part de la mort accidentelle de

Bernard SAUVAGNAC,

le 25 juin 1983.

Les obsèques ont eu lieu le 4 juillet à Saint-Albert-le Grand, à Paris.

— La société Steim Industrie a la douleur d'annoncer le décès du directeur de son département Inspection-Qualité,

M. Bernard SAUVAGNAC,

survécu accidentellement le 25 juin 1983.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 4 juillet 1983.

Remerciements

— M^{me} Jeanne SEEMULLER, Christine, William, Pierre

Et toute la famille,

très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées, vous expriment leurs sincères remerciements.

— M^{me} R. SOMMER

Et ses enfants

disent leur gratitude à tous ceux qui leur ont témoigné affection et amitié.

Anniversaires

— Le 4 juillet 1983 est le onzième anniversaire de la mort du docteur

H. DESCOMPS.

Pensez à lui adresser affection.

— En ce premier anniversaire de la mort de

La C.G.C. rompt son « armistice » social

La C.G.C. n'aura donc laissé que trois semaines ses armes au vestiaire. Après avoir critiqué avec véhémence la deuxième plan de rigueur gouvernemental et annoncé une grève nationale pour le 3 octobre, la Confédération française de l'encadrement avait surpris tout le monde en lançant le 10 juin dernier un appel à une trêve sociale de six mois pour « remettre la France au travail » (le Monde du 8 juin). En prenant cette initiative, M. Paul Marchelli, le fougueux et souvent imprévisible délégué général, avait désorienté ses propres troupes mais il manifestait un certain courage en leur demandant de tout mettre en œuvre pour la réussite du plan Delors. Ne s'agissait-il pourtant que d'une manœuvre ?

Le 1^{er} juillet, à l'issue d'un nouveau comité national, convoqué quinze jours plus tôt que prévu pour dresser le bilan de « l'appel de la dernière chance », la C.G.C. a décidé de « durcir son opposition » et, n'ayant pas été entendue, de rompre la trêve sociale. Pour le contraire, ce refus de recherche du consensus social entraîne une forte probabilité d'échec du plan Delors et condamne toute possibilité de redressement national.

Tout en annulant son mot d'ordre de grève du 3 octobre, pour ne pas é multiplier les difficultés des entreprises et augmenter les déficits, elle a décidé d'organiser deux manifestations, l'une le 3 octobre à Paris, l'autre le 5 octobre dans huit villes de province, pour obtenir, a indiqué M. Marchelli, un changement de la politique gouvernementale et un remplacement du premier ministre.

Que cherche donc la C.G.C. ? Quel qu'elle dise, elle donne le sentiment d'avoir une stratégie pour le moins zigzagante. Cette personne ne l'a aidée dans sa tentative d'armistice social. Les pouvoirs publics ont commis une erreur tactique en demeurant silencieux, M. Mitterrand indiquant

qu'il n'avait pas le temps de répondre. M. Mitterrand, il est vrai, n'aurait-il pas dû justement prendre la C.G.C. au mot ? De son côté, en traitant, trois jours après son appel, M. Mauroy de « factieux », à propos des troubles dans la police, M. Marchelli a porté un coup fatal à sa propre action d'armistice. Le patronat a salué l'initiative de la C.G.C. mais seulement officieusement. F.O. comme la C.G.T. l'ont accueillie avec dédain. La C.F.D.T. et la C.F.T.C., sur lesquelles M. Menu, soucieux de voir réussir cette trêve, comptait, l'ont rejetée, la première indirectement, la seconde directement.

La C.G.C. n'est donc retrouvée totalement isolée, ce qui, à plus d'un titre, est regrettable. Mais comment peut-elle, trois semaines après avoir proclamé l'impératif de la réussite du plan Delors et la nécessité de voir l'intérêt national prendre le dessus sur les conflits catégoriels, tirer déjà une échelle dont elle n'a gravi que le premier échelon ? Si le plan Delors était la dernière chance, alors il fallait le soutenir jusqu'au bout, quitte à être la seule organisation à le défendre. S'il était une erreur, comme elle le laissait entendre au départ, alors mieux valait le combattre en continu.

Ces fréquents changements de cap, les coups de sang succédant aux appels au calme et à l'effort, risquent de nuire à la crédibilité de la démarche de la C.G.C. Une telle tactique sera-t-elle électoralement payante aux élections à la Sécurité sociale le 19 octobre ? Sans doute M. Marchelli, fort du précédent des prud'hommes, le croit-il. Mais en 1982, les effectifs auraient diminué de 1,54 % par rapport à 1981 et l'écart entre les prévisions budgétaires en cotisations incisées et les résultats aurait été de 6,88 %.

MICHEL NOBLECOURT.

Quatre cents pharmaciens en blouse blanche ont défilé le 2 juillet dans les rues de Lille pour protester contre la baisse autoritaire des prix

des produits pharmaceutiques. Cette manifestation était organisée par le syndicat des pharmaciens du Nord.

Le rapport de la Cour des comptes

Nous continuons de publier des extraits du rapport annuel de la Cour des comptes remis au président de la République le 27 juin (le Monde du jeudi 30 juin).

Les investissements mal contrôlés, critique aussi certaines fautes de financement.

Collectivités locales : mieux « sélectionner » les aides aux entreprises

Le rapport de la Cour des comptes fait apparaître que les initiatives prises par les collectivités locales pour aider la création ou le développement d'entreprises comportent parfois d'importants risques financiers. La mise à la disposition des entreprises de terrains ou de bâtiments peut conduire à des mésaventures dès lors que les décisions n'ont pas été étudiées et les aides pas assez « sélectives ».

Ainsi la Cour fait remarquer que la commune de Tulle (Corrèze), en 1975, un bâtiment spécialement construit par la ville pour 120 000 F, remboursables en quinze annuités. Or, le bâtiment avait en fait coûté à la ville 183 000 F : le prix a donc été minoré de 35 %, minoration à laquelle il faut ajouter des conditions de règlement particulièrement avantageuses. La ville n'a donc perdu de l'argent, et ce en

contrepartie d'un faible nombre d'emplois nouveaux.

Pour le maire de Tulle, cette aide coûteuse se justifie par le « souci grandissant à l'égard de l'emploi manifesté par les élus locaux ». Mais sans doute aurait-il mieux valu avoir des contreparties sûres, au moins au niveau de l'emploi, avant d'aider l'entreprise.

De même, la Cour fait observer que le département de la Vienne avait accordé un prêt de 127 000 F à la Société d'équipement du département de la Vienne (S.E.D.V.) afin de construire des ateliers à L'Isle-Jourdain et de créer ainsi des emplois. Or, lors de sa liquidation l'entreprise ne comptait que dix emplois alors qu'elle aurait dû en créer soixante. Si, dans ce cas, ce n'est pas un échec financier, il n'en reste pas moins que le prêt n'a été source d'aucun avantage pour la collectivité.

AFFAIRES

Le groupe Thomson signe son contrat de plan avec l'Etat

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, et M. Alain Gomez, P.-D.G. de Thomson, ont signé, vendredi 1^{er} juillet, le contrat de plan pluriannuel du groupe. Celui-ci s'engage à rétablir son équilibre financier en 1985 et à « participer activement aux grands objectifs de solidarité et d'intérêt national ». Thomson, précise le communiqué du ministère, « bénéficiera en 1983 de 1,5 milliard de francs d'apports en fonds propres et quasi-fonds propres, dont 500 millions au moins seront obtenus par l'émission de titres participatifs ».

[Signé fort discrètement un vendredi 1^{er} juillet, le contrat de plan pluriannuel du groupe Thomson est l'avant-dernier du genre. Sur les onze groupes nationaux du secteur concurrentiel, seul P.U.K. n'a pas encore paraphé le sien avec l'Etat. Ce pourrait être fait dans les prochains jours.]

Au-delà du communiqué plus que lapidaire du ministère de l'Industrie et de la recherche, il semble bien que le contrat de plan de Thomson s'en tienne à quelques généralités. Ainsi, il serait plus que discret sur les options stratégiques du groupe, la cohérence et le respect de ses engagements de travail.

S'ajoute à ces irrégularités la prestation de divers avantages en nature que la Cour juge excessifs. L'exemple de Thomson illustre à vrai dire les limites de l'exercice des contrats de plan, dès lors qu'ils ne s'inscrivent pas dans un cadre général, et que les vues des pouvoirs publics — sur la filière électronique comme sur l'industrie — flottent au gré de la gestion quotidienne et des querelles de compétences entre les administrations. — J.-M. Q.]

La grande misère de l'hôpital Sainte-Anne

La Cour critique très vivement — pour les années 1973 à 1980 — l'administration de l'hôpital Sainte-Anne à Paris. Rappelant le spécificité de cette institution — un hôpital psychiatrique hébergeant près de quinze cents pensionnaires dont une partie sont des paranoïques agités — la Cour souligne les conditions d'exploitation ont été, au cours de la période examinée, de 5 % l'an en francs constants.

Déplorant « l'insuffisante fermeté de l'équipe de direction », la Cour remarque que l'ensemble des personnels bénéficie de dix jours de congés qui s'ajoutent à ceux que prévoit la réglementation ; que de nombreuses heures supplémentaires ont été versées irrégulièrement et que des indemnités spécifiques ont été « abusivement étendues ». On constate d'autre part que la quasi-totalité des personnels (2 150 agents sur 2 200), y compris ceux de l'administration, touche une indemnité spéciale pour affectation et dans des services de maladies agitées et difficiles. De même, la totalité du personnel, y compris celui de la direction, perçoit une indemnité pour usure des chaussures et des vêtements de travail. S'ajoute à ces irrégularités la prestation de divers avantages en nature que la Cour juge excessifs.

Le rapport souligne également un certain nombre d'abus, par le corps médical, de l'usage du secteur privé, tels que la rattrapage à l'hôpital de la redevance qui lui est due et la pratique d'activités privées au

domicile ou à l'extérieur, en contradiction avec les règles du plein temps hospitalier.

La Cour dénonce, d'autre part, de nombreuses irrégularités dans l'exécution des contrats de modernisation, qui auront coûté au total 40 millions de francs au lieu des 19 millions qu'avaient prévus les estimations initiales. Sur ce point, la Cour précise : « Qu'il n'agisse du choix des concepteurs et architectes, du contenu des contrats conclus ou des conditions de leur exécution, les irrégularités commises par la direction de l'hôpital et avouées pour certaines par les autorités de tutelle sont d'une particulière gravité et ont eu de lourdes conséquences financières (...). L'hôpital Sainte-Anne s'est, à bien des égards, placé à la limite, voire en marge, des principes élémentaires de saine exploitation. » Cette « gestion incertaine et bien souvent dépendante » n'a pas favorisé « une modernisation qui, dans tous les domaines — administration, équipement, fonctionnement — demeure très incomplète ».

Dans sa réponse, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale estime ces critiques « tout à fait fondées » d'une manière générale et souligne que « la direction actuelle ne les remet d'ailleurs pas en cause ». Il conclut que l'administration « ne manquera pas de rappeler le centre hospitalier au respect des textes en vigueur, d'étudier la mise en cause d'éventuelles responsabilités et veillera tout particulièrement à ce qu'il soit définitivement mis fin aux errements signalés par la Cour ».

CONJONCTURE

LES CHARGES DES ENTREPRISES

La difficile évaluation des effets de la réduction de la durée du travail

Le groupe d'experts (1) mis en place par M. Mauroy à la demande de M. Yvon Gattaz a procédé à un constat du montant et de l'évolution de toutes les augmentations de charges — temporaires ou définitives — qui résultent d'une décision explicite chiffrable et qui relèvent de la seule responsabilité des pouvoirs publics.

Des points d'accord « appréciables » ont pu être dégagés entre représentants de l'administration et négociateurs du C.N.P.F. « On notera à cet égard, souligne le rapport, que pour l'ensemble des évaluations concernant la fiscalité, la Sécurité sociale, l'UNEDIC et les conséquences en 1981 et 1982 du SMIC les divergences qui demeurent ici et là peuvent être considérées comme de faible ampleur ».

Fonctionnaires et patrons sont aussi convenus de la forte dégradation de la situation financière des entreprises. « Malgré un répit relatif de 1976 à 1979, les indicateurs de résultats des entreprises se sont dégradés de manière quasi continue depuis le premier choc pétrolier, souligne le rapport. La raison première de la situation financière actuelle des entreprises est l'effet cumulé de dix années de crise. » Et de conclure le chapitre VI par : « La dégradation persistante en 1981 et 1982 du taux d'épargne des sociétés doit être considérée comme particulièrement préoccupante. Une telle évolution est difficilement compatible avec le retour à un réel dynamisme des entreprises françaises et une reprise soutenue de l'investissement ».

Enfin, l'analyse de la comptabilité nationale présentée par l'administration souligne que les charges se sont accrues « de manière alarmante » depuis dix ans — beaucoup plus rapidement que le prix du P.I.B. — mais que « dans une perspective historique les deux années 1981 et

1982 marquent un ralentissement significatif de la progression d'ensemble des charges ». Le C.N.P.F., il est vrai, dénonce les limites de l'apport de la comptabilité nationale montrant, par exemple, que le blocage des salaires est pris en compte dans le cadre de l'exercice 1982, alors que « les résultats de blocage des prix n'y figurent pas ».

Un écart considérable

Globalement, l'accord entre experts de l'administration et ceux du C.N.P.F. porte sur 4,7 milliards de francs en 1982 et 24 milliards en 1983. En revanche, le patronat ajoute à cette somme 24,7 milliards de francs en 1982 (principalement du fait de la réduction de la durée du travail) et 38,39 milliards pour 1983 (durée du travail, SMIC et lois Auroux), là où l'administration ne reconnaît qu'une augmentation de 1,5 milliard en 1982 et de 3,7 milliards pour 1983. L'écart est donc considérable.

La réduction de la durée du travail est évidemment le point majeur de divergence. Pour l'administration, l'incroissement de la masse salariale, consécutif à la cinquième semaine de congés payés et aux trente-neuf heures, ne peut provenir que des emplois créés ou réservés. Il y a eu, en outre, gain de productivité et pas de perte de production. Au total le coût de cette réduction — qui a permis de créer ou préserver 70 000 emplois — ne serait que de 3,265 milliards de francs en 1982 (soit 0,27 % de la masse salariale des entreprises non financières) et 8,3 milliards de francs en 1983.

Le C.N.P.F. présente pour sa part un calcul maximum théorique (4,3 % de la masse salariale) fondé sur une enquête auprès de quelques centaines d'entreprises — dont les pouvoirs publics contestent la représentativité. Il en a déduit les gains de productivité imputables au moins temps de travail (1,8 %). Il en résulte un coût de 24,5 milliards de francs en 1982 et de 30,9 milliards de francs en 1983. Il faut noter que ce résultat est inférieur de près de 17 milliards de francs aux précédents chiffrages du C.N.P.F. pour 1982 comme pour 1983. Le patronat note enfin, non sans malice : « Si le

coût de la réduction de la durée du travail était si faible, pourquoi hésite-t-on à poursuivre dans cette voie ? Une sixième ou une septième semaine de congés payés représenterait certainement un progrès social très appréciable pour un coût dérisoire ».

Lois Auroux et contrats de solidarité constituent une autre pomme de discorde. D'une façon générale « le C.N.P.F. ne partage pas le point de vue de l'administration selon lequel les lois Auroux concourraient à l'amélioration du climat social, et verraient leur effet mécanique compensé par des gains de productivité ». Quant aux contrats de solidarité estimés par les pouvoirs publics comme un allègement de 5,94 milliards de francs pour 1983, ils sont jugés neutres par le C.N.P.F. (en ce que la différence de rémunération entre nouveaux embauchés et partants en préretraite est négligeable pour les ouvriers voire négative pour certains cadres).

Les effets sur le SMIC des progressions (supérieures au minimum fixé par la loi de 1971) intervenues en 1981 et 1982 ne peuvent pas, selon les experts du gouvernement, être retenus au-delà de 1982, « parce que les entreprises peuvent gérer l'augmentation du SMIC sur la moindre progression des rémunérations plus élevées ». Tel n'est pas l'avis du C.N.P.F. qui considère que cette charge est d'autant plus lourde qu'en 1983 les entreprises ne bénéficient

de deux accords de coopération internationale avec le Niger et l'Inde. — An Niger, C.D.F. International assistera la Société algérienne de charbon d'Anou Arara (Sonchar) dans la gestion du gisement de la région d'Agadès, destiné à produire de l'énergie électrique pour alimenter les mines d'uranium voisines d'Arifit et d'Agadès. En Inde, C.D.F. et la société nationale indienne Coal of India collaboreront au développement de la mine d'Ananta, dans l'est du pays. C.D.F. participera à hauteur de 32 millions de francs au programme d'investissement, et l'industrie pharmaceutique française fournira des équipements pour un montant d'environ 150 millions de francs.

Les entreprises françaises ont perdu leur capacité d'investir

(Suite de la première page.)

Aux charges sociales, fiscales et salariales se sont ajoutés un renchérissement du coût d'approvisionnement, accentué par la dévalorisation du franc, et d'accablantes charges financières. Ainsi jamais le taux d'épargne n'a été si faible (il est passé de 11,3 % en 1979 à 7,8 % en 1982) ; l'épargne nette des sociétés est même « devenue négative » et ne suffit plus à couvrir le renouvellement du capital. Enfin, malgré un investissement productif en recul, « le taux d'autofinancement a

baissé d'un tiers de 1978 à 1982, et d'un cinquième pour les seules années 1981-1982 ». Avec un taux de 51,2 %, il manifeste d'ailleurs une faiblesse « historique ».

On ne peut donc pas parler de « grève des investissements » mais d'incapacité d'investir. Or cette insuffisance d'investissements a pesé sur la rentabilité des entreprises, les a empêchées d'accroître leur productivité et explique les difficultés à l'exportation et l'ouverture à la concurrence du marché national.

Pour n'avoir pas excessivement accentué une mauvaise tendance, le gouvernement de M. Mauroy n'en est pas quitte pour autant. La priorité industrielle avancée par le pouvoir socialiste passe inévitablement par l'inversion de cette tendance, donc par une réduction relative du poids des charges supportées par les entreprises. Il en va de la revitalisation du tissu industriel français.

BRUNO DETHOMAS.

Faits et chiffres

Le « patron » de la Générale de radiologie démissionne. — M. Jacques Fournier, directeur délégué de Thomson-C.S.F., qui était chargé des branches équipements médicaux et collectivités du groupe, vient de démissionner de ses fonctions. Il sera remplacé à la tête de la branche équipements médicaux par M. Jean Segal, actuellement président du directeur de la Compagnie générale de radiologie, et par M. Lousalot à la branche collectivités.

Agé de cinquante-cinq ans, M. Jacques Fournier, qui est le frère de M. Marcel Fournier de la société Carrefour, avait pris il y a un an la direction de la C.G.R., qui connaît de graves difficultés. Il avait conclu un projet d'accord avec la société américaine Technicare qui a été refusé par les pouvoirs publics français.

La facture énergétique de la France s'est alourdie au cours des deux derniers mois (de mai 1982 à mai 1983) de 3 %, atteignant 181 milliards de francs, du fait, essentiellement, de la hausse des cours du dollar par rapport au franc. Pendant la même période, la consommation française d'énergie a en effet diminué de 3,5 %, n'atteignant que 176,7 millions de TEP (tonnes d'équivalent pétrole).

LES CHARGES NOUVELLES DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES

(En millions de francs constants, année après année.)

Nature	1981	1982	1983
1. Charges fiscales	3 283	9 130	10 424
2. Charges sociales (1)	900	6 520	6 600
3. UNEDIC	1 100	7 000	7 000
4. SMIC	548	2 867	—
Total	4 731	19 517	24 024

Nature	Position C.N.P.F.			Position administration		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
1. Charges fiscales	—	250	910	—	—	—
2. SMIC	—	—	5 065	—	—	609
3. Contrats de solidarité	—	—	1 115	—	—	5 940
4. Lois Auroux (3)	—	—	—	—	—	608
5. Temps de travail	—	24 500	30 900	—	3 265	8 300
6. Transports collectifs urbains	—	27	406	—	—	18
Total	0	24 777	38 396	0	1 533	3 757

Position C.N.P.F.		Position administration	
1981	1982	1981	1982
4 731	44 694	62 428	4 731
21 490	27 761	—	—

(1) Pour l'année 1983, cette évaluation ne comprend aucun chiffrage au titre du relèvement du plafond de la Sécurité sociale au 1^{er} janvier ni d'éventuelles charges liées aux élections aux conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale.

(2) Il est rappelé que le blocage des prix n'est pas pris en compte dans le récapitulatif présenté ici.

(3) Les scores d'application n'étant pas tous parus, la commission n'a pas mesuré l'incidence des lois Auroux au-delà de l'année 1983 (cf. chapitre V, p. 1 et 2). Seul est pris en compte le coût de la subvention de fonctionnement aux caisses d'épargne.

(4) A l'exception du chiffrage relatif au SMIC, les modalités d'évaluation retenues d'un commun accord impliquent la répartition en 1982 et 1983 des mesures antérieures en 1981 et 1982 et non reportées. Cela contribue à expliquer le caractère cumulé du chiffrage ici présenté.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux réunis en assemblée générale extraordinaire, le 30 juin 1983, sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, ont décidé de porter le capital social de 74 228 200 francs à 222 684 600 francs par incorporation d'une fraction de la réserve de réévaluation à concurrence de son montant de 148 456 400 francs et d'évaluation de 100 francs à 300 francs de la valeur annuelle de chaque des 742 282 actions composant le capital social.

L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX (S.N.C.D.V.)

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société navale chargeurs Delmas-Vieljeux, tenue à Paris le 30 juin 1983 sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

La bénéfice net, compte tenu de changements importants apportés en 1982 aux méthodes de comptabilisation, s'établit à 43 476 981,77 francs, et a été comparé à celui de l'exercice précédent. A méthodes comptables constantes, le bénéfice se serait élevé à 78 596 967,69 francs.

Le revenu global par action a été fixé à 24,75 francs, soit 16,30 francs à titre de dividende distribué et 8,25 francs à titre d'avoir fiscal.

Ce dividende s'applique à un nombre d'actions augmenté de 10 % par suite de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 2 mars 1983.

L'assemblée a procédé par ailleurs à une nouvelle augmentation du capital, qui a été portée de 182 754 000 francs à 219 304 800 francs par incorporation de réserves, bénéfices et primes, et déduction du montant nominal des 1 827 540 actions existantes de 100 à 120 francs.

Mesdames et messieurs les actionnaires sont invités en conséquence à faire estampiller leurs titres d'actions ou certificats nominatifs par la Banque de l'Union maritime et financière, 56, rue de Provence, Paris-9^e, chargée du service des titres de la société, à l'effet d'y porter l'indication du nouveau nominal.

Enfin, l'assemblée a renouvelé pour six ans le mandat d'administrateur de M. Tristan Vieljeux, venu à expiration, ainsi que celui de M. Christian-Georges Vieljeux.

Le conseil d'administration, dans sa séance tenue à l'issue de l'assemblée, a reconduit M. Tristan Vieljeux dans ses fonctions de président-directeur général et confirmé le mandat de directeur général confié à M. Alain Wils.

SIMINOR

L'assemblée générale tenue le 17 juin 1983, sous la présidence de M. Hervé Dorely, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1982 et décidé de distribuer, au titre de cet exercice, un dividende de 12,50 F, soit 21.207.862,50 F.

Celui-ci sera payé le 1^{er} août 1983 contre remise de deux coupons distincts :

- le n° 40 A pour 12,50 F, soumis à l'impôt sur le revenu ;
- le n° 40 B pour 0,12 F, exonéré de l'impôt sur le revenu et correspondant aux primes à la construction.

Ont été en outre affectés :

- à la réserve légale, 4.016.570,71 F, provenant des plus-values nettes à long terme ;
- au compte de report à nouveau et aux primes à reporter, 583.420,54 F.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de la Compagnie d'assurances La Mondiale.

Le président a souligné, au cours du débat avec les actionnaires, la volonté du conseil d'administration de poursuivre l'arbitrage de la partie la plus ancienne du patrimoine de la société afin de dégager un volume suffisant de trésorerie pour pouvoir saisir, dans les limites légales autorisées, des opportunités de réinvestissement dans le secteur de locaux à usage commercial.

COMPAGNIE FINANCIÈRE MATIGNON

La Compagnie financière Matignon (Cofimat), société en cours de formation au capital de 110 millions de francs, dont le siège social est à Paris 8^e, 34, avenue Matignon, vient de racheter à la société Revillon S.A. des participations majoritaires dans le capital de la société André Rouillière et compagnie, de la société Services rapides Ducros, dont le siège social est à Nîmes, et de la société Lutrans, dont le siège social est à Bagnole.

La Compagnie financière Matignon (Cofimat) est présidée par M. Max Mazenod. Son conseil d'administration est en outre composé de MM. Albert Rieu, René Daire, Pierre Daire, d'Avignon, de M. Maurice Gavanon, de Nîmes, et de M. Jean Arpentier, président d'André Rouillière et compagnie, lequel sera appelé à prendre la direction générale de la société.

LAFARGE COPPEE

Le montant du dividende afférent à l'exercice 1982, soit 12 F net plus 6 F d'avoir fiscal est mis en paiement le 6 juillet contre remise du coupon n° 41 et non n° 14 comme indiqué par erreur.

SAGA (Holding)

L'assemblée générale ordinaire de SAGA (holding) s'est réunie sous la présidence de M. Philippe Giffard, le 22 juin 1983, au siège social de la société.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui se soldent par un bénéfice de 4 millions de francs, à comparer aux 5 millions de francs de résultats bénéficiaires réalisés en 1981. Elle a décidé de la distribution d'un dividende identique au précédent, soit 2,50 F, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 1,25 F.

La date de distribution de ce dividende a été fixée au 7 juillet 1983.

L'assemblée a ratifié la décision de conseil d'administration en date du 23 février 1983 relative à la cooptation en qualité d'administrateurs de MM. Philippe Giffard, Jean-Jacques Laurent, Roland Violot, suite à la démission de MM. Eric de Rothschild, David de Rothschild, Hervé Paste de Rochefort et de l'Européenne de Banque.

C'est le conseil d'administration de la société ainsi que le mandat de commissaires aux comptes de la société de Bois, Diéterle et Associés (S.D.A.) et de M. Georges Blocher.

Le conseil d'administration, qui a suivi l'assemblée, a reconduit M. Philippe Giffard dans ses fonctions de président.

SAGA TRANSPORT

L'assemblée générale ordinaire de SAGA TRANSPORT s'est réunie sous la présidence de M. Gérard Nouveau, le 24 juin 1983.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui se soldent par une perte de 7,4 millions de francs, contre un bénéfice de 10,4 millions de francs en 1981. Le compte d'exploitation présente un solde de 34,3 millions de francs, contre 34,9 millions de francs l'année dernière.

Ce résultat tient compte notamment du réajustement des échanges commerciaux sur le plan international, en particulier dans certains pays africains. Il enregistre aussi la charge d'opérations ou d'abandons de créances relatives à certaines filiales africaines.

L'année 1983 s'annonce difficile et impose des efforts d'adaptation à l'évolution de la conjoncture actuelle.

L'assemblée a ratifié la décision de conseil d'administration du 10 février 1983 relative à la cooptation en qualité d'administrateurs de MM. Michel Castres Saint-Martin, Eric Dufoux et de la Compagnie minière et phosphatière Comphos, à la suite de la démission de MM. Eric de Rothschild, Hervé Paste de Rochefort et de la Société anonyme de gestion et d'armement (holding).

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a reconduit M. Gérard Nouveau dans ses fonctions de président.

SEFIMEG

L'assemblée générale ordinaire de SEFIMEG s'est réunie le 28 juin 1983, sous la présidence de M. Philippe Charrois.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 qui font ressortir un résultat d'exploitation de 130 459 470 F à comparer à 121 290 173 F et, compte tenu des plus-values réalisées sur cessions d'immeubles, un bénéfice net de 149 570 357 F.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 18 F par action en augmentation de 12,5 % sur celui de l'exercice précédent qui était de 16 F.

Le conseil d'administration a fixé au 29 juillet prochain la date de cette distribution qui sera faite sur présentation de coupon n° 22 A et B.

Dans son allocution, le président a indiqué que SEFIMEG poursuivait activement sa politique de renouvellement du patrimoine et qu'elle venait d'acquiescer en indivision avec COFIMEG, dans le quinzième arrondissement de Paris, un ensemble immobilier comprenant quarante-huit appartements et des locaux commerciaux représentant pour la société un investissement de 22 millions de francs, immédiatement productif de loyers.

Le président, d'autre part, a confirmé que l'évolution des recettes en 1983, en dépit des limitations apportées aux augmentations de loyers, devrait permettre une nouvelle progression du dividende.

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

DUMEZ

L'assemblée générale ordinaire de la société Dumez s'est réunie le mercredi 29 juin, sous la présidence de M. André Chauveau, président de conseil de surveillance.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui dégagent un bénéfice net de 90,2 millions de francs. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 20 F (c'est-à-dire une rémunération globale de 30 F pour l'actionnaire français) aux deux millions deux cent cinquante mille actions composant le nouveau capital. Ce dividende, limité en raison du blocage instauré par la loi du 30 juillet 1982, sera mis en paiement le 15 juillet prochain.

Le rapport du directeur précise que le chiffre d'affaires de groupe en 1982 a été de 876,5 millions de francs T.T.C. et de 959 millions hors taxes, le bénéfice net consolidé a atteint 310 millions de francs, soit 3,6 % du chiffre d'affaires. Les amortissements et dépréciations représentent 532 millions (6,2 %), la marge brute d'autofinancement ressort ainsi à 842 millions, soit près de 9,8 % du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires de 1982 est géographiquement très réparti : 33 % en France, 30 % en Afrique, 22 % en Amérique, le reste en France et en Extrême-Orient.

Les travaux restant à exécuter à fin 1982 représentaient 18 milliards de francs, soit plus de deux ans d'une activité où la part de l'étranger est prédominante. Le développement de Proche-Orient se prolongera, dans les exercices à venir, surtout en Arabie Saoudite. La diversification géographique menée à l'intérieur même du continent africain permet de compenser la contraction provisoire des travaux au Nigeria. Enfin, la signature prochaine du marché pour la construction en consortium du barrage de Yacyreta complètera par l'Argentine les implantations américaines.

SICAV UNIJAPON

Le conseil d'administration de la Sicav Unijapon a constaté que le plafond de deux millions d'actions fixé par le ministre des finances était atteint.

Conformément à la loi du 3 janvier 1979, le conseil a, en conséquence, suspendu les souscriptions. Celles-ci reprendront lorsque le nombre d'actions sera revenu en dessous du plafond fixé.

sanofi

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 29 juin sous la présidence de M. René Sautier, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui se sont soldés par un bénéfice net de 141 millions de francs, contre 151 millions de francs en 1981.

Pour le groupe, le bénéfice net consolidé, part de Sautier, s'est élevé à 238 millions de francs (261 millions de francs en 1981).

Le dividende net a été fixé à 13,45 F (soit 20,18 F avec avoir fiscal) contre 13,50 F au titre de l'exercice précédent. Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée, a décidé de mettre en paiement en dividende à compter du 12 juillet 1983 contre remise du coupon n° 6.

Dans l'allocution qu'il a prononcée au cours de l'assemblée, M. Sautier a indiqué que le chiffre d'affaires de groupe, pour les cinq premiers mois de l'exercice en cours, était en progression de 20 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent ; le développement de l'activité ayant été nettement plus rapide à l'étranger (+ 31,4 %) qu'en France (+ 11,3 %).

Dans le secteur de la pharmacie, la conclusion d'un accord de programme avec les pouvoirs publics a permis au groupe, moyennant certains engagements, d'obtenir en France pour ses produits remboursables des hausses de prix permettant de réduire l'écart entre les prix français et les prix étrangers.

FONCINA

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 22 juin 1983 sous la présidence de M. Gérard Dexant, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Le bénéfice net de cet exercice s'établit à F 23 727 306,17 contre F 23 600 536,11 en 1981.

Le plus-value sur cessions d'actifs représente F 154 876,49 en 1982 contre une moins-value de F 4 622,86 en 1981. Ces montants de faible importance correspondent à la vente d'emplacements de garage et d'un appartement qui se trouvent dans l'ensemble de Reims dont sous-locataires propriétaires et dont tous les autres appartements avaient été vendus lors des exercices précédents.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de F 12,50 par action, entièrement assujéti à l'impôt sur le revenu, sur présentation du coupon n° 38 A, le coupon n° 38 B étant annulé.

La date de détachement de ce coupon a été fixée au 25 juillet 1983.

L'assemblée générale a également renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Christian Pellerin et de la compagnie d'assurances La Prévoyance foncière.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE

Obligations 6,25 % 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1982 au 14 juillet 1983 sur ces obligations sont payables, à partir du 15 juillet 1983, à raison de 28,12 F par titre de 500 F, contre le coupon n° 17.

AUJOURD'HUI VOUS AVEZ BESOIN D'ARGENT EN PLUS.

AVEZ-VOUS FAIT LE POINT AVEC UN SPECIALISTE DES VALEURS D'AVENIR ?



BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, place de la Bourse, Paris 2^e
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.65 / Bordeaux (06) 64.70.31 / Lille (20) 55.66.20 / Lyon (7) 942.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (33) 336.66.97 / Nantes (40) 66.41.36.

LES AGENTS DE CHANGE
La clé de meilleurs placements.

FOUGEROLLE

Exercice 1982

Activité en forte progression, principalement à l'étranger.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 857,4 MF T.T.C. (contre 622,7 MF en 1981), en progression de 38%. La part réalisée à l'étranger s'élève à 464,5 MF (contre 272,7 MF en 1981) en augmentation de 70%. Elle représente 54 % de l'activité globale du Groupe.

Cette croissance résulte du développement du chiffre d'affaires des trois grands chantiers entrepris au Moyen-Orient (Bagdad) et au Nigeria (Jebba et Ajakuta), mais aussi de l'extension de l'activité B.T.P. en France (+16%).

Poursuite de la politique de décentralisation

en province, par diverses prises de contrôle ou de participation. Une réorganisation du Groupe est parallèlement engagée recentrant l'activité B.T.P. France, sous l'autorité de l'activité Étranger sous celle de FOUGEROLLE International.

Bénéfice consolidé de 18 MF

contre 32 MF en 1981, après constitution de 20 MF de provision pour risque à l'étranger. Ce résultat a été sensiblement affecté par d'importants écarts de change.

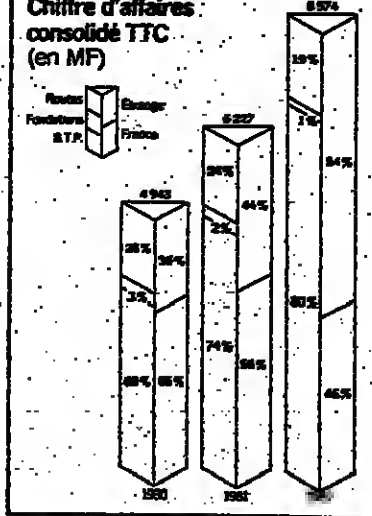
Amortissements consolidés de 335,8 MF

contre 320 MF en 1981. La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 354,4 MF (4,5 % du chiffre d'affaires H.T.).

Dividende net de 10 F par action

assorti d'un avoir fiscal de 5 F. Mise en paiement à compter du 18 juillet 1983 contre remise du coupon n° 29.

Chiffre d'affaires consolidé TTC (en MF)



L'Assemblée Générale du 23 juin 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982. Rapport annuel disponible au siège de la société, 3, avenue Morine-Sautier, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Élection et réflexion », par Paul Carnus.
- L'U : « La mise en crise », de Michel Baud.
- Lettres au « Monde ».

ÉTRANGER

3. ASIE
3. AFRIQUE
3. AMÉRIQUES
4. DIPLOMATIE
- La seconde réunion interministérielle franco-espagnole « à la recherche de la paix ».
4-5. EUROPE
5. PROCHE-ORIENT
- La nouvelle tournée de M. Shultz est interprétée à Jérusalem comme une manœuvre dilatoire.
- La dissidence au sein du Psh.

POLITIQUE

6. Les déclarations du premier ministre à R.T.L. - Le Monde.
7. Une « Armée de libération de la Corse » revendique ses premiers attentats.

SOCIÉTÉ

8. JUSTICE
- MÉDECINE.

SPORTS

9. Tennis : la victoire de McEnroe à Wimbledon.

CULTURE

10. FESTIVALS : Rameau au Marais : les rencontres de La Rochelle
- CINÉMA : Les Jocrisses, de Jean-Daniel Pillault.
12. COMMUNICATION : VU : « Souvenirs, souvenirs ».

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

13. Retour au bon sens dans les campagnes chinoises.
- Le Plan, ou tous les coups dans le même panier.
14. Bernard Tapie, l'infatigable « reprenneur » d'entreprises.
15. Les clés de la conjoncture : l'hypothèse des taux d'intérêt.

RÉGIONS

29. ILE-DE-FRANCE : l'exposition universelle de 1989 à Paris, est compromise après les déclarations de MM. Chirac et Giraud : POINT DE VUE : « Un faisceau d'incertitudes », par Jacques Toubon.

ÉCONOMIE

30. La C.G.C. rompt son « amitié » social.
31. COOPÉRATION : le CNUCED achève ses travaux dans le désenchantement.

RADIO-TÉLÉVISION (12) INFORMATIONS « SERVICES » (28) :
Vivre à Paris : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (16 à 27) : Carnet (28) ; Programmes spectacles (31) ; Marchés financiers (33).

CHAMPAGNES

GRANDE VENTE « SPÉCIAL JUILLET »

Poussière blanc de blanc brut 52,80
Cuvée d'Assemblage de l'Asie 58,80
Muscat de Reims 58,80
Piper Heidsieck brut 69,80
Heidsieck Monopole brut 82,50
Mumm Cordon rouge brut 82,50
Laurent Perrier brut 82,50
Attention vente par carton de 6.

uniquement au
Magasin principal
103, rue de Turenne
75003 Paris - tél. : 277.59.27

Nouveau : entrepôt vins - bistrô à vins, restauration froide, 65, rue Lafayette 9.

EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE
De la Tenaille à la 2ème année
10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions

125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

Les sommaires de juillet

● LE MONDE DIPLOMATIQUE : qui profite de la crise ?

La crise économique mondiale fait de nombreuses victimes à la fois dans les pays industrialisés et dans les pays sous-développés. Mais qui profite de cette situation ? Claude Julien passe en revue les sociétés industrielles et les banques qui, à la faveur de la crise, ont augmenté leur taille et accru leurs profits. Tel est notamment le cas des multinationales américaines. C'est le moment que choisit le président Reagan pour lancer une « croisade pour la démocratie », qu'analyse Marie-France Toinet. Dans cette redistribution du pouvoir économique, la production agricole joue un rôle très particulier, aussi bien pour l'Europe que pour le tiers-monde. Plusieurs articles décrivent « les formes multiples de la déper-

dance alimentaire », toutes fondées sur un progrès technologique extrêmement coûteux. La même année comporte un reportage d'André Mabon sur l'Iran (« Un régime au bord du vide »), une grande enquête d'Ignace Klich intitulée « Le scandaleux déclin des anciens nazis », un ensemble d'articles qui, sous le titre « Ayacucho, une guérilla sans espoir », examine les graves menaces qui pèsent sur la démocratie au Pérou, enfin un bilan de vingt ans de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui, maintenant, doit affronter deux problèmes majeurs : la mise en œuvre d'un développement concerté et la défense des droits de l'homme.

★ Le numéro : 10,50 F.

● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : le palmarès 1983 des universités et des grandes écoles

Le Monde de l'éducation publie son huitième « palmarès des universités et des grandes écoles », fondé sur l'opinion de plusieurs « panels » d'experts, enseignants et professionnels chargés du recrutement dans les entreprises. Des universitaires parisiens et provinciaux jugent les établissements d'enseignement supérieur dans quatre disciplines classiques : géologie, sciences politiques, sciences économiques et gestion. Le Monde de l'éducation dresse aussi le palmarès des classes préparatoires aux grandes écoles littéraires, scientifiques et commerciales. Soixante-quinze lycées donnent leurs résultats aux différents concours. Quels est la « rentabilité » des centres universitaires pour la préparation aux concours du CAPES et de l'agrégation ? Les

résultats en histoire, géographie, sciences physiques, mathématiques et italien. L'Université, c'est aussi la recherche : nos ennemis de productivité des centres universitaires au niveau des doctorats de troisième cycle donnent une bonne idée de leur dynamisme. L'apparition de nombreuses filières professionnalisées modifie la paysage universitaire. Des employeurs représentant la plupart des secteurs industriels donnent leur avis sur les maîtres de sciences de gestion (M.S.G.) et les maîtres de l'informatique appliquée à la gestion (MIAGE), ainsi que sur les instituts et les écoles de gestion. Enfin, ils jugent les diplômés des trente-huit écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI).

★ Le numéro (juillet-août) : 10,50 F.

● LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS : L'explosion vidéo. L'antisémitisme

Rarement progression aura été aussi foudroyante. En cinq ans, la vidéo a fait son entrée dans plus d'un million de foyers français. La magnétoscope est en passe de devenir aussi banal que la télévision, dont il constitue un véritable jumeau de plus en plus indispensable. En liaison avec Jean-François Lacan, une classe de première B du lycée Jean-Zay d'Orléans s'est attachée, sur la base de la documentation du Monde, à analyser le phénomène dans ses diverses dimensions : commerciale, industrielle, sociologique, technique,

culturelle... Un dossier d'actualité et une expérience pédagogique originale. L'antisémitisme... les vieux démons sont bien vivaces et la haine du juif n'a pas disparu avec le nazisme. Elle se manifeste sporadiquement partout dans le monde, à l'est comme à l'ouest, au sud comme au nord. Un dossier rassemblé par Alain Ouret, professeur d'histoire au lycée Voltaire à Paris et présenté par Jean-Marc Théoloyre.

★ Le Numéro (juillet-août-septembre) : 5,30 F.

● LE MONDE DE LA MUSIQUE : S.O.S. Bayreuth

Si Lavignac conseillait de se rendre à Bayreuth à pied, les mélomanes ont pris l'habitude d'y aller en voiture tant les circulations sont malaisées. Une nouvelle compagnie allemande propose désormais d'utiliser l'avion, via Nuremberg, ville-étape rêvée. Programmes, adresses, renseignements pratiques, tout ce qu'il faut savoir sur les festivals de l'été, en France et à l'étranger, se trouve dans le Monde de la musique. Au total, cent vingt festivals et plus de mille cinq cents concerts. Si vous avez manqué la première partie de ce calendrier, publiée dans le numéro de juin, procurez-vous le par correspondance (1, rue Lord-Byron, 75008 Paris). Tél. : 225-65-20. 15 F + 5,80 F de port.

En couverture de ce numéro double, daté juillet-août, le grand stratège de l'art lyrique Jessye Norman justifie ses préférences envers la « jet-society » lyrique dans une interview exclusive, et ceci à la veille de chanter Hippolyte et Aricie, de Rameau, au Festival d'Aix-en-Provence. Et puisque la France entière célèbre en grande pompe le tricentenaire de Rameau, Catherine Kintzler, spécialiste de l'esthétique baroque, dit dans quel esprit un spectateur du vingtième siècle peut apprécier les grandes machines de l'opéra du dix-huitième siècle. ★ Le numéro (juillet-août) : 15 F.

Les communistes souhaitent accentuer leur politique de « participation-pression » au gouvernement

nous explique M. Anicet Le Pors

Deux ans exactement après son entrée au gouvernement comme ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives (il est depuis mars dernier secrétaire d'État à ce même poste), M. Anicet Le Pors juge satisfaisant le bilan de son action. Il affirme en effet que « la quasi-totalité du programme établi dans ce domaine en juin 1981 a été

réalisé ». Cela représente 9 lois votées, 43 décrets signés et 103 mesures prises par voie de circulaires. M. Le Pors, qui souhaite que les communistes pratiquent au gouvernement une « participation-pression » et ne se contentent pas d'être des associés minoritaires reconnaît qu'une « étape a été franchie » en 1981 mais il ajoute que « d'autres se profilent à l'horizon », sans vouloir toutefois les préciser pour le moment.

et qui maintenant doivent être mises en application par chaque ministère, doivent être considérées comme irréversibles. Il l'a écrit dans le numéro de juin 1983 des Cahiers du communisme, en affirmant tout retour en arrière « et être « utilisées comme un instrument efficace de l'évolution sociale ». Il ajoute qu'« elles doivent enlever l'espoir aux tenants de la « politique de la parenthèse » qui affectent de considérer que la période actuelle de réformes pourrait n'être qu'un moment singulier et éphémère entre deux périodes jugées normales parce que la droite y exercerait sa domination ». Le secrétaire d'État laisse toutefois percer un certain scepticisme quant à la volonté de mettre réellement en application les réformes décidées. Il est vrai que pour M. Le Pors, la fonction publique doit être « le lieu privilégié du développement des idées nouvelles » mais aussi le moteur « du progrès social et de l'avancée démocratique de la société tout entière ».

et qui maintenant doivent être mises en application par chaque ministère, doivent être considérées comme irréversibles. Il l'a écrit dans le numéro de juin 1983 des Cahiers du communisme, en affirmant tout retour en arrière « et être « utilisées comme un instrument efficace de l'évolution sociale ». Il ajoute qu'« elles doivent enlever l'espoir aux tenants de la « politique de la parenthèse » qui affectent de considérer que la période actuelle de réformes pourrait n'être qu'un moment singulier et éphémère entre deux périodes jugées normales parce que la droite y exercerait sa domination ». Le secrétaire d'État laisse toutefois percer un certain scepticisme quant à la volonté de mettre réellement en application les réformes décidées. Il est vrai que pour M. Le Pors, la fonction publique doit être « le lieu privilégié du développement des idées nouvelles » mais aussi le moteur « du progrès social et de l'avancée démocratique de la société tout entière ».

Le manque d'enthousiasme des hauts fonctionnaires

Or une telle « avancée » ne peut être réalisée que si tout l'appareil d'État y participe. M. Le Pors, et d'autres communistes avec lui, semblent considérer qu'il n'en est pas ainsi pour le moment. Non seulement la volonté réformatrice des membres du gouvernement eux-mêmes semble fort inégale, mais il en va de même dans la haute administration. Certes la loyauté de celle-ci n'est pas en cause. La tradition de la fonction publique française, faite allégeance au gouvernement au nom du service de l'État est une constante qui permet aux fonctionnaires de servir tous les régimes pourvu qu'ils soient légaux et légitimes. Mais cette discipline risque souvent de se transformer en résignation. Ce que dénoncent d'ailleurs les communistes, est donc le manque de

« Certains communistes en sont presque à considérer que leurs relations avec l'État au niveau national comme au niveau local n'ont pas été fondamentalement inversées par rapport à l'avant-1981. M. Le Pors exprime cette idée en demandant dans les Cahiers du communisme une « réflexion renouvelée sur l'État, sa nature et son rôle dans le changement social ». Il précise : « L'État est et demeure enjeu de luttes de classes mais notre démarche de construction progressive d'une société démocratique, socialiste, autogestionnaire, notre qualité de parti DE et ALI gouvernement appellent aujourd'hui une appréciation beaucoup plus élaborée et un intérêt plus soutenu pour tout ce qui concerne les relations de la société civile et de l'État et les catégories qui leur sont liées : les institutions, l'administration, les fonctions collectives. » Cette allusion aux institutions vise-t-elle l'adaptation de la Constitution que M. Mitterrand avait promise ?

ANDRÉ PASSERON.



Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie. Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent. Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ? Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroutons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt. 343, chez Aubanel - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt. 343, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

NOM _____ PRENOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

HAUSSE DE 5,62 % DE CERTAINS LOYERS

La hausse des loyers du secteur privé qui vient d'être révisée ou à renouvellement de bail et qui sont rattachés à l'indice du coût de la construction du premier trimestre est de 5,62 %.

En effet, l'indice du coût de la construction de l'INSEE du premier trimestre 1983 s'établit à 746, contre 697 au premier trimestre 1982, soit une augmentation de 7,03 %. Deux décrets pris en application de la loi Quilliot ayant limité en 1983 la hausse des loyers à 80 % de la progression de l'indice, la hausse annuelle applicable sera donc de 5,62 %.

Le rapport au quatrième trimestre de 1982, où l'indice était de 727, la progression a été de 2,61 %.

Le numéro du « Monde » daté 3-4 juillet 1983 a été tiré à 452 751 exemplaires

مكذمان النحل